

LA GUERRE DE LA MORUE

L'Islande s'apprête à rompre avec la Grande-Bretagne

LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 BA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 103 m. ; Allemagne, 1 DM ; Belgique, 10 sch. ; Espagne, 11 fr. ; Canada, 60 c. ; Danemark, 3 kr. ; Grèce, 20 dr. ; Grande-Bretagne, 18 p. ; Italie, 100 l. ; Japon, 100 ¥ ; Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 8,50 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,20 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 15 cts ; Yougoslavie, 10 d. dr.

Tarif des abonnements page 19
5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4297-23 Paris
Tél. Paris 06 650572
Tél. : 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La dernière palinodie d'Isabelita Peron

Annoucer à grand fracas une décision, puis l'annuler devant la levée de bouilliers qu'elle provoque, voilà qui semble être le moyen préféré par Mme Peron pour donner à ses adversaires l'impression qu'elle leur fait des concessions. La dernière de ces palinodies est l'annonce, faite le 18 février par le ministre de l'Intérieur, M. Roberto Ares, qu'il convoquerait très prochainement, en session extraordinaire, le Congrès qu'il avait lui-même mis en « congé forcé » quarante-huit heures plus tôt.

La clôture anticipée de la session parlementaire risquait, il est vrai, de précéder ce qu'elle visait à éviter : un procès politique de la présidence devant les Chambres, son éviction pour « inaptitude » étant considérée désormais comme un « impératif national », même par des membres modérés du parti radical, la seconde des formations politiques argentines.

Dans un pays où l'on demeure encore soucieux de préserver au moins les formes de la démocratie, ce coup de force de l'exécutif contre le législatif risquait de faire basculer dans l'opposition un Sénat où — à l'inverse de la Chambre basse — les péronistes fidèles à la présidence ont encore la majorité. Le recul gouvernemental a eu pour effet immédiat de faire tomber de quelques degrés la fièvre politique à Buenos-Aires : les rumeurs de coup d'État militaire qui occupaient depuis quelques jours la « une » des journaux se sont un peu calmées. D'autre part, pour obtenir la réouverture du Parlement, on pense que l'opposition renoncera, au moins pendant quelque temps, à insister le procès de la présidence.

C'est dans ce climat déjà un peu apaisé que Mme Peron a annoncé qu'elle ne briguerait pas de nouveau mandat. Sa décision a été portée à la connaissance des Argentins à l'issue d'une réunion du Conseil national de sécurité, auquel, outre le chef de l'État et les huit ministres, participent les commandants des trois armées. Devant cette instance militaire-civile, qui est le véritable cœur du pouvoir, la démission n'a pas été moins sentie : Mme Peron a sans doute obtenu de pouvoir achever son mandat présidentiel : elle a, en échange, fait une concession majeure en déclarant qu'elle ne solliciterait pas une deuxième fois les suffrages des Argentins.

A part quelques inconditionnels, nul ne souhaite plus une candidature d'Isabelita. Péronistes et antipéronistes l'accusent d'avoir présidé à l'une des périodes les plus noires de l'histoire argentine. Son mandat demeure synonyme de déclin vertigineux du consensus national, de désastre économique — l'inflation dépasse 300 % — de recrudescence de la guérilla — cinq mille soldats fouillent depuis plus d'un an les montagnes de la province de Tucuman, à la recherche des guérilleros de l'E.R.P. — d'instabilité de l'État — d'instabilité de l'État — d'instabilité de l'État.

Nombre de péronistes reprochent aussi à la présidente d'avoir brisé le mouvement créé autour de son mari en l'appuyant exclusivement sur un clan d'extrême droite. La Confédération générale du travail, le puissant syndicat unique qui était le dernier soutien organique de la présidence, vient lui-même de prendre ses distances.

Mme Peron a donc obtenu un nouveau succès : jusqu'aux élections, annoncées pour décembre prochain, et, peut-être, jusqu'à l'accession au pouvoir de son successeur, prévue pour le 25 mai 1977. Elle le doit sans doute moins à ses capacités politiques, influentes par tant d'erreurs, qu'à la conséquente hésitation de ses adversaires civils et surtout militaires à se saisir d'un pouvoir qui, désormais, fait figure de suzerain.

Le Congrès américain va contrôler strictement l'aide militaire à l'étranger

Les livraisons d'armes au Chili sont supprimées

Le Sénat américain a approuvé, le 18 février, par soixante voix contre trente, un projet de loi renforçant le contrôle du Congrès sur l'aide militaire à l'étranger. Celui-ci aura désormais le pouvoir d'opposer un veto à toute livraison d'un montant supérieur à 25 millions de dollars, qu'il s'agisse d'armes ou d'accords commerciaux. Toute livraison d'armes devra, en outre, être rendue publique.

Des amendements au projet de loi prévoient également que l'aide militaire pourrait être refusée par le président ou par le Congrès aux pays où les droits de l'homme sont violés, à ceux qui transforment sans autorisation des armes pour d'autres buts que leur défense et aux pays qui appuient ou accueillent des terroristes.

L'aide à l'étranger autorisée par le Sénat pour l'année fiscale 1976 comporte notamment des fournitures à Israël, à l'Égypte, à la Jordanie et à la Syrie. En revanche, un amendement présenté par le sénateur Edward Kennedy, adopté à l'issue d'une discussion tumultueuse, prévoit l'arrêt immédiat de toute aide militaire au Chili. Les livraisons en cours, évaluées à 100 millions de dollars, devront elles-mêmes être suspendues.

Le sénateur Kennedy a justifié cette mesure en déclarant que le régime chilien était le plus répressif de toute l'Amérique latine et même du monde. Le sénateur Strom Thurmond s'y est opposé, estimant qu'il était « étrange de punir les gens qui ont chassé le communisme du Chili ».

Ce à quoi le sénateur Hubert Humphrey lui a répondu : « Je ne crois pas que le gouvernement des États-Unis doive soutenir un groupe de généraux qui agissent comme des truands et qui se sont hissés au pouvoir par la force des armes ».

De notre correspondant

Washington. — A plusieurs reprises, le Congrès a réaffirmé, mercredi 18 février, son autorité grandissante dans la conduite de la politique étrangère.

Ainsi, le Sénat a voté, par soixante voix contre trente, un projet de loi renforçant le contrôle du Congrès sur les exportations de matériel militaire. Malgré la pression des constructeurs aéronautiques et des industries d'armement, le Sénat a maintenu divers amendements permettant au Congrès d'opposer son veto à toute livraison d'armes, commerciales ou gouvernementales, d'un montant supérieur à 25 millions de dollars. Le sénateur Humphrey, auteur de l'amendement, a souligné que, pour la première fois, le Congrès disposait d'un pouvoir de contrôle efficace sur le commerce des armes, qui dépasse actuellement 12 milliards de dollars. En effet, à la simple majorité des deux Chambres, le Congrès peut désormais, dans un délai de trente jours, annuler les ventes et exportations d'armes, dont le gouvernement a l'obligation de le tenir informé.

Le projet de loi sur l'aide militaire atteint 3 milliards de dollars, dont Israël bénéficiera pour 2 milliards 200 millions de dollars en dons et crédits. Parallèlement, le Pentagone a informé le Congrès qu'il avait conclu avec l'Arabie Saoudite un contrat d'un montant total de 1 milliard 100 millions. L'amendement Kennedy interdisant toute vente d'armes, privés ou gouvernementaux, au gouverne-

ment du Chili, a été adopté quant à lui par 48 voix contre 3. Enfin, le Sénat a confirmé son opposition à toute aide militaire américaine aux groupes angolais.

De son côté, la commission des affaires étrangères de la Chambre a adopté un amendement autorisant les compagnies américaines à commercer avec le Vietnam et à y investir. L'auteur de l'amendement, M. Bingham, a souligné qu'il s'agissait d'un « modeste progrès » vers la normalisation des relations avec Hanoï. Il a précisé que les autorités vietnamiennes souhaitent vivement que les compagnies américaines puissent reprendre leurs forages pétroliers le long des côtes du Vietnam. Le gouvernement, qui pour le moment maintient l'embargo sur les transactions commerciales avec le Vietnam, s'était opposé à cet amendement, qu'il jugeait « prématuré ». Pourtant, l'amendement de M. Bingham de la reprise des relations commerciales avec le Vietnam à la solution du problème des soldats américains « portés disparus » au cours des hostilités. Le département d'État a réagi froidement à l'initiative de la commission.

En fin de compte, aussi bien à propos des ventes d'armes que du Chili, de l'Angola et du Vietnam, le Congrès a pris des positions différentes et parfois contraires à celles du gouvernement. Néan-

moins, la Chambre, la commission des affaires étrangères a voté dans le sens recommandé par M. Kissinger, en approuvant des crédits d'un montant total de 175 millions de dollars pour la Turquie. Ainsi, l'embargo mis l'an dernier aux ventes d'armes à la Turquie se trouve assoupli.

HENRI PIERRE.

LA MAJORATION DES TARIFS serait de 7,5 à 10 % pour le gaz et de 15 % pour l'électricité

Le déséquilibre commercial s'est accru en janvier

Le comité des prix devait se réunir jeudi matin pour décider de l'augmentation de plusieurs tarifs publics. Son intention était de relever, à partir du 1^{er} mars, de 15 % en moyenne les barèmes d'électricité, ce qui devrait permettre de rétablir, pour l'exercice en cours, l'équilibre budgétaire d'E.D.F. Les tarifs du gaz seraient, selon les cas, augmentés de 7,5 à 10 %. En revanche, le comité aurait renoncé à augmenter les prix des timbres-poste et du tabac.

La balance commerciale, qui a cessé d'être en équilibre depuis septembre dernier, a accusé un déficit accru au mois de janvier, mois au cours duquel les exportations n'ont couvert que 83,2 % des importations. Selon M. Raymond Barre, ministre du commerce extérieur, l'augmentation des importations est un corollaire de la reprise de l'activité économique (voir page 32).

Ces décisions et résultats ne manqueraient pas d'alimenter le débat télévisé entre MM. Fourncade et Mitterrand qui aura lieu le 2 mars sur Antenne 2.

Contrairement à ce qui avait été décidé au 1^{er} janvier 1976, la hausse des tarifs d'électricité est cette fois à peu près la même en pourcentage — 15 % en moyenne — pour toutes les tensions. Il ne s'agit pas cette fois de compenser une hausse du coût du combustible (le prix du fuel lourd a baissé en 1975), mais de tenir compte de l'incidence sur le prix de revient de la majoration des salaires et des autres charges.

Les augmentations en valeur absolue différentes cependant selon les tensions — puisque les tarifs auxquels s'applique la hausse de 15 % sont eux-mêmes différents.

PHILIPPE SIMONNOT.
(Lire la suite page 28.)

LE MEURTRE DE PHILIPPE BERTRAND

Gouverner ou renchérir ?

Où est l'Etat quand le langage de ses ministres ne se distingue en rien de celui qu'on prête à l'homme de la rue, dominé par la peur et l'esprit de vengeance ?

Où est l'Etat quand ceux qui parlent en son nom oublient qu'il devrait être autorisé, vérifié et décodé devant l'événement ?

Où est l'autorité quand trois ministres entendent, non pas répondre à l'opinion, mais la ramener sur la voie du talion où la plupart des organes de presse, écrite ou parlée, non sans complaisance la disent engagée ?

Où est la sérénité, où est la décence, quand MM. Lecanuet, Pontet et Gailly réclament une peine qui apparaît comme acquise avant d'être requise ?

Quand le ministre de l'Intérieur, la mine presque gourmande, à la télévision, rappelle que telle était la volonté de l'assassin déclaré avant son arrestation définitive. Est-ce pour gommer l'impression partout relevée que sa police n'a pas été intallable ? Pour faire oublier la dangereuse ambiguïté de tel ou tel de ses propos de naguère sur les enlèvements et le refus de paiement des rançons ?

Où est la justice quand le garde des sceaux tranche de l'air sur-le-champ, au lieu et place du magistrat chargé de l'instruction qui, seul, en connaît le tout ? Où est l'indépendance de la justice quand le ministre, qui en est le garant, ne visant que pour mémoire « la procédure », exige promptitude et peine de mort ? La sensibilité humaine est-elle si vil. Qui ne le comprend ? Le crime est effreux. Qui le nie ? Il n'est pas sans précédent. Qui peut soutenir le contraire ? Gouverner, ne serait-ce qu'accepter la loi de Lynch, voire renchérir sur elle ?

PHILIPPE BOUCHER.
(Lire nos informations page 10.)

PORTRAIT DE NATHALIE BARNEY

Celle qui fut l'Amazone

Natalie Clifford Barney pratiquait volontiers ce genre littéraire d'une forme brève qu'on nomme la « maxime ». Dans son livre, « Nouvelles Pensées de l'Amazone », paru au Mercure de France en 1939, elle écrit ceci, qui fonde et illustre l'ouvrage de dévotion que lui consacre Jean Chalon : « Devenir le parfait amant que tant de femmes ont souhaité rencontrer — et quitter ! ». C'est bien là ce qu'elle entreprend de faire et réussit à être. François Mauriac la surnommait à mi-voix « le pape de Lesbos ». Très riche et très belle, sophistique avec conviction et détermination, elle fut, dans les années 1900, de cette cohorte de nymphes dont s'échantaient Pierre Louys, qui voyait en elles les parfaites jeunes filles de la société future.

Dès qu'elle vint en France, adolescente, l'Américaine Natalie Barney fréquenta la pension des « Ruches », à Fontainebleau, ce santon où Olivia avait rédigé ce si curieux roman qui fit scandale : « Olivia ». C'était plus qu'une rencontre : le signe d'une vocation ! Voici Natalie Clifford Barney éperdue de passion. Elle s'est éprise, non sans mesure, de Lionel de Pougy. La future princesse Ghika et elle vivront des orages et des ondées. Natalie devient l'héroïne d'un livre que publie Liana : « l'Idylle saphique ». Car, si Natalie Barney laisse derrière elle une œuvre littéraire et un précieux travail de mémorialiste, elle est aussi un personnage de romans. La Fiasse des « Claudine »

de Colette, c'est elle. Et c'est elle que Lucie Delanoue-Mardus met au centre de « L'Ange et les Pervers ». Elle encore dont s'inspirent Radcliffe Hall et Djuna Barnes. Elle est passionnément, bien avant de rencontrer Remy de Gourmont, « l'Amazone ». Il y a en Natalie du don Juan : elle tient ses listes à jour, éduité autant qu'il lui est possible, se donne aux plaisirs de l'infidélité. Elle affirme péremptoirement que les femmes ne sont pas nées pour aimer les hommes, mais les hommes uniquement. Elle ne dissimule rien. Mlle don Juan est une militante : sans vout et compte Lesbos !

HUBERT JUIN.
(Lire la suite page 15.)

En raison de la grève des ouvriers du Livre
Le Monde
ne paraîtra pas demain.
Dans notre prochain numéro daté 23-24 février
LE MONDE DU TOURISME
ET DES LOISIRS
LE MONDE AUBOURN

L'U.R.S.S. AVANT LE XXV^e CONGRÈS

I. — La stabilité à tout prix

Moscou. — Diplomates, journalistes, observateurs soviétiques non officiels, tous sont d'accord : il ne faut pas attendre d'ici longtemps le spectacle du vingt-cinquième congrès du parti communiste de l'Union soviétique qui ouvrira le 24 février au Palais des congrès. Le pronostic n'est pas fait pour surprendre : à moins d'hommes exceptionnels — comme Khrouchtchev décidant de jouer, en 1955, la carte de la désalinisation, — un congrès est moins destiné à décider qu'à célébrer. C'est avant tout une manifestation de masse

De notre correspondant
par JACQUES AMALRIC

qui doit aussi bien retremper les énergies quelque peu épuisées qu'impressionner les observateurs qui ne participent pas à la célébration.


C'est dire que l'occasion ne se présente ni à l'improvvisation ni à la spontanéité : tout au plus à quelques ajustements de la ligne générale ou à l'enregistrement de décisions prises auparavant et en

d'autres lieux, le congrès servant alors de caisse de résonance pour populariser et amplifier le vocabulaire qui fera dorénavant référence.

A quelques jours du congrès, aucun indice ne laisse prévoir d'importants changements dans la direction du parti. M. Brejnev, qui vient de fêter ses soixante-neuf ans, ne se comporte pas comme un homme impatient de « déléguer ». Il a repris ses activités normales depuis l'automne : les spéculations sur sa santé — qui ont été fatales à M. Chéïkine — ont beaucoup diminué d'intensité. Le secrétaire général, certes, s'est penché depuis deux mois, mais la préparation du congrès peut expliquer cette discrétion. Il n'est pas le seul d'ailleurs, loin de là, à avoir limité ses apparitions en public depuis le début de l'année. Toute la hiérarchie du régime fait également retraite.

La séance inaugurale du congrès constituera un bon test de l'état de santé du numéro un soviétique. La lecture du rapport fleuve présenté aux quelque cinq mille délégués constitue à elle seule une véritable performance physique. A en croire une théorie que l'on entend de plus en plus à Moscou, il s'agit de toutes façons d'un motif d'inquiétude : un Brejnev, même fatigué et obligé de prendre du temps en temps du repos, peut continuer à assurer les affaires de l'État et du parti car il a en la « sagesse », dit-on, d'écarter considérablement son cabinet personnel. Grâce à cette mesure, aurait-il confié à un visiteur étranger, même quand il n'est pas là, les décisions sont prises et la machine tourne.

(Lire la suite page 5.)



Jean Cayrol
de l'Académie Goncourt

Histoire d'une maison
...d'un homme, d'une guerre.

roman / 288 pages 35 F.

DANS UN ESPRIT DE CONCILIATION

Papinski a interrompu sa grève de la poste d'auxiliaire à l'étranger pour lui être

Jacques Papinski, secrétaire général de la Fédération des employés de la poste, a suspendu sa grève de la poste d'auxiliaire à l'étranger pour lui être... (Text continues with details of the strike and the union's position).

ENTRE DADA ET CINÉASTE D'AVANT-GARDE

ans Richter est

Le peintre allemand Hans Richter, né en 1890, est un des fondateurs du mouvement Dada. Il a également été cinéaste d'avant-garde. (Text continues with details of his work and influence).

NOUVELLES BREVES

La mode dans un tout... (Text continues with various short news items and advertisements).

AFRIQUE

AFRIQUE

LA CRIS

L'émissaire de M. Waldheim estime difficile l'organisation d'un référendum

Mahmoud Riad, secrétaire général de la Ligue arabe, a été nommé par le roi Hassan II pour une mission de médiation au Sahara occidental. M. Riad a été reçu par le ministre marocain des Affaires étrangères, M. Laraki, qui a déclaré que son gouvernement refusait de reconnaître l'existence d'un peuple sahraoui. Le gouvernement marocain a déclaré que le Sahara occidental est une partie intégrante du territoire national et que le peuple sahraoui n'existe pas. M. Riad a déclaré que son rôle est de faciliter l'organisation d'un référendum sur l'avenir du Sahara occidental.

DU SAHARA OCCIDENTAL

Le conflit doit être réglé dans une perspective maghrébine

nous déclare M^e Bouabid

L'affaire du Sahara occidental doit être définitivement réglée dans une perspective maghrébine. Nous restons attachés à l'idée de l'unité de cette région. Nous sommes d'accord avec les

autres partis d'opposition marocains sur la nécessité de mettre en place, dans le royaume, des institutions démocratiques et authentiques : ce sont là les idées forces de la politique suivie par l'Union socia-

liste des forces populaires (U.S.F.P.), telles que nous les a exposées le secrétaire général de ce mouvement, M^e Bouabid, qui séjourne actuellement à Paris.

« Le roi Hassan II a déclaré que l'affaire du Sahara occidental était définitivement réglée ». Partagez-vous ce point de vue ?

— Je pense que c'est effectivement une affaire réglée, mais je souhaite que ce règlement se situe dans une perspective maghrébine comportant le maintien de la paix dans la région et l'association des peuples marocains, algériens et mauritaniens à l'édification d'un Maghreb uni, avec notamment la mise en œuvre d'un programme de coopération sur le plan économique.

« La question du Sahara n'est pas nouvelle, elle n'a pas surgi brusquement en 1975. Le problème a été posé dès 1953. Lorsque le Maroc a retrouvé son indépendance, en 1956, il a immédiatement demandé à l'Espagne la rétrocession de ces territoires.

« Non seulement les combattants algériens à l'époque connaissaient le problème, mais ils soutenaient la lutte menée par les Marocains contre l'occupation coloniale espagnole dans cette zone. Cette solidarité s'est maintenue, après l'indépendance de l'Algérie, et jusqu'en 1968, personne, et surtout pas les dirigeants algériens, n'a formulé d'objections à nos revendications, considérées comme légitimes. Les Algériens ne parlaient pas alors de l'existence d'un peuple sahraoui, expression que je mets d'ailleurs entre guillemets.

« Quant au mouvement du Polisario, il n'a eu d'existence qu'en 1973, à un moment où le gouvernement français s'appretait à mettre en place une entité fabriquée de toutes pièces pour maintenir, sous une forme néocoloniale, sa domination dans cette zone. Le soi-disant Polisario a été créé de toutes pièces, non pour combattre le colonialisme espagnol, mais pour lutter contre le peuple marocain et l'empêcher de retrouver son intégrité territoriale.

« On parle beaucoup des Sah-

raouis réfugiés en Algérie. Il y en a, c'est vrai. Mais pourquoi ne parle-t-on pas de tous ceux qui s'étaient réfugiés au Maroc, et de tous ceux qui sont restés au Sahara occidental, ou qui y sont revenus lorsqu'ils se sont rendus compte qu'ils avaient été trompés par le soi-disant Polisario. La très grande majorité des Sahraouis ne désirent qu'une chose : réintégrer l'ensemble marocain qu'ils n'auraient jamais dû quitter.

« La mise en place d'institutions démocratiques »

« Pourquoi alors ne pas leur permettre de le dire par l'autodétermination ? »

— Lorsque, en 1972, le gouvernement du général Franco a eu l'idée de créer une entité indépendante au Sahara occidental, il a invoqué pour ce faire le principe de l'autodétermination. Il a créé la Djemaâ, dont certains membres sont devenus députés aux Cortes. Le Sahara était alors occupé par quatre-vingt mille militaires espagnols. Son administration était totalement espagnole. Appliquer l'autodétermination dans ces conditions eût été une fausseté. Le gouvernement marocain s'y est opposé, et a demandé qu'une éventuelle consultation se fasse sous le contrôle de l'ONU.

« En 1975, les successeurs du général Franco ont changé d'avis. Ils ont décidé d'évacuer le territoire pour des raisons intérieures à l'Espagne. Qu'avions-nous d'autre à faire que d'occuper le terrain ? La même Djemaâ se réunissait à El Aïoun, et cette institution, libérée des contraintes coloniales, s'est exprimée en faveur du rattachement à la patrie marocaine. Maintenant, la mise en place d'institutions démocratiques pour l'ensemble du territoire marocain, y compris le Sahara, va

permettre aux Sahraouis de s'exprimer et de participer au destin de tout un peuple.

« Vous faites allusion aux élections promises par le roi Hassan II. L'unanimité qui s'est faite autour du souverain sur la question du Sahara arabo-espagnol, de votre côté, des retombées sur le plan intérieur ? Est-elle de nature, par exemple, à resserrer les liens entre les différents partis d'opposition ?

— Sur le plan interne, notre préoccupation est de faire du Maroc un pays démocratique doté d'institutions crédibles qui permettent au peuple d'exprimer ses opinions, ses options sur le plan économique, social et culturel, et d'exercer une surveillance réelle sur la gestion des dirigeants. Nous avons un espoir, et même un espoir raisonné, de voir, dans les mois prochains, l'unanimité nationale se traduire par des actes sur le plan de la démocratisation des institutions. L'U.S.F.P. est persuadée qu'un Maroc démocratique est capable de surmonter les difficultés intérieures et de faire face à la conjonction très difficile que nous connaissons.

« Les principaux partis politiques d'opposition sont d'accord sur la nécessité de mettre en place des institutions démocratiques. Comme il n'y a jamais eu, par le passé, de consultations authentiques, chaque formation peut prétendre représenter telle ou telle couche sociale. L'organisation d'élections, si elle est authentiquement réalisée, permettra une opération vérité. Nous saurons quelle est réellement l'importance politique de chacune des formations politiques existantes. C'est seulement alors que nous pourrions envisager sérieusement la question de constituer un front entre différents partis.

« Le roi Hassan II semble privilégier actuellement une diplomatie menée selon une ligne Nord-Sud en direction de

La Fédération internationale des droits de l'homme dénonce les « exactions » commises par les autorités marocaines et mauritaniennes

De notre correspondant

Alger. — Une commission d'enquête de la Fédération internationale des droits de l'homme, qui vient de séjourner dans les camps de réfugiés sahraouis, a affirmé, le mercredi 18 février, dans une conférence de presse à Alger, que le peuple sahraoui était victime d'une « véritable entraprise de génocide » du fait de l'occupation de son territoire par les troupes marocaines et mauritaniennes.

Au nom de la commission, M^e Payot, secrétaire général de la Fédération, a déclaré détenir les « preuves absolues et accablantes des exactions ignobles » autorisées par les autorités marocaines et mauritaniennes contre la population civile : « Nous avons pris connaissance au cours de notre mission, de faits indicibles : des enfants aveuglés par des bombes à gaz, une fillette de huit à neuf ans brûlée au ruzam, des enfants de deux ans et demi pesant entre trois et cinq kilos ; on nous a rapporté que des enfants et des femmes ont été égorgés pour l'exemple, et qu'une femme enceinte a été éviscérée. » Il a souligné que la commission a pu mener son enquête « en toute

Un appel d'universitaires français

Des universitaires, chercheurs et enseignants français travaillant et ayant travaillé au Maghreb et sur les problèmes maghrébins, ont signé l'appel suivant : « Nous estimons nécessaire d'alerter l'opinion de notre pays sur les dangers que la situation créée au Sahara occidental fait peser sur tous les pays et peuples de la région. Il nous semble essentiel de rappeler que les droits historiques que l'on peut toujours invoquer pour justifier une agression ou une annexion comptent moins que la réalité présente, qui montre la volonté d'autodétermination du peuple sahraoui. Nous sommes convaincus que le roi Hassan II, mais surtout par l'Algérie, qui n'a, pour sa part, jamais présenté de revendication concernant ce territoire, au-delà des objectifs immédiats du gouvernement marocain, ce qui est en cause, c'est la volonté de gêner le développement véritable connu au Maghreb. (...) Nous estimons nécessaire une révision radicale de la politique de notre pays à l'égard du Maghreb, ce qui suppose une révision des décisions de l'ONU préconisant l'application du droit à

Ont signé ce texte : MM. Michel Barak, A. Boudon, Jacques Brabant, Mme Annette Buzon, M. Jean Cabot, Mlle Geneviève Cusack, M. Jean Darnaud, M. Jean Gérard Desbordes de Bériz, Gérard Duprat, Bruno Eliezer, Mme Anna Frahm, M. Jean Frahm, Jean-François Frémont, René Gaillet, Raymond Jossa, Georges Labrousse, Mme Camille Lacroix, M. Yves Lacroix, Pierre Lacroix, André Lavallois, Marc Olivier, Pierre Yves Pélissier, Raymond Pons, Jean Pons, André Pons, René Baynal, Jean Suré-Canales, Pierre Thomas, François Tomas, Claude Vatin, Raoul Wozniak, Bernard Zimmermann.

Ethiopie

Le patriarche Theophoules est destitué

Addis-Abeba (A.F.P.). — Le chef de l'Eglise orthodoxe éthiopienne, le patriarche Abuna Theophoules, a été destitué, mercredi, a annoncé la radio d'Addis-Abeba. D'après la radio, le successeur du patriarche sera élu en juin prochain par le synode de l'Eglise éthiopienne, tandis que l'intérim sera assuré par l'archevêque Yohannes de la province du Tigré. En outre, l'administration des affaires religieuses sera désormais confiée à la commission provisoire aux affaires ecclésiastiques.

De source non confirmée, il semble que le patriarche ait été appréhendé mercredi matin et qu'un ou plusieurs évêques aient été arrêtés. La durée de la détention de ces personnes reste impossible à établir étant donné la discrétion des autorités officielles. Le pouvoir, dans un communiqué intitulé « Un verdict attendu depuis longtemps », accuse le chef de l'Eglise « d'avoir négligé ses devoirs et ses responsabilités devant la chrétienté, d'avoir été le misérable laquais du défunt em-

A travers le monde

Haïti

• M. LEOPOLD SENGHOR, chef de l'Etat sénégalais, est arrivé, mercredi 18 février, à Haïti, pour une visite officielle.

Rhodésie

• LE REGIME de M. Ian Smith sera renversé « dans deux mois », a estimé, mercredi 18 février, à Dublin, M. Sean MacBride, haut commissaire des Nations unies pour la Namibie, assurant que la Rhodésie envisageait de déclencher une campagne de guerilla contre le Mozambique, de Zambie et peut-être d'Angola. Ces déclarations interviennent quelques heures après que M. James Callaghan, secrétaire au Foreign Office, a déclaré qu'il ne restait « presque plus de temps » au régime blanc de Rhodésie pour accepter un compromis avec la majorité africaine. — (A.F.P.)

L'Europe des Neuf reconnaît l'Angola en ordre dispersé

Bonn reste réservé

Six pays de la Communauté européenne sur neuf ont reconnu la République populaire d'Angola, la France (mardi 17 février), le Danemark, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Irlande et les Pays-Bas (mercredi 18). Le Belgique, dit-on à Bruxelles, reconnaîtra l'Angola « au plus tôt », vendredi, jour de la réunion hebdomadaire du gouvernement. La Belgique, ajoute-t-on, doit tenir l'option, particulièrement sévère, « M. Giscard d'Estaing s'est rendu ridicule », écrit l'éditorialiste, en réclamant pour la Communauté un pouvoir de décision, mais en annonçant d'avance que la sienne était prise « sur une question relativement simple » et en fixant une date limite pour la mettre en œuvre. A Paris, dans les milieux autorisés, on se déclare « surpris » de cette « mauvaise humeur ». Le gouvernement français précède-t-on, considérant que les conditions d'une reconnaissance étaient remplies (en particulier le contrôle du territoire par le gouvernement de Luanda), avait provoqué vendredi dernier une réunion à Luxembourg au niveau des ambassadeurs. A la demande de ses partenaires, il a accepté de participer à la décision jusqu'à la fin des délibérations des directeurs politiques des Neuf, mardi. Constatant que ses partenaires estimaient eux aussi que les conditions de la reconnaissance étaient remplies, et certains (les Danois) ayant annoncé qu'ils reconnaîtraient l'Angola mercredi, le gouvernement français jugea inutile d'attendre plus longtemps. Les neuf ministres des Affaires étrangères, au cours de leur réunion de coopération politique, lundi et mardi, discuteront de leur politique vis-à-vis de l'Angola.

• A Luanda, le Journal de Angola, écrit : « La France reconnaît le gouvernement de Luanda, mais elle reste hostile à la réaffirmation de la solution politique » mais n'annonce pas de décision. A Bruxelles, le commissaire d'Etat pour les affaires étrangères a déclaré que son pays « n'était pas pressé de reconnaître le gouvernement de M. P. M. » et qu'il attendait « avant d'abord la certitude que la présence de militaires cubains en

Angola ne constitue pas un danger pour le Zaïre ». M. Nguzi Kar-I-Bond a affirmé qu'une « réponse positive de Luanda aux questions posées par Kinshasa susciterait une attitude également positive ».

• Au Cap, une reconnaissance de Luanda n'est envisagée qu'après l'obtention de garanties, et la réunion de mercredi du cabinet n'a pas pris une décision encore tenue pour « prématurée ». — (A.F.P.)

TÉMOIGNAGE

LA SOLITUDE DE L'UNITA

par DOMINIQUE DE ROUX

Ce 1^{er} février, je me trouvais en Angola, à Silva-Porto, ville du sud et quartier général de l'UNITA. Sur la piste de l'aérodrome taillée dans la brousse, j'écoula le président Jonas Savimbi me parler de la détérioration de la situation militaire. Selon le vent, parfois, on entendait le canon. Il me disait : « Pour nous, il n'y a pas d'axe ! ». Instant privilégié. Il avait plu. Tout retrouvait la paix du soir et au bord de la forêt d'eucalyptus le langage des choses muettes. Jusqu'au dernier moment le large paysage d'arbres étouffait le bruit des tanks.

On percevait les détonations sourdes. Et les pilotes, appuyés contre l'appareil qui m'avait amené, tendaient l'oreille, cherchant à savoir dans l'air vide.

Savimbi : « Nous retournerons dans la guerre. Nous ne nous sommes pas battus si longtemps contre les Portugais pour subir le pouvoir d'un régime minoritaire imposé par le colonialisme soviétique. Pourquoi l'Europe se refuse-t-elle à comprendre ? »

Deux mille Cubains articulés sur trois régiments de T 34 et de T 54, flanqués à la russe d'une quantité de canons et de fusées, précédés de l'infanterie d'assaut, fonceaient sur Huambo, sous les ordres des généraux Casas Regueiro et Amado Ochom : l'ennemi nord du stalinisme contre les révolutions permanentes, de Trotsky contre Staline, de Charles de Gaulle contre Pétain, du songe contre la faculté de tromper. En Angola, se levait soudain l'ombre de Che Guevara, compagne de Savimbi au début de sa lutte, contre Fidel Castro au pouvoir et à ce point embourgeoisé qu'on le vit, à son dernier congrès, en

uniforme d'amiral russe très Port-Arthur.

Mais les soldats de l'UNITA, la petite armée armée de la république de Luanda et de débris de mitrailleuses, s'étaient à nouveau évanouies dans la brousse, le lieu d'espoir des longues marches.

Je retrouvais Savimbi comme autrefois, dans un camp volant de la forêt, au milieu de ses hommes et de son rêve, un Angola vraiment indépendant, où chaque mouvement aurait sa place, après des élections libres, seule façon d'empêcher le pouvoir absolu = paranoïa = idéologie dominante et parti unique = fascisme.

Il avait rebondi dans la maquis, superstructure flottante par rapport au pays, qui, après dix ans de guerre, demandait la tolérance et la paix, non la guerre civile — cent mille morts — entretenue par des recruteurs de troupes spéciales, embryon d'une colonie de peuplement pour remplacer les Portugais.

Savimbi : « Pourquoi les idées que nous défendons, celles d'un nationalisme noir, provoquent-elles tant de violence ? Cuba n'est pas un modèle pour l'Afrique. Le marxisme autant que l'apartheid est anti-africain. Mais, comme Kaunda ou Houphouët-Boigny, je crois à une Afrique de la coexistence. Pourquoi nos peuples devraient-ils encore souffrir, à seule fin de servir la machiavéisme des grands blocs dans leur jeu de déstabilisation, alors que c'est la force de notre exemple qui fera cesser le racisme. »

Au moment où les intellectuels ont compris que le marxisme et le

AM

Le grand journaliste du New York Times a qui Chou En-Lai a accordé la plus importante interview, avant sa mort.

c.i.sulzberger

POST-SCRIPTUM CHINOIS

ALBIN MICHEL

SOUBOUTI

Kenya partage les craintes de M. M. sur les intentions somaliennes

ASIE

LA LUTTE POUR LE POUVOIR EN CHINE

Le groupe « déviationniste » représenté par M. Teng Hsiao-ping paraît résolu à se défendre

« La lutte politique interne en Chine a atteint une acuité sans précédent », écrivait, mercredi 18 février, l'agence Tass, qui commentait, pour la première fois, l'éditorial du « Quotidien du peuple » du 17 février reconnaissant l'existence de très graves dissensions au sein du comité central. Qualifiant d'« aveux » les révélations du journal chinois, l'agence

soviétique affirmait qu'en « publiant cet article, les organes officiels de la propagande maoïste ont porté à un degré jusqu'ici inconnu la dramatisation de leur campagne dirigée contre les prétendus révisionnistes ».

En ce qui concerne la situation de M. Teng Hsiao-ping, l'agence soviétique soulignait que le vice-premier ministre

se heurte à « l'inimitté des soi-disant gauchistes dont la position s'est révélée bien forte ».

A Pékin, les jeux semblent pourtant loin d'être faits. Comme l'écrit notre correspondant Alain Jacob, si véhéments que soient aujourd'hui ses adversaires, M. Teng semble toujours en mesure de se défendre.

De notre correspondant

serait surprenant qu'un affrontement direct entre tendances adverses se soit produit au sein de cette assemblée relativement nombreuse. Tel qu'il est actuellement constitué, le bureau politique, avec ses vingt-trois membres de plein droit ou suppléants, constitue l'organisme approprié pour une discussion sur le fond.

Dans l'éventualité d'un tel affrontement, la réunion aurait été élargie, elle a pu permettre à la fois une confrontation d'idées, sinon de personnes, et une évaluation réciproque du rapport des forces d'une tendance à l'autre.

Militaires, politiques et techniciens y sont en effet présents, ainsi que quelques vétérans et de nouveaux venus, directement issus des couches populaires à l'occasion du dixième congrès. L'allusion du « Quotidien du peuple », le 17 février, à une « scission » du comité central serait dans ces conditions une image légèrement forcée de la réalité. Elle signifierait non pas que les trois cents et quelques membres du « parlement » du parti ne sont pas parvenus à se mettre d'accord, mais qu'un ensemble de décisions n'a pu leur être proposé par les membres du bureau politique, ces dernières étant eux-mêmes divisés et incapables de se rallier unaniment à une ligne commune.

Rien n'est joué

En toute hypothèse, deux questions principales se posent. La première est de savoir à quel stade la crise est parvenue. Les attaques de peines volées dont M. Teng Hsiao-ping est actuellement l'objet en province, sinon à Pékin, des articles s'en prenant, au singulier, à l'homme dont « le programme politique est de changer la ligne fondamentale du parti » — peuvent avoir pour but de préparer l'opinion à la chute d'un homme qui, il y a un peu plus d'un mois seulement, faisait figure d'un des principaux personnages du régime au sein de la région militaire de Pékin. Ce qui permet de penser qu'il jouissait à l'époque de la confiance des hommes dont dépendaient les décisions essentielles dans la capitale.

en passant sous silence les impératifs de la dictature du prolétariat, pour parler de stabilité, d'unité et de développement économique.

Si toutefois l'affaire n'est pas entendue, c'est-à-dire si l'affrontement se poursuit, quel est actuellement le rapport des forces entre les deux tendances opposées ? Il est bien difficile encore de répondre à cette question, mais quelques observations peuvent être faites. Les moyens d'information sont incontestablement, à l'heure présente, contrôlés par les forces de « gauche », puisque c'est par leur intermédiaire que se développe la campagne contre les « déviationnistes de droite ». D'aucuns notent qu'il n'en a pas toujours été ainsi puisqu'il y a eu, jusqu'à l'automne dernier, des « déviationnistes » ont pu poursuivre leurs activités sans être nullement dénoncés.

La ruse n'est guère que spéculation, les inconnues principales concernant l'appareil économique, les cadres provinciaux et l'armée. Très probablement M. Teng Hsiao-ping — ou plus exactement la tendance « pragmatique » qu'il incarne — compte dans ces secteurs de nombreuses sympathies. Bien des responsables du parti et de l'administration en province sont en effet des « réhabilités » de la révolution culturelle, dont l'attachement aux idées des gardes rouges est sans doute fragile. Il en est de même des militaires, chez qui la proportion des réhabilités est la plus importante. En ce qui concerne ces derniers, le remplacement du vieux maréchal Yen Chien-ying par le général Chen Hai-tien, à titre intérimaire, au poste de ministre de la défense, pourrait, si le bruit en est confirmé, avoir le sens d'une mesure préventive. La « couleur politique » du général Chen Hai-tien est mal connue : il a été nommé, en janvier 1974 — après quinze ans passés en Chine du Nord-Est — à la tête de la région militaire de Pékin. Ce qui permet de penser qu'il jouissait à l'époque de la confiance des hommes dont dépendaient les décisions essentielles dans la capitale.

Vietnam

Selon Radio-Saigon

UN SECOND RÉSEAU « SE DISSIMULANT SOUS LE MANTEAU DE LA RELIGION » A ÉTÉ DÉORGANISÉ.

Saigon (Reuter, A.F.P.). — Les autorités sud-vietnamiennes ont démantelé un second réseau dissimulé « se dissimulant sous le manteau de la religion », a annoncé mercredi 18 février Radio-Saigon. Aucune précision n'a été fournie sur le nombre des personnes qui faisaient partie de ce « gang réactionnaire », arrêté dimanche à Bien-Hoa, au nord-est de Saigon. Mercredi, avait lieu également, dans le centre de la ville, une manifestation contre les « réactionnaires de Vinh-Son ». Cette manifestation avait été organisée à la suite du sanglant affrontement qui s'est déroulé la semaine dernière dans l'église Vinh-Son, à Saigon, au cours duquel trois personnes ont été tuées (le Monde du 17 février).

De son côté, l'archevêque de Saigon, Mgr Nguyen Van Dinh, a élevé une vive protestation contre « tous ceux qui se servent de la religion catholique et de ses églises pour commettre des actes d'illégalité », Mgr Nguyen Van Dinh, dont le message a été publié, mercredi, par le journal Tin Sang, a en outre déclaré que « l'avenir de l'Eglise et celui de la nation étaient liés ». Au lendemain de l'incident de l'église Vinh-Son, les autorités avaient souligné qu'il ne s'agissait que de cas isolés, et qu'il n'était pas question de revenir sur la liberté de culte.

Les autorités révolutionnaires semblent, en revanche, plus préoccupées par les questions touchant au « sabotage de l'économie nationale ». L'église Vinh-Son abritait, en effet, une fabrique de fausses monnaies. Son gérant et ses complices ont été désignés à cet égard comme « responsables » de la hausse des prix, qui constitue l'une des principales difficultés auxquelles se heurte le régime.

LE GOUVERNEMENT THAILANDAIS a décidé, mardi 17 février, d'expulser de son territoire sept dirigeants de l'opposition birmane qui utilisaient la zone frontalière, au nord et à l'ouest de Bangkok, comme « sanctuaire » pour leurs activités contre le gouvernement de Bangkok. Un porte-parole thaïlandais a déclaré que cette mesure avait été décidée pour améliorer les relations entre la Thaïlande et la Birmanie.

Trois exclusivités Air France vers les Etats Unis au départ de Roissy.

New York: 2 vols quotidiens sans escale.

- A 10 h 00 : vol « spécial hommes d'affaires ». Arrivés à New York à 12 h 25, ils peuvent traiter leurs affaires le jour même, sans perdre de temps.
- A 13 h 00 en Boeing 747, arrivée à 14 h 55.

Los Angeles: sans escale.

Tous les jeudis, vendredis, samedis et dimanches à 14 h 30, arrivée à 17 h 20.

Houston: une liaison exclusive sans escale.

Tous les lundis, mercredis, jeudis et samedis à 10 h 30 en Boeing 747, arrivée à 14 h 15.

Pour réserver, adressez-vous à votre Agent de Voyages agréé ou à Air France. (Tél. 535.61.61)

AIR FRANCE

DIPLOMATIE

LA « GUERRE DE LA MORUE »

L'Islande paraît décidée à rompre ses relations avec la Grande-Bretagne

Après un nouveau durcissement islandais, la rupture des relations diplomatiques entre Londres et Reykjavik était jugée « très probable » ce jeudi 18 février à Bruxelles, dans les milieux de l'O.T.A.N., qui, comme semble-t-il, n'ont affiché un tel pessimisme au sujet du conflit anglo-islandais.

M. Joseph Luns, secrétaire général de l'O.T.A.N., informé des intentions islandaises, a exprimé, au cours de la séance hebdomadaire du conseil des représentants permanents de l'Alliance, de l'imminence de la décision. Une intense activité diplomatique a, néanmoins, été déployée en coulisses entre Londres, Reykjavik et l'O.T.A.N., en vue de mettre au point un ultime compromis. Si la rupture devait être consommée ce jeudi, comme prévu, le conseil de l'O.T.A.N. pourrait tenir peu après une séance spécialement consacrée à la nouvelle situation.

Correspondance

Reykjavik. — L'Islande rompra en principe ses relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne dans une semaine. La décision prise le 18 février par la commission des affaires étrangères du Parlement islandais devait être transmise ce jeudi 18 février à la Grande-Bretagne, à l'issue du conseil des ministres.

La rupture, déjà présentée comme imminente lors des incidents qui avaient opposé, au mois de janvier, les frégates britanniques aux garde-côtes islandais, avait été si souvent annoncée et repoussée qu'elle surprend aujourd'hui alors que la situation en mer est relativement calme malgré un accrochage survenu le 18 entre le garde-côte Thor et une frégate britannique.

La présence des navires de la Royal Navy dans les eaux islandaises et la persistance du différend sur le tonnage des prises de morue ne suffisent pas cette fois à expliquer la décision de rompre. La grève générale paralysée le 15 février, la découverte récente d'une affaire de contrebande d'alcool

dans laquelle un des partis gouvernementaux serait compromis, l'irritation grandissante de l'opinion publique à l'égard de l'agression britannique, tout cela explique que les considérations de politique intérieure du gouvernement conservateur de M. Thor Halldorsson jouent un rôle non négligeable dans le durcissement de l'attitude de Reykjavik.

La fragile coalition gouvernementale, qui était dernièrement au bord de l'écroulement, espère en fait par ce geste retrouver l'audience qu'elle a perdue. Même si ce geste devait conduire l'Islande hors de l'O.T.A.N., il n'en reste pas moins que la négociation sur le tonnage sera par elle-même très difficile. L'état des stocks de morue est, selon les experts islandais, si précaire que tout accord avec les Britanniques impliquera une réduction des prises islandaises. Ni les pêcheurs ni l'opinion publique islandaise ne sont prêts à accepter de consentir à une telle réduction qui, selon eux, mettrait en péril l'avenir économique du pays.

A un mois de la conférence de New-York

LA COMMISSION DE LA C.E.E. RECHERCHE UNE POSITION COMMUNE SUR LES LIMITES DE PÊCHE

Bruxelles (Reuter). — La Commission du Marché commun a proposé, mercredi 18 février, que les pays membres soient autorisés à délimiter une zone côtière de 12 milles marins, au large de leurs propres côtes, à l'intérieur de la zone de 200 milles qui serait ouverte à tous les chalutiers de la Communauté.

La commission propose que la zone de 200 milles de large soit placée sous le contrôle de la C.E.E., la Communauté fixant les quotas de pêche de chaque pays membre et la répartition entre les flottilles de pêche.

En revanche, la zone « rapprochée » des 12 milles sera de la compétence exclusive des gouvernements respectifs.

Le document de la Commission est destiné à fournir à la C.E.E. une position commune de négociation en prévision de la reprise, le 15 mars à New-York, de la conférence sur le droit de la mer. Parlant de cette question devant

le Conseil économique et social, M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, a tenu à rassurer les pêcheurs français : « L'extension des zones de pêche entraînera la constitution d'une mer commune pour les pays de la C.E.E., notamment dans la mer du Nord, où sont pêchées 75 % des prises de la Communauté. Les ports du nord de la France et 90 % de ceux des ports de l'Ouest », a-t-il déclaré. Il a ajouté, à propos de la limite qui sera fixée au large de l'Afrique : « J'ai bon espoir que le bon sens l'emportera et que les Etats riverains, dont les flottilles sont encore insuffisamment développées, comprendront tous les avantages qu'ils pourront tirer de la conclusion d'accords bilatéraux. » Des accords ont déjà été signés avec la Mauritanie, le Cap-Vert, le Sénégal et le Dahomey, et d'autres sont en cours d'élaboration avec le Gabon, le Togo, la Côte d'Ivoire et des pays africains non francophones tels que la Guinée-Bissau.

Recevant son collègue polonais

« LA DÉTENTE EST FAITE DE MODÉRATION ET DE TOLÉRANCE » déclare M. Sauvagnargues

Recevant à dîner, mercredi 18 février, M. Olisowski, son collègue polonais, M. Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, a déclaré que la France et la Pologne avaient « anticipé », « dépassé » et appliqué « aussi scrupuleusement que possible » l'acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.).

Il a ajouté : « La détente est une affaire de longue haleine, qui peut connaître des contretemps. C'est en effet une affaire de confiance, et la confiance n'est pas compatible avec la tentation que peuvent éprouver les uns ou les autres de s'assurer des avantages unilatéraux. Nous n'ignorons ni les différences entre les systèmes ni même les oppositions d'intérêt, mais nous estimons que les progrès de la détente sont subordonnés au respect de certaines règles qui sont faites de modération, de tolérance, de considération, pour les options des uns et des autres et de respect pour l'indépendance de chacun. Ce respect de l'indépendance de chacun nous amène à réviser une détente de bloc à bloc, nécessairement dominée par des considérations de sécurité ».

Dans sa réponse, M. Olisowski a dit ses préférences pour « les solutions qui servent à affaiblir et non à renforcer (...) les divisions qui existent en Europe et dans le monde ».

Le ministre polonais a parlé avec M. Giscard d'Estaing des problèmes de la détente et avec M. Chirac, des relations franco-polonaises. « Nous avons constaté, a-t-il dit en quittant le premier ministre, que « les relations économiques se développaient très bien et que les perspectives étaient encore meilleures ».

Avant de quitter Paris

M. BJEDITCH A INVITÉ M. CHIRAC EN YUGOSLAVIE

Avant de quitter Paris mercredi 18 février, à l'issue de sa visite officielle de trois jours en France, M. Bjeditch, chef du gouvernement yougoslave, a été l'hôte à déjeuner de M. Giscard d'Estaing. Arrivé à Bruxelles dans l'après-midi, M. Bjeditch s'est entretenu avec le premier ministre belge, M. Leo Tindemans. Il a ce jeudi, des entretiens avec Sir Christopher Soames, vice-président de la Commission des communautés européennes, chargé des relations extérieures de la Communauté. Le communiqué conjoint franco-yougoslave insiste sur la volonté des deux nations de renforcer leur coopération politique. Les deux parties ont aussi étudié les moyens d'assurer « une progression plus harmonieuse » de leurs relations économiques et ont défini notamment les domaines dans lesquels une augmentation des ventes en France de produits yougoslaves pourrait être réalisée.

Le communiqué indique encore que « la situation des travailleurs yougoslaves en France, qui est suivie attentivement de part et d'autre, a également été évoquée, avec le souci d'une amélioration continue de leurs conditions de séjour ».

L'examen des problèmes internationaux, souligne d'autre part le communiqué, « a fait apparaître la proximité des vues de deux parties sur de nombreuses questions ».

M. Bjeditch et M. Chirac ont souligné la grande importance de la visite que M. Giscard d'Estaing fera en Yougoslavie l'automne prochain. D'autre part, le premier ministre yougoslave a invité le premier ministre français à visiter officiellement la Yougoslavie, invitation qui a été acceptée avec satisfaction ».

Le communiqué de...

Le communiqué de la conférence de New-York sur le droit de la mer, adopté le 15 février, prévoit la création d'une zone de pêche commune pour les pays de la C.E.E. dans la mer du Nord. La zone de 200 milles sera ouverte à tous les chalutiers de la Communauté, tandis que la zone de 12 milles restera sous le contrôle des gouvernements nationaux. Le communiqué souligne également la nécessité d'une amélioration continue des conditions de séjour des travailleurs yougoslaves en France.

INSTRUCTIONS EN MATIÈRE DE TRANSPORT

Le communiqué de la conférence de New-York sur le droit de la mer, adopté le 15 février, prévoit la création d'une zone de pêche commune pour les pays de la C.E.E. dans la mer du Nord. La zone de 200 milles sera ouverte à tous les chalutiers de la Communauté, tandis que la zone de 12 milles restera sous le contrôle des gouvernements nationaux.

LE CAPITAL D'AFRIQUE

Le communiqué de la conférence de New-York sur le droit de la mer, adopté le 15 février, prévoit la création d'une zone de pêche commune pour les pays de la C.E.E. dans la mer du Nord. La zone de 200 milles sera ouverte à tous les chalutiers de la Communauté, tandis que la zone de 12 milles restera sous le contrôle des gouvernements nationaux.

DES MEILLEURES CHANCES POUR LE COMMERCE EN 1976

Le communiqué de la conférence de New-York sur le droit de la mer, adopté le 15 février, prévoit la création d'une zone de pêche commune pour les pays de la C.E.E. dans la mer du Nord. La zone de 200 milles sera ouverte à tous les chalutiers de la Communauté, tandis que la zone de 12 milles restera sous le contrôle des gouvernements nationaux.

LE GOUVERNEMENT THAILANDAIS

Le communiqué de la conférence de New-York sur le droit de la mer, adopté le 15 février, prévoit la création d'une zone de pêche commune pour les pays de la C.E.E. dans la mer du Nord. La zone de 200 milles sera ouverte à tous les chalutiers de la Communauté, tandis que la zone de 12 milles restera sous le contrôle des gouvernements nationaux.

LA DÉTENTE

Le communiqué de la conférence de New-York sur le droit de la mer, adopté le 15 février, prévoit la création d'une zone de pêche commune pour les pays de la C.E.E. dans la mer du Nord. La zone de 200 milles sera ouverte à tous les chalutiers de la Communauté, tandis que la zone de 12 milles restera sous le contrôle des gouvernements nationaux.

RECEVANT SON COLLÈGUE POLONAIS

Le communiqué de la conférence de New-York sur le droit de la mer, adopté le 15 février, prévoit la création d'une zone de pêche commune pour les pays de la C.E.E. dans la mer du Nord. La zone de 200 milles sera ouverte à tous les chalutiers de la Communauté, tandis que la zone de 12 milles restera sous le contrôle des gouvernements nationaux.

مكتبة من الأصل

Le débat Mitterrand-Fourcade « sent la combine »

Le débat Mitterrand-Fourcade, qui s'est tenu mardi 14 février, a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le débat Mitterrand-Fourcade a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le débat Mitterrand-Fourcade a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le débat Mitterrand-Fourcade a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le débat Mitterrand-Fourcade a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le débat Mitterrand-Fourcade a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le débat Mitterrand-Fourcade a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le débat Mitterrand-Fourcade a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le débat Mitterrand-Fourcade a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le débat Mitterrand-Fourcade a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le débat Mitterrand-Fourcade a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le débat Mitterrand-Fourcade a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le débat Mitterrand-Fourcade a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le débat Mitterrand-Fourcade a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le débat Mitterrand-Fourcade a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le débat Mitterrand-Fourcade a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le débat Mitterrand-Fourcade a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le débat Mitterrand-Fourcade a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le débat Mitterrand-Fourcade a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le débat Mitterrand-Fourcade a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le débat Mitterrand-Fourcade a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le débat Mitterrand-Fourcade a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le débat Mitterrand-Fourcade a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le débat Mitterrand-Fourcade a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le débat Mitterrand-Fourcade a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le débat Mitterrand-Fourcade a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le débat Mitterrand-Fourcade a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le débat Mitterrand-Fourcade a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le débat Mitterrand-Fourcade a été perçu par de nombreux observateurs comme une véritable « combine ». Les deux candidats, M. Mitterrand et M. Fourcade, ont en effet présenté des positions très proches sur de nombreux points, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Certains ont même accusé les deux candidats d'avoir monté une « comédie » pour tromper l'électorat.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 14 février, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

LE MONOPOLE DES TABACS ET L'A.C.E.E.

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi portant aménagement du monopole des tabacs manufacturés, dont l'exploitation est assurée par le Service d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes (SEITA). Ce monopole comportait à l'origine un monopole de la culture, qui a été aboli en 1970, au profit des producteurs de tabac étrangers. La loi propose de rétablir le monopole de la culture, mais de le limiter à la production de tabac destinée à la consommation intérieure.

L'AIDE SOCIALE A LA SCOLARITÉ OBLIGATOIRE.

Le ministre de l'Éducation a fait une communication sur l'aide sociale à la scolarité. La scolarité obligatoire est assurée pour les familles auxiliaires en dépenses de livres, de fournitures, d'équipement sportif, de frais de déplacement, de demi-pension et d'alimentation. En compensation de ces charges, les pouvoirs publics leur apportent leur concours sous la forme de bourses d'études, de subventions aux transports, d'aides à l'acquisition de livres. Les aides de l'État représentent une somme de 3 milliards de francs auxquels s'ajoutent les concours des collectivités locales et des caisses d'allocation familiales.

Pour assurer une meilleure efficacité à ces aides et les rendre socialement plus justes, le gouvernement a retenu un certain nombre d'orientations. Les bourses continueront d'être accordées selon le critère fiscal des ressources, un système d'attribution sera recherché qui permette une meilleure prise en charge des individus les plus nécessiteux. Le gouvernement se propose d'améliorer en liaison avec les collectivités locales le régime de transport des élèves soumis à la scolarité obligatoire. En ce qui concerne les manuels scolaires, le ministère de l'Éducation a été chargé d'étudier différentes formules permettant d'alléger à partir de la rentrée de 1977 la charge des familles dans ce domaine.

LES INFRACTIONS EN MATIÈRE DE TRANSPORT.

Un projet de loi relatif à la répression de certaines infractions à la réglementation de la coordination des transports a été adopté. La plupart des infractions classées actuellement comme délits et entrant, de ce fait, dans le ressort des tribunaux correctionnels constitueront désormais des contraventions et ne relèveront donc plus que des tribunaux de simple police. Toutefois, les infractions relatives à l'exercice illégal de la profession de transporteur, de louer ou de commissionnaire, ainsi que celles préjudiciables à la sécurité des personnes ou manifestant une atteinte à l'honneur ou à la probité continueront à constituer des délits.

LE CAPITAL D'AIR FRANCE.

Le conseil a adopté un projet de décret modifiant les statuts de la Compagnie nationale Air France pour porter son capital social à 1.781,2 millions de francs. Cette augmentation correspond, notamment, au versement de la dotation prévue dans le cadre du financement des appareils Concorde et inscrite dans la loi de finances 1975. Il s'agit d'un versement de 1.781,2 millions de francs, soit 100 % du capital de la Compagnie nationale Air France à soumettre à l'augmentation du capital de la Société Air France portant ainsi la participation globale de l'État à 55,5 %, à 25 %.

DE MEILLEURES CHANCES POUR LE COMMERCE EN 1976.

Le ministre du commerce et de l'artisanat a présenté les résultats du commerce en 1975. Le niveau de l'activité et de l'emploi ont satisfait. Le chiffre d'affaires du commerce de détail, qui s'est élevé à 422 milliards de francs, a progressé de 13 % par rapport à 1974, ce qui correspond à une augmentation du volume des transactions d'environ 2 %. La légère diminution du nombre des salariés n'est pas due à des licenciements mais à un ralentissement de la croissance.

EXPERTS FRANÇAIS A BEYROUTH.

Le ministre des affaires étrangères a fait une communication sur la situation internationale. Il a déclaré que, dès la fin des affrontements au Liban, le gouvernement français s'est préoccupé d'apporter son aide aux autorités de ce pays dans l'effort de reconstruction.

LES PROBLÈMES EUROPÉENS.

M. Sanvagnargues a, d'autre part, rendu compte de la réunion franco-allemande des 12 et 13 février 1976. Les entretiens qui ont eu lieu à cette occasion ont fait apparaître une volonté commune d'approfondissement et d'élargissement de la coopération entre les deux pays et un climat de confiance profonde qui traduit bien le caractère exemplaire des relations entre la France et l'Allemagne.

LA COMMISSION DE LA C.E.E. RECHERCHE UNE POSITION COMMUNE SUR LES LIMITES DE MER.

La Commission de la Communauté économique européenne a adopté une position commune sur les limites de mer.

La Commission de la Communauté économique européenne a adopté une position commune sur les limites de mer.

La Commission de la Communauté économique européenne a adopté une position commune sur les limites de mer.

La Commission de la Communauté économique européenne a adopté une position commune sur les limites de mer.

La Commission de la Communauté économique européenne a adopté une position commune sur les limites de mer.

La Commission de la Communauté économique européenne a adopté une position commune sur les limites de mer.

La Commission de la Communauté économique européenne a adopté une position commune sur les limites de mer.

La Commission de la Communauté économique européenne a adopté une position commune sur les limites de mer.

La Commission de la Communauté économique européenne a adopté une position commune sur les limites de mer.

La Commission de la Communauté économique européenne a adopté une position commune sur les limites de mer.

La préparation des élections cantonales

M. CHARRET, CANDIDAT A LYON

(De notre correspondant.)

Lyons. — M. Charret est en 1972, dans ce que l'on appelle l'« affaire de Lyon » (1), sans toutefois qu'aucune des rumeurs circulant sur son compte se transforme en inculpation. M. Édouard Charret a, d'ailleurs, le mercredi 18 février, sa candidature pour le troisième canton de Lyon.

Entré au Parlement en 1951, sous l'étiquette R.P.F., battu en 1958, réélu en 1958 dans la sixième circonscription, puis en 1962, 1967 et 1968 dans la troisième — celle du quartier de la Croix-Rousses —, M. Charret avait remis, le 8 septembre 1972, sa démission de l'U.D.R., à la suite de l'annonce de sa candidature pour le troisième canton de Lyon.

« Les Lyonnais me voient vivre depuis toujours. (...) Ils sont mes juges naturels », avait-il déclaré, en indiquant qu'il serait néanmoins candidat aux législatives de mars 1973. Un comité de soutien s'était constitué autour de lui, mais les électeurs lui avaient préféré M. Jacques Soustelle.

Est-ce une revanche que cherche aujourd'hui M. Charret, non pas directe, puisque l'actuel député de la troisième circonscription n'est pas candidat, mais indirecte, en visant le plus fidèle de ses amis, M. Charles Ebraudier, adjoint au maire de Lyon et candidat unique de la majorité ? M. Charret s'en défend. Il voudrait, surtout, « faire profiter le canton de vingt années d'expérience ». Le fait que la majorité ait retenu le principe d'une candidature unique est, à ses yeux, « une déception », et il précise qu'il se consacre à la tâche qui lui est confiée, et à la tâche qui lui est confiée, et à la tâche qui lui est confiée.

(1) Plusieurs policiers, dont un commissaire principal, sous-chef de la sûreté urbaine de Lyon, furent incrimés et condamnés pour proxénétisme.

Territoire de Belfort.

M. Mitterrand a demandé à M. Raymond Forni, député socialiste, de se porter candidat à la mairie de Belfort, dans le canton de Belfort pour éviter un combat fratricide entre deux autres socialistes, M. Pierre Mougin, suppléant de M. Forni, et M. René Bédier, adjoint au maire. En 1970, M. Mougin avait été devancé par M. Perrin (majorité).

Les élections municipales

LA FÉDÉRATION DE PARIS DU P.C.F. DÉNONCE LES « EXIGENCES EXORBITANTES » DU P.S.

La Fédération de Paris du parti communiste a publié, mercredi 18 février, une déclaration dans laquelle elle reproche à la Fédération de Paris du parti socialiste de s'être contentée de prendre position en faveur de listes d'union de la gauche dans la capitale « tout en restant muette sur les problèmes d'un accord national pour les élections municipales ». Selon la Fédération communiste, « il s'agit là d'un problème national qui ne saurait être réglé au coup par coup, le P.S. choisissant en fonction de son seul intérêt de réaliser l'union dans telle ville, tout en la refusant dans telle autre ».

Les communistes de Paris s'élèvent contre les « exigences exorbitantes » de leurs partenaires, « l'hygiène d'un placement électoral pour le parti socialiste étant mieux envisagée, bien qu'elle soit sans aucun rapport avec le choix des électeurs dans les secteurs où la gauche est forte ».

« La poussée du parti socialiste doit être reconnue. C'est une raison pour laquelle nous demandons toute la place qui nous est due », avait déclaré à ce sujet M. Georges Sarre (le Monde du 18 février).

LE JOURNAL MENSUEL DE DOCUMENTATION POLITIQUE

Après-demain (non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur

L'ARMÉE ET LA NATION

Réalisé par la Ligue des droits de l'homme

Envoyez 10 francs (timbres ou chèque) à APRES-DEMAIN

27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 30 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

229, rue Lafayette Paris X

Tél. : 206 81 67

M. MITTERRAND : un sondage auprès d'un Français sur deux.

M. François Mitterrand, venu soutenir, mercredi soir 18 février, à Nogaro (Gers), les candidats socialistes, a déclaré : « Les élections cantonales sont des élections politiques. Elles auront la valeur d'un sondage auprès d'un Français sur deux. Il faut donner à la majorité une leçon déterminante ». Le premier secrétaire du P.S. a conseillé aux dirigeants de la majorité et aux membres du gouvernement de se montrer moins soucieux de la télévision. « Ils parlent beaucoup, mais s'ils ne sont pas entendus, c'est parce qu'ils n'ont rien à dire », a-t-il ajouté.

Le renouvellement par moitié des conseils généraux, les 7 et 14 mars, comme prévu, sera suivi, le 21 mars, d'élections (sur trente millions) à la dernière élection présidentielle.

« L'HUMANITÉ » : une discrimination à l'égard du P.C.F.

Dans l'« Humanité » de jeudi 19 février, M. Laurent Salini note que M. Chirac va disposer dans la soirée d'une heure d'antenne à la télévision et que dans quelques jours un débat se déroulera entre M. Fourcade et Mitterrand. Il estime, dans ces conditions, qu'en ne donnant pas la parole aux partis politiques pour les élections cantonales, c'est au parti communiste que le gouvernement refuse le droit de s'adresser aux électeurs.

« Le refus de M. Rostu, ajoutait-il, illustre les discriminations dont les communistes sont trop souvent l'objet. Il réveille que le pouvoir et ce régime se veulent intervenir aux dépens de la liberté de la presse, c'est-à-dire de la liberté de la presse, c'est-à-dire de la liberté de la presse ».

Le Centre démocrate et le Centre Démocratie et Progrès envisagent la constitution d'un nouveau parti

Réunis mercredi après-midi 18 février au ministère de la Justice, MM. Jean Lecanuet, Pierre Abelin et André Diligent, respectivement président, secrétaire général et vice-président du Centre démocrate, ont décidé de constituer un nouveau parti, le Centre démocrate et Progrès, pour engager un processus qui pourrait aboutir à la naissance d'une nouvelle formation.

Séparés depuis l'élection présidentielle de 1969, date à laquelle M. Jacques Duhamel avait créé le C.D.P., entrant ainsi dans la majorité présidentielle et soutenant Georges Pompidou, alors que le Centre démocrate et son président, M. Lecanuet, se maintenaient dans l'opposition, les deux partis s'étaient prononcés pour la candidature de M. Giscard d'Estaing en mai 1974. Le Centre démocrate est le premier tour, le C.D.P. après ce premier tour, pour lequel il avait alors soutenu M. Chaban-Delmas. Depuis lors, les deux formations sont représentées au gouvernement, et il était évident qu'un jour ou l'autre elles amonceraient leur rapprochement. Les discussions, devenues officielles, qui ont eu lieu ont mis en lumière un certain

L'U.D.R. AU QUAI D'ORSAY

M. Jean Sanvagnargues, ministre des affaires étrangères, a conduit à déjeuner pour le vendredi 20 février, au ministère des affaires étrangères, les principaux dirigeants du P.U.D.F. MM. André Bord, secrétaire général, Yves Gélus et Lucien Neuwirth, délégués nationaux, Claude Labbé, président du groupe de l'Assemblée nationale, Maurice Couve de Murville, président de la commission des affaires étrangères, et plusieurs membres U.D.R. de cette commission, participeront à ce déjeuner.

Le cent soixante-septième numéro des « Cabinets ministériels »

(37, rue du Louvre, 75002 Paris) vient de paraître. Il contient la liste des membres des cabinets de la présidence de la République, du gouvernement de M. Chirac, du Sénat, de l'Assemblée nationale, du Conseil économique, du Conseil de Paris, ainsi que des préfets de Paris, de la région parisienne et de police.

HAMMOND

Un orgue électronique avec 1.800 F au comptant

LAFAYETTE ELECTRONIC

229, rue Lafayette Paris X

Tél. : 206 81 67

POLITIQUE

Le débat Mitterrand-Fourcade « sent la combine »

estime M. Marchais

M. Georges Marchais, qui passe quelques jours sur la Côte d'Azur, a pris la parole mercredi matin 18 février, à Nice, devant un auditoire de dockers. Après avoir dénoncé l'utilisation des forces de police qui interdisaient l'accès du port, le secrétaire général du P.C.F. a déclaré : « Je proteste énergiquement contre le fait que la télévision et la radio soient utilisées abusivement par la majorité gouvernementale, à commencer par le premier ministre, alors que l'on refuse aux représentants du parti communiste la possibilité de s'exprimer dans la campagne électorale ».

« Nous communistes sommes pour la pluralité des partis, c'est-à-dire qu'il ne saurait y avoir un leader de l'opposition parlant au nom de tous. En conséquence, je demande que le P.C.F. ait la possibilité de s'exprimer à la télévision. Nous ne saurions nous contenter d'un prétendu duel Fourcade et Jean-Pierre Fourcade, nous avons pensé que sa langue avait fourché. Il doit bien en être ainsi puisque l'« Humanité » du 19 février, n'en a-t-elle pas compte de l'allocution du secrétaire général du P.C.F. devant les dockers de Nice, ne reproduit pas cette phrase, il s'agit donc bien d'un « écart de langage ».

M. ESTIER : un écart de langage

M. Claude Estier, membre du secrétariat national du P.S., a déclaré, le 19 février : « En entendant Georges Marchais parler de « combine », à propos du débat entre François Mitterrand et Jean-Pierre Fourcade, nous avons pensé que sa langue avait fourché. Il doit bien en être ainsi puisque l'« Humanité » du 19 février, n'en a-t-elle pas compte de l'allocution du secrétaire général du P.C.F. devant les dockers de Nice, ne reproduit pas cette phrase, il s'agit donc bien d'un « écart de langage ».

M. Rocard : le P.C. accepte le débat sur le socialisme à construire

Pour M. Michel Rocard, membre du secrétariat national du P.S., l'apport fondamental du vingt-deuxième congrès du P.C.F. est fait que ce parti accepte désormais le débat sur le projet de société, sur la nature du socialisme qu'il s'agit de construire. Il est qu'il explique dans une interview publiée par l'« Émancipation » que le P.C. accepte le débat sur le projet de société, sur la nature du socialisme qu'il s'agit de construire. Il est qu'il explique dans une interview publiée par l'« Émancipation » que le P.C. accepte le débat sur le projet de société, sur la nature du socialisme qu'il s'agit de construire.

Le Centre démocrate et le Centre Démocratie et Progrès envisagent la constitution d'un nouveau parti

Réunis mercredi après-midi 18 février au ministère de la Justice, MM. Jean Lecanuet, Pierre Abelin et André Diligent, respectivement président, secrétaire général et vice-président du Centre démocrate, ont décidé de constituer un nouveau parti, le Centre démocrate et Progrès, pour engager un processus qui pourrait aboutir à la naissance d'une nouvelle formation.

L'U.D.R. AU QUAI D'ORSAY

M. Jean Sanvagnargues, ministre des affaires étrangères, a conduit à déjeuner pour le vendredi 20 février, au ministère des affaires étrangères, les principaux dirigeants du P.U.D.F. MM. André Bord, secrétaire général, Yves Gélus et Lucien Neuwirth, délégués nationaux, Claude Labbé, président du groupe de l'Assemblée nationale, Maurice Couve de Murville, président de la commission des affaires étrangères, et plusieurs membres U.D.R. de cette commission, participeront à ce déjeuner.

Le cent soixante-septième numéro des « Cabinets ministériels »

(37, rue du Louvre, 75002 Paris) vient de paraître. Il contient la liste des membres des cabinets de la présidence de la République, du gouvernement de M. Chirac, du Sénat, de l'Assemblée nationale, du Conseil économique, du Conseil de Paris, ainsi que des préfets de Paris, de la région parisienne et de police.

HAMMOND

Un orgue électronique avec 1.800 F au comptant

LAFAYETTE ELECTRONIC

229, rue Lafayette Paris X

Tél. : 206 81 67

229, rue Lafayette Paris X

Tél. : 206 81 67

229, rue Lafayette Paris X

Tél. : 206 81 67

229, rue Lafayette Paris X

Tél. : 206 81 67

229, rue Lafayette Paris X

Tél. : 206 81 67

229, rue Lafayette Paris X

Tél. : 206 81 67

229, rue Lafayette Paris X

Tél. : 206 81 67

229, rue Lafayette Paris X

Tél. : 206 81 67

229, rue Lafayette Paris X

Tél. : 206 81 67

229, rue Lafayette Paris X

Tél. : 206 81 67

229, rue Lafayette Paris X

Tél. : 206 81 67

JUSTICE

APRÈS L'INCUPLATION DU RAVISSEUR DE PHILIPPE BERTRAND

Les premiers résultats de l'autopsie de la victime situent sa mort aux environs du 4 février

Patrick Henry, ravisseur et meurtrier présumé de Philippe Bertrand, a été inculpé par Mme Jacqueline Gérard, juge d'instruction à Troyes, d'enlèvement d'enfant ayant entraîné la mort. Incarcéré dans un quartier de séjour de la maison d'arrêt de Chaumont (Haute-Marne), Patrick Henry n'a pas encore répondu aux questions qui lui étaient posées sur la date exacte et les circonstances de la mort de l'enfant qu'il avait enlevé. L'inculpé n'a pas encore choisi son défenseur et n'a pu, en conséquence, être entendu par le magistrat instructeur. Le garde des sceaux a indiqué que Mme Gérard devrait accorder une priorité absolue à ce dossier afin d'accélérer la procédure.

Le juge d'instruction a entendu, mercredi 18 février,

à titre de témoins, le frère et un cousin de l'inculpé, ainsi que deux de ses amis avec lesquels il avait voyagé en Suisse du 7 au 10 février.

L'autopsie pratiquée ce même mercredi 18 février par deux professeurs de la faculté de médecine de Nancy, a révélé que Philippe Bertrand était mort par strangulation, sans écorchement du larynx. M. Michel Provost, procureur de la République, qui a annoncé les résultats préliminaires de cette autopsie, a précisé qu'aucune trace de violence ou de sévices n'avait été relevée sur le corps de l'enfant.

Selon les premières constatations, la mort remonterait à une quinzaine de jours, mais il faudra attendre les conclusions des examens définitifs pour obtenir, si possible, une date plus précise.

Cette date pourrait constituer l'un des principaux éléments du dossier : s'il se confirme que le décès remonte à une quinzaine de jours — soit aux environs du 4 février — il serait donc survenu entre les deux appels adressés par le ravisseur aux parents Bertrand, le 30 janvier d'abord (jour même du rapt) et le 10 février ensuite. Dans une telle hypothèse, Philippe aurait été encore en vie lorsque, le 30 janvier, les policiers ont — dans des circonstances que nous relatons ci-dessous — perdu la trace du ravisseur qu'ils avaient repéré dans une cabine téléphonique.

C'est là une des importantes questions que suscite la conduite de l'enquête policière au cours des dix-neuf jours qui séparent l'enlèvement et la découverte du

corps de la jeune victime. D'autres restent en suspens et ne trouveront de réponse que lorsque Patrick Henry aura donné sa propre chronologie des événements : a-t-il caché Philippe, dès le 30 janvier, dans la chambre jouée à la brasserie des Charmilles ? Le patron de l'établissement assure n'avoir rien entendu ni remarqué. A-t-il tué l'enfant avant de partir pour la Suisse ou l'a-t-il confié à un (ou des) complice, hypothèse que les enquêteurs semblent écarter ? Mais ces interrogations sont pour l'instant mises au second plan par la multitude des réactions que provoque le crime. Émanant de tous milieux et, pour certains, de la voix de membres du gouvernement, elles appellent — dans leur très large majorité — à un châtiment exemplaire et justifient l'application de la peine de mort.

Le soir du 30 janvier autour de la cabine de Bréviandes...

Saura-t-on jamais ce qui s'est réellement passé autour de la cabine téléphonique de Bréviandes dans la soirée du 30 janvier ? S'il n'est aucun doute que l'appel reçu par la famille de Philippe Bertrand provenait bien de cette cabine, en revanche, le comportement des différentes forces de police apparaît toujours aussi obscur, chacun — police et gendarmerie — relevant sur l'autre la responsabilité d'une opération qui pouvait aboutir dès ce soir-là à l'arrestation de Patrick Henry.

Le téléphone sonne chez les Bertrand vers 18 h. 30. Tandis qu'à la demande des policiers, M. Bertrand prolonge pendant plus d'un quart d'heure la conversation avec celui

qui prétend être le ravisseur, les services des télécommunications de Troyes localisent l'appel. Plusieurs groupes d'inspecteurs sont aussitôt dépêchés sur les lieux, avec trois voitures. Ils établissent une « sourcière » qui doit leur permettre, non d'arrêter sur-le-champ l'auteur de l'appel — les policiers ignorent s'il a des complices — mais de le filer pour remonter jusqu'au repaire des ravisseurs.

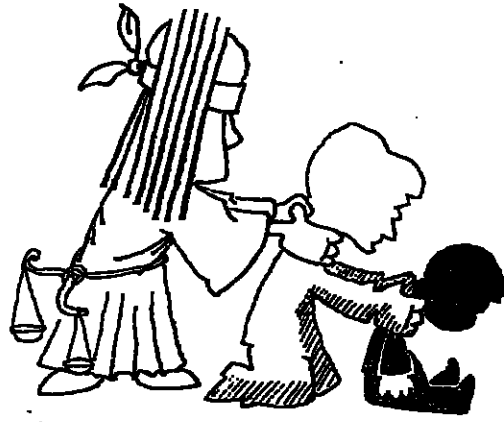
C'est alors qu'arrive une Estafette de la gendarmerie. Sans la moindre discrétion et gyrophare allumé, disent les policiers. Faux, rétorque la direction de la gendarmerie : le phare bleu était éteint et la fourgonnette ne pouvait se faire remarquer. Mais qui avait envoyé là ces gendarmes ?

C'est sur l'ordre des policiers que nous sommes intervenus, disent les gendarmes. Les policiers, eux, sont plus nuancés et affirment qu'ils n'ont pas sollicité un tel renfort, et qu'ils y voient plutôt l'initiative personnelle d'un officier de gendarmerie présent, au moment de la localisation de l'appel, dans le bureau du commissariat de Troyes servant de P.C. à l'opération.

Toutefois est-il qu'au moment où les gendarmes arrivent, le correspondant de M. Bertrand quitte précipitamment la cabine et prend la fuite. Profondément de la confusion qui s'ensuit entre civils et militaires, le ravisseur parvient à s'enfuir. Il gardera un silence total pendant onze jours.

La guerre des polices, les jalousies déplacées qu'elle suscite et les présomptions imbéciles qu'elle implique souvent, ne sont pas seulement des ragots de journalistes. Si l'autopsie du corps de Philippe Bertrand devait révéler que sa mort est consécutive à l'échec des enquêteurs en cette soirée du 30 janvier, les auteurs de cet imbroglio policier porteraient sans nul doute une lourde responsabilité dans l'épilogue tragique du rapt.

J. Sn.



(Dessin de CHENEZ.)

LES RÉACTIONS

M. LECANUET : la peine de mort est applicable.

Interrogé mercredi soir 18 février au micro de R.T.L., M. Jean Lecanuet, ministre de la Justice, a déclaré notamment :

« Le code pénal prévoit que l'enlèvement d'un mineur emportera la peine de mort s'il a été suivi de la mort du mineur. »

« Par conséquent, n'y a aucun doute : la peine de mort est encourue par l'auteur du crime. Bien entendu, c'est la cour d'assises qui devra juger et prononcer la peine qu'elle devra à son avis, formuler. Mais la loi est formelle : l'enfant est mort, il a été enlevé pour obtenir une rançon, la peine de mort est applicable. »

« Je crois, pour ma part, à l'exemplarité de la peine dans certains cas. Quels cas ? Les cas où le criminel est ce que j'appellerai un criminel calculateur. »

FEU LA SÉPARATION DES POUVOIRS ?

Trois ministres, membres du pouvoir exécutif, se sont prononcés publiquement sur un crime et sa sanction, qui relèvent exclusivement du pouvoir judiciaire. Ont-ils respecté un des principes fondamentaux de toute démocratie ? Ont-ils respecté la Constitution ? Qu'en a jugé.

Les constituants de 1958 avaient travaillé selon les dispositions de la loi constitutionnelle du 3 juin 1958, qui invitait les ministres à éviter le « perfectionnisme » et à aussi « donner la priorité, à tous les échelons de la procédure, aux affaires particulièrement graves et dont le retentissement dans l'opinion publique crée le sentiment d'urgence, puis d'insécurité ».

Le 13 septembre 1975, le garde des sceaux avait dit, à propos de la saisie d'otages de l'avenue de Bréviandes : « On peut penser que, même si les inculpés essayent de mettre en œuvre les facilités qui leur sont données par le code de procédure, l'instruction, si les faits sont clairs, sera terminée dans un délai d'environ trois mois. »

Le nombre des enlèvements en Italie a augmenté de 57 % en 1975 par rapport à 1974, a indiqué mercredi 18 février l'Institut central des statistiques (ISTAT). En 1975, 299 personnes ont été enlevées contre 190 en 1974.

Qu'est-ce que cela veut dire calculateur ? Qu'il met en balance le profit, c'est-à-dire la rançon qu'il escompte de l'enlèvement, et d'un autre côté, la peine qu'il encourt. Et j'estime que s'il encourt une peine de réclusion à vie, qui très souvent se transforme en une peine de réclusion à perpétuité, elles-mêmes atténuées par la suite par des réductions de peine, le criminel a devant les yeux d'un côté l'opportunité de ramasser d'une manière criminelle une fortune et, de l'autre, le risque de se voir ôter dix-huit ans d'emprisonnement. Je dis que ce n'est pas suffisant et que, pour ces criminels calculateurs, il faut prévoir l'application de la loi, à savoir, la peine de mort. »

M. PONIATOWSKI : l'exemplarité de la peine de mort.

Interrogé, jeudi 19 février, au micro de R.T.L. sur l'action de la police après l'enlèvement de Philippe Bertrand, M. Poniatowski, ministre de l'Intérieur, a déclaré : « Certains journalistes mal intentionnés essaient d'accréditer l'idée que ce n'est pas à cause du pouvoir Patrick Henry mais des vilains gendarmes. Le problème n'est pas là. J'ajoute que ce qu'il y a de plus affreux, c'est que ce crime a été entièrement prémédité, longtemps à l'avance. Patrick Henry était obligé de tuer. Il ne pouvait pas relâcher Philippe Bertrand, car l'enfant, le connaissait, ne pouvait que le dénoncer. »

Sur la peine de mort, le ministre a déclaré : « Maintenant, la justice va avoir à faire son œuvre, le travail de la police est à peu près terminé. » Après avoir précisé qu'il parlait à titre personnel, il a affirmé : « Si j'étais juré, je vous dirai que je prononcerais certainement la peine de mort, car c'est un crime exceptionnel et impardonnable. Pour la valeur de l'exemple, car je crois à l'exemplarité de la peine. »

Rappelons que mardi soir à Troyes M. Robert Galley, maire de la ville, ministre de l'équipement, déclarait : « Tous les Troyens porteront le deuil de cet enfant, et la population sera unanime avec moi pour réclamer un châtiment exemplaire. » (Nos dernières éditions.)

POUR LA MORT IMMÉDIATE

Le docteur Jean Kiffer, député de Metz (réformateur), a déclaré mercredi 18 février, à Metz, qu'il avait l'intention de déposer une proposition de loi « tendant à l'application immédiate de la peine de mort en cas de rapt d'enfant ou de prise d'otage. »

DANS LES QUOTIDIENS PARISIENS

« L'Aurore » : un crime impardonnable.

« Un crime impardonnable qui était inscrit dans la logique même de l'enlèvement, puisque l'enfant connaissait le ravisseur. Un meurtrier cynique et inconscient que le remords ne semble même pas effleurer. Une opinion légitimement révoltée et horrifiée, une flamme de colère dans la rue. Une escouade que l'on croit freinée par de récents succès policiers et qui fuse tout à coup, débouchant sur la mort d'un gamin de huit ans. (...) »

« La justice n'est pas un plat qui se mange froid. Ou alors elle perd toute sa force d'intimidation. Les mois et les années qui passent atténuent jusqu'à l'idée du châtiment. Les longs délais qui s'écoulent entre le crime et le procès apparaissent aux esprits faibles comme un début d'impunité. Or, si l'on veut que les kidnappeurs en puissance abandonnent leurs projets, il faut leur montrer que devant ce crime odieux la société est capable de répondre par une prompt justice. »

(JEAN LABORDE.)

« LE FIGARO » : le pardon et la mort.

« Je le dis sans littérature, Patrick Henry me fait à la fois horreur et pitié. Et parce que j'ai pitié de lui, des mensonges inférieurs à son intelligence, du crime irréparable qu'il a commis de sang-froid, je souhaite que lui soit accordé ce qu'il souhaitait lui-même pour les assassins d'enfants. »

« Je me demande si Patrick Henry ne payera pas en même temps pour lui-même et pour les autres. (...) Je crois, cette fois-ci, que les arguments les plus généraux de ceux qui s'opposent à l'horreur, je sais bien que l'exemplarité de la peine capitale est contestée par beaucoup et qu'il y a de la noblesse d'âme dans les sentiments de ceux qui s'opposent à la peine de mort. Crovants et non-crovants, nous sommes tous façonnés par la civilisation chrétienne. Le christianisme ne peut pas réclamer l'ouïe, le réclame le pardon. Je me demande si, aujourd'hui, le courage, le respect de l'assassin lui-même, la craie générosité n'irrigent pas, à la fois, le pardon et la mort. »

(JEAN D'ORMEYRON.)

« FRANCE-SOIR » : conserver son sang-froid.

« Pour la justice française, l'épreuve est là : démontrer que même devant un crime qui suscite autant d'horreur elle sait conserver son sang-froid. »

(CLAUDE VINCENT.)

« L'HUMANITÉ » : la vie d'un gosse.

« Il y a eu tant d'erreurs de commissions, et tant d'anomalies reléguées durant ces vingt jours d'angoisse, qu'il est permis d'affirmer aujourd'hui qu'on a joué avec la vie d'un gosse. (...) »

« L'exploit de la « manière forte », prônée par M. Poniatowski, se termine de la façon la plus dramatique qui soit : la mort d'un enfant. »

« Aussi, plutôt que de manière forte, serait-il plus convenable de parler de redondances. Forfanterie dangereuse d'un ministre qui, hélas ! dispose à sa guise de la police. Et qui est davantage enclin à la lancer contre les travailleurs que sur les traces des criminels. Les résultats sont là, en tout cas, peu glorieux, qui témoignent de l'efficacité de la méthode Poniatowski. Huit raptés en un an, dont un se terminant aussi cruellement. Un fameux palmarès. »

(ROGER FOURTEAU.)

« LIBÉRATION » : l'appel au meurtre d'Etat.

« Crime atroce. Mais du nom de cette atrocité, la société actuelle se prépare à la barbarie institutionnelle. »

« Le procès de Patrick Henry n'est pas encore instruit qu'il est déjà condamné à mort et promis à la guillotine. (...) »

« Cette affaire, les policiers ont voulu la mener de manière « à la planche ». (...) Exemplarité d'autant plus recherchée que le maître de Troyes appartient à l'équipe gouvernementale parce qu'elle introduit une injustice et parce qu'elle prête la main à toutes les opérations publiques. On ne peut s'empêcher de penser que l'affaire de Troyes va devenir une opération politique qui culminera à la veille des élections municipales par l'exécution capitale de Patrick Henry. (...) Contre le crime de Patrick Henry, aussi terrible soit-il, fait écho le crime d'Etat : la mort d'Etat, dans une manifestation où l'Etat s'affirme dans sa toute-puissance de vie et de mort. »

(SÉROS JULY.)

« LE PARISIEN LIBRE » : la libéralisation - est en cause.

« Quelques jours après la grâce du jeune Bruno T. (qui poignarda sauvagement une retraitée de près de soixante-dix ans sans défense), l'horrible crime du ravisseur de Philippe Bertrand (qui a tué son fils) pose impérieusement le problème de la peine de mort. Justiciable des assises, l'assassin de l'enfant se trouvera bientôt, comme Bruno, devant un jury populaire. Les pouvoirs publics ne peuvent l'ignorer. (...) »

« Cette affaire atroce ne pose pas seulement la question de la peine de mort, qu'une réforme en gestation prétendrait supprimer. C'est toute la « libéralisation » qui est en cause et singulièrement, en l'espèce, deux dispositions qui ont favorisé le criminel et, peut-être, coûté la vie à l'enfant : le délai de garde à vue, la suppression de la fiche d'hôtel. »

« Il faut maintenant rétablir cette fiche et prolonger le délai de garde à vue, au moins dans certains cas. Il y va de la protection des enfants et des retraités sans défense. »

« LA FRANCE A PEUR »

Les postes de radio et les chaînes de télévision ont ouvert leurs journaux d'information de la soirée du mercredi 18 février sur le meurtre de Philippe Bertrand et l'arrestation de son ravisseur, Patrick Henry. Le tragique épilogue du rapt expliquait l'importance donnée à cette information. Justifiait-elle pour autant la phrase d'introduction — plusieurs fois répétée — de Roger Giquel sur TF1 : « La France a peur » ?

TROIS MARGINAUX

Nous étions

En 1975, à Troyes, Patrick Henry, ravisseur et meurtrier présumé de Philippe Bertrand, a été inculpé par Mme Jacqueline Gérard, juge d'instruction à Troyes, d'enlèvement d'enfant ayant entraîné la mort. Incarcéré dans un quartier de séjour de la maison d'arrêt de Chaumont (Haute-Marne), Patrick Henry n'a pas encore répondu aux questions qui lui étaient posées sur la date exacte et les circonstances de la mort de l'enfant qu'il avait enlevé. L'inculpé n'a pas encore choisi son défenseur et n'a pu, en conséquence, être entendu par le magistrat instructeur. Le garde des sceaux a indiqué que Mme Gérard devrait accorder une priorité absolue à ce dossier afin d'accélérer la procédure.

Quatre

En 1975, à Troyes, Patrick Henry, ravisseur et meurtrier présumé de Philippe Bertrand, a été inculpé par Mme Jacqueline Gérard, juge d'instruction à Troyes, d'enlèvement d'enfant ayant entraîné la mort. Incarcéré dans un quartier de séjour de la maison d'arrêt de Chaumont (Haute-Marne), Patrick Henry n'a pas encore répondu aux questions qui lui étaient posées sur la date exacte et les circonstances de la mort de l'enfant qu'il avait enlevé. L'inculpé n'a pas encore choisi son défenseur et n'a pu, en conséquence, être entendu par le magistrat instructeur. Le garde des sceaux a indiqué que Mme Gérard devrait accorder une priorité absolue à ce dossier afin d'accélérer la procédure.

En 1975, à Troyes, Patrick Henry, ravisseur et meurtrier présumé de Philippe Bertrand, a été inculpé par Mme Jacqueline Gérard, juge d'instruction à Troyes, d'enlèvement d'enfant ayant entraîné la mort. Incarcéré dans un quartier de séjour de la maison d'arrêt de Chaumont (Haute-Marne), Patrick Henry n'a pas encore répondu aux questions qui lui étaient posées sur la date exacte et les circonstances de la mort de l'enfant qu'il avait enlevé. L'inculpé n'a pas encore choisi son défenseur et n'a pu, en conséquence, être entendu par le magistrat instructeur. Le garde des sceaux a indiqué que Mme Gérard devrait accorder une priorité absolue à ce dossier afin d'accélérer la procédure.

En 1975, à Troyes, Patrick Henry, ravisseur et meurtrier présumé de Philippe Bertrand, a été inculpé par Mme Jacqueline Gérard, juge d'instruction à Troyes, d'enlèvement d'enfant ayant entraîné la mort. Incarcéré dans un quartier de séjour de la maison d'arrêt de Chaumont (Haute-Marne), Patrick Henry n'a pas encore répondu aux questions qui lui étaient posées sur la date exacte et les circonstances de la mort de l'enfant qu'il avait enlevé. L'inculpé n'a pas encore choisi son défenseur et n'a pu, en conséquence, être entendu par le magistrat instructeur. Le garde des sceaux a indiqué que Mme Gérard devrait accorder une priorité absolue à ce dossier afin d'accélérer la procédure.

En 1975, à Troyes, Patrick Henry, ravisseur et meurtrier présumé de Philippe Bertrand, a été inculpé par Mme Jacqueline Gérard, juge d'instruction à Troyes, d'enlèvement d'enfant ayant entraîné la mort. Incarcéré dans un quartier de séjour de la maison d'arrêt de Chaumont (Haute-Marne), Patrick Henry n'a pas encore répondu aux questions qui lui étaient posées sur la date exacte et les circonstances de la mort de l'enfant qu'il avait enlevé. L'inculpé n'a pas encore choisi son défenseur et n'a pu, en conséquence, être entendu par le magistrat instructeur. Le garde des sceaux a indiqué que Mme Gérard devrait accorder une priorité absolue à ce dossier afin d'accélérer la procédure.

En 1975, à Troyes, Patrick Henry, ravisseur et meurtrier présumé de Philippe Bertrand, a été inculpé par Mme Jacqueline Gérard, juge d'instruction à Troyes, d'enlèvement d'enfant ayant entraîné la mort. Incarcéré dans un quartier de séjour de la maison d'arrêt de Chaumont (Haute-Marne), Patrick Henry n'a pas encore répondu aux questions qui lui étaient posées sur la date exacte et les circonstances de la mort de l'enfant qu'il avait enlevé. L'inculpé n'a pas encore choisi son défenseur et n'a pu, en conséquence, être entendu par le magistrat instructeur. Le garde des sceaux a indiqué que Mme Gérard devrait accorder une priorité absolue à ce dossier afin d'accélérer la procédure.

En 1975, à Troyes, Patrick Henry, ravisseur et meurtrier présumé de Philippe Bertrand, a été inculpé par Mme Jacqueline Gérard, juge d'instruction à Troyes, d'enlèvement d'enfant ayant entraîné la mort. Incarcéré dans un quartier de séjour de la maison d'arrêt de Chaumont (Haute-Marne), Patrick Henry n'a pas encore répondu aux questions qui lui étaient posées sur la date exacte et les circonstances de la mort de l'enfant qu'il avait enlevé. L'inculpé n'a pas encore choisi son défenseur et n'a pu, en conséquence, être entendu par le magistrat instructeur. Le garde des sceaux a indiqué que Mme Gérard devrait accorder une priorité absolue à ce dossier afin d'accélérer la procédure.

En 1975, à Troyes, Patrick Henry, ravisseur et meurtrier présumé de Philippe Bertrand, a été inculpé par Mme Jacqueline Gérard, juge d'instruction à Troyes, d'enlèvement d'enfant ayant entraîné la mort. Incarcéré dans un quartier de séjour de la maison d'arrêt de Chaumont (Haute-Marne), Patrick Henry n'a pas encore répondu aux questions qui lui étaient posées sur la date exacte et les circonstances de la mort de l'enfant qu'il avait enlevé. L'inculpé n'a pas encore choisi son défenseur et n'a pu, en conséquence, être entendu par le magistrat instructeur. Le garde des sceaux a indiqué que Mme Gérard devrait accorder une priorité absolue à ce dossier afin d'accélérer la procédure.

En 1975, à Troyes, Patrick Henry, ravisseur et meurtrier présumé de Philippe Bertrand, a été inculpé par Mme Jacqueline Gérard, juge d'instruction à Troyes, d'enlèvement d'enfant ayant entraîné la mort. Incarcéré dans un quartier de séjour de la maison d'arrêt de Chaumont (Haute-Marne), Patrick Henry n'a pas encore répondu aux questions qui lui étaient posées sur la date exacte et les circonstances de la mort de l'enfant qu'il avait enlevé. L'inculpé n'a pas encore choisi son défenseur et n'a pu, en conséquence, être entendu par le magistrat instructeur. Le garde des sceaux a indiqué que Mme Gérard devrait accorder une priorité absolue à ce dossier afin d'accélérer la procédure.

En 1975, à Troyes, Patrick Henry, ravisseur et meurtrier présumé de Philippe Bertrand, a été inculpé par Mme Jacqueline Gérard, juge d'instruction à Troyes, d'enlèvement d'enfant ayant entraîné la mort. Incarcéré dans un quartier de séjour de la maison d'arrêt de Chaumont (Haute-Marne), Patrick Henry n'a pas encore répondu aux questions qui lui étaient posées sur la date exacte et les circonstances de la mort de l'enfant qu'il avait enlevé. L'inculpé n'a pas encore choisi son défenseur et n'a pu, en conséquence, être entendu par le magistrat instructeur. Le garde des sceaux a indiqué que Mme Gérard devrait accorder une priorité absolue à ce dossier afin d'accélérer la procédure.

En 1975, à Troyes, Patrick Henry, ravisseur et meurtrier présumé de Philippe Bertrand, a été inculpé par Mme Jacqueline Gérard, juge d'instruction à Troyes, d'enlèvement d'enfant ayant entraîné la mort. Incarcéré dans un quartier de séjour de la maison d'arrêt de Chaumont (Haute-Marne), Patrick Henry n'a pas encore répondu aux questions qui lui étaient posées sur la date exacte et les circonstances de la mort de l'enfant qu'il avait enlevé. L'inculpé n'a pas encore choisi son défenseur et n'a pu, en conséquence, être entendu par le magistrat instructeur. Le garde des sceaux a indiqué que Mme Gérard devrait accorder une priorité absolue à ce dossier afin d'accélérer la procédure.

BALLAND

Public

SANS AME NI CONSCIENCE

UNE CERTAINE PROVERBE

SANS AME ni conscience

LA MAGISTRATURE

olivier de tissot

Afin de pouvoir en toute liberté, écrire ce livre, Olivier de TISSOT a volontairement donné sa démission du barreau.

Un juge parvenu au faîte des honneurs, prodigue à son fils, jeune magistrat, tous les conseils indispensables à une bonne réussite. Partialité, truquage, corruption, servilité, cynisme, rien n'y manque. Michel Leclercq - PARIS MATCH. Durant ces trente dernières années, aucun juge n'a été exécuté ou emprisonné pour des actes relevant de sa fonction. Yvan Audouard - LE CANARD ENCHAÎNÉ. Le contenu de l'ouvrage tient parfaitement les promesses du titre. Ce cours d'arbitraire domine le vertige. Jean-Marc Théoloyre - LE MONDE. Un employable pamphlet contre les juges et le système judiciaire français. Raymond Thévenin - LE POINT.

Le Rocroy

des charges réduites, un bon placement

des charges réduites

chauffage électrique mixte : avec chauffage de base collectif à 12° et chauffage d'appoint individuel Label Confort Total Électrique.

isolation thermique très soignée : doublage des murs extérieurs, doubles vitrages.

un bon placement

situation agréable dans un quartier calme d'une ville résidentielle.

studios tout équipés, prêts à louer.

prix fermes et définitifs à la réservation.

immeuble de qualité de 4 étages seulement.

34 studios et deux pièces dans un immeuble élégant de 4 étages

6, rue de Rocroy, Saint-Maur (R.E.R. Nation-Boissy-Saint-Léger)

LE ROCROY

Merci pour la documentation gratuite sur : Studio □ 2 pièces □

Nom _____

Adresse _____

Téléphone _____

SOVIC, 173, rue de la Croix-Nivert, 75015 PARIS. Tél. 531.41.49.

Parce que la politique de la République d'Irlande CEEI repose sur une volonté de développer la fabrication de produits destinés à l'exportation en concurrence.

Parce que la République d'Irlande CEEI est une main-d'œuvre. Les produits irlandais bénéficient sur le marché international d'une compétitivité grâce au coût raisonnable de la main-d'œuvre et des charges sociales.

Parce que la République d'Irlande CEEI est une main-d'œuvre. Les produits irlandais bénéficient sur le marché international d'une compétitivité grâce au coût raisonnable de la main-d'œuvre et des charges sociales.

Parce que la République d'Irlande CEEI est une main-d'œuvre. Les produits irlandais bénéficient sur le marché international d'une compétitivité grâce au coût raisonnable de la main-d'œuvre et des charges sociales.

مكتبة من الأصل

DE BERTRAND de la victime 4 février

Le décès de la victime, d'origine tunisienne, a été constaté le 4 février 1976, à 10 heures, dans son appartement, 11 rue de la Victime, à Paris. Le corps de la victime, âgée de 22 ans, a été découvert par son père, M. [nom], qui a immédiatement appelé la police. Les constatations ont été faites par le médecin légiste, M. [nom], qui a constaté une mort par asphyxie, due à une intoxication par le monoxyde de carbone. Les causes de l'intoxication sont en cours d'enquête.

DANS LES QUOTIDIENS PARISIENS

Le crime de la rue de la Victime a été largement traité par la presse parisienne. Les journaux ont publié de nombreuses pages de reportages, d'articles et de photographies. Les titres ont été choisis pour attirer l'attention du lecteur sur la tragédie survenue dans un quartier populaire. Les journalistes ont tenté de reconstituer les événements qui ont conduit à la mort de la jeune femme, mais les informations restent encore fragmentaires.

Les journaux ont également publié des témoignages de voisins et de personnes qui ont été impliquées dans l'affaire. Ces témoignages ont permis de mieux connaître le milieu de vie de la victime et les conditions de son logement. Les médias ont souligné les problèmes de santé publique liés à l'usage du monoxyde de carbone dans les logements parisiens.

La presse a également abordé les aspects sociaux et politiques de l'affaire. Elle a souligné les inégalités sociales et les problèmes de logement qui existent dans la capitale. Les journaux ont appelé à une prise de conscience collective et à des mesures urgentes pour améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers populaires.

Enfin, la presse a publié de nombreuses photographies de la victime et de son appartement. Ces images ont permis au public de mieux saisir l'ampleur de la tragédie. Les journaux ont également publié des analyses et des commentaires sur l'affaire, soulignant les responsabilités de chacun.

La couverture médiatique de l'affaire de la rue de la Victime a été intense et a permis de sensibiliser le public sur les dangers du monoxyde de carbone. Elle a également permis de mettre en lumière les problèmes sociaux et politiques qui sous-tendent ce type de tragédie.

TROIS MARGINAUX DEVANT LA COUR D'ASSISES DE PARIS

« Nous étions tous des désespérés »

Au petit matin, le 9 mai 1972, Jean-Louis Guignes, vingt-sept ans, dit « Yan », est tué de deux balles de 22 long rifle dans un appartement de Montrouge. C'est une jeune femme — avec laquelle il a eu autrefois une longue liaison — qui a fait feu : Agnès Béthsy, vingt-deux ans. Deux hommes ont assisté au meurtre : Luc Daumal, vingt-six ans, et Francis Jacquinet, vingt-cinq ans. Tous trois, pendant des heures et en compagnie de quelques amis, ont recherché, interrogé et accusé Yan. Car, la veille, Patrice Tesson, vingt-sept ans, est mort après avoir absorbé un mélange d'alcool

à brûler et de barbituriques. C'était un toxicomane notoire, tout comme Yan, qui l'aidait à se « piquer ». Yan est soupçonné de n'être pas étranger à cette mort. Le lendemain, on découvre, dans la Marne, son cadavre lesté d'un moteur de voiture.

Devant la cour d'assises de Paris, depuis le 18 février, Agnès Béthsy comparait pour homicide volontaire avec préméditation, Luc Daumal et Francis Jacquinet pour non-assistance en personnes en danger et recel de cadavre. Ils ont quatre ans de plus.

Quatre ans après...

Les protagonistes de cette singulière affaire de justice privée — « sauvage », a-t-on dit — ont une histoire. Elle n'est pas aussi extraordinaire qu'il y paraît. Née d'un père sculpteur et d'une mère modéliste dans un magazine féminin, Agnès Béthsy a connu une enfance instable et contrariée par la séparation de ses parents. En 1967, elle abandonne subitement des études de psychologie pour devenir « coursier moto-cycliste ». La moto est sa « passion », qu'elle partage avec Yan. Elle collectionne les accidents. On la relèvera un jour avec une triple fracture du crâne.

Pour Yan et l'un de leurs amis qui fait de la compétition, elle vole des motos. A deux reprises, elle est condamnée, prenant toutes les accusations à son compte pour disculper Yan, qui le lui rend mal. Agnès Béthsy a toutes les indulgences pour celui qu'elle qualifie de « petit trafiquant de drogue », et qui se considérait lui-même comme un « raté ». Elle ajoute simplement : « Nos esprits s'accrochaient, il aimait la belle musique et appréciait mes dessins ».

En 1970, ils auront un enfant. Agnès accouche en prison. Sans colère, elle raconte : « Cet enfant, il l'avait voulu avant que moi, mais quand il l'a vu au parloir, il a aussitôt pris la fuite ». Yan disparaît pendant de longs mois, tandis que le bébé meurt accidentellement. Bien que très affectée par ces événements, Agnès acceptera plus tard de revoir Yan et de l'aider de nouveau.

Selon les rapports médico-psychologiques et les experts psychiatres, Agnès est « impulsive, trop sûre d'elle-même et dominatrice ». Elle présente quelques troubles de la personnalité vraisemblablement dus à l'usage de drogues (auquel elle a renoncé très tôt) et aux conséquences de ses multiples accidents.

Luc Daumal, pour sa part, a vécu une jeunesse partagée entre des parents divorcés, d'abord au Caire où son père était professeur, puis aux îles Canaries et en Suisse, où résidait sa mère. Obligé de travailler très jeune, il s'est essayé à divers petits métiers. Il « jouait la manche » et chantait dans des cabarets du quartier Latin, lorsqu'il a rencon-

tré Yan et Patrice Tesson et le petit monde, sans situation ni domicile fixe, qui gravitait autour de la place de la Contrescarpe. C'est dans cet univers de « marginaux » que s'est épanouie Francis Jacquinet, fils d'architecte, qui, pour avoir souffert de la démission de ses parents, a longtemps séjourné dans des instituts médico-psychologiques, avant de s'engager dans la marine, d'où il a été chassé pour « mauvais exemple » ou plutôt, pour avoir été surpris en état d'ivresse.

Des enfants déçus Il est notable que les trois accusés ont connu un sort commun : familles dissolues, enfance ballottée, adolescences troubles. Et comment ne pas remarquer que ces enfants déçus se sont trouvés socialement déclassés par rapport à leur milieu familial ? Comment, d'autre part, ne pas oublier que le meurtre de Montrouge a donné lieu à une sorte de légende ? La moto, la drogue, les gratteurs de guitare de la Contrescarpe, une vie de communauté, des amours libres et un « tribunal sauvage ». Il y avait là d'un seul coup réunis tant de choses qui piquent la curiosité, suscitent l'enthousiasme et les élans, tant de mythes qui fascinent une société au regard de laquelle il existe une « marginalité » si nettement démarquée.

Mais quatre ans après, on recherche en vain, dans le box des accusés, les héros de la folle légende de mai 1972, tels qu'ils ont été décrits lors de leur arrestation et, à la veille de ce procès, l'extraordinaire et le sensationnel s'estompent. Les trois personnages que l'on découvre manquent manifestement de pittoresque mais non pas d'intérêt. L'« égaré » fanatique, barde de cuir et confiné en brosse, qui choquait ses voisins avec ses « airs de garçon », est aujourd'hui une jeune femme au visage sûr et à la silhouette d'une intellectuelle peu soucieuse de son apparence.

On ne remarque qu'un regard, volontaire. Agnès Béthsy s'exprime d'une voix grave, avec précision et beaucoup d'assurance, mais sans affectation ni passion. Elle analyse froidement son passé. Comment vivait-elle sans travail ?

Francis Cornu.

JUSTICE

Au tribunal de Grenoble

4 000 F D'AMENDE POUR ENTRAVE AU FONCTIONNEMENT DU COMITÉ D'ENTREPRISE

(De notre correspondant régional.)

Grenoble. — Prévenu d'entraves au fonctionnement du comité d'entreprise, M. Pierre Guérindon, président-directeur général de la société Caterpillar-France à Grenoble (deux mille sept cents salariés), a été condamné, mardi 17 février, par la chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de cette ville, à 4 000 F d'amende. Le tribunal ayant déclaré recevables et fondées les parties civiles formées par les syndicats C.F.T.C., C.F.T.C. et C.G.C. M. Guérindon devra, en outre, payer à chacune de ces organisations 1 000 F de dommages-intérêts. En revanche, la partie civile constituée par un ancien cadre de la société, M. Marcel Schiltz, membre du comité d'entreprise de 1971 à 1973, a été déclarée irrecevable.

Il était notamment reproché à M. Guérindon de n'avoir pas communiqué au comité d'entreprise certains documents économiques et de ne pas l'avoir informé et consulté sur les plans sociaux des années 1972 et 1973. Lors de sa comparution à l'audience du 27 janvier dernier, M. Guérindon avait rappelé le jugement — admis « la matérialité de la plupart des faits retenus contre lui », mais avait contesté leur incidence sur le fonctionnement du comité d'entreprise.

Le tribunal a estimé que le comportement de M. Guérindon avait privé le comité des moyens « nécessaires pour remplir ses attributions dans le domaine économique et social ». Ces irrégularités, souligne encore le jugement, ont fait l'objet d'observations de plusieurs membres du comité — par écrit ou dans leurs interventions lors des séances ainsi que d'une menace de procès. Elles n'ont donc pas été, comme le prétendait M. Guérindon, de « faible importance, voire dérisoires ».

« Si actuellement, concluent les magistrats, les rapports entre la direction générale de Caterpillar et le comité d'entreprise se sont améliorés, il n'en demeure pas moins que pour les années considérées, 1971, 1972, 1973, le comité d'entreprise a vu son rôle amoindri, voire même nié dans le domaine économique et social, en raison des reticences et des attitudes démotivées à son égard de la direction de l'entreprise ».

Le 24 avril 1972 à Paris, M. Guérindon a suivi les études d'ingénieur à l'école nationale supérieure d'ingénieurs des arts et métiers d'Alençon-Provence et à l'université de Michigan. Après avoir travaillé aux forges et aciéries du sud-Ouest (France), puis aux établissements Gichet à Grenoble, il est entré en 1961 à la société Caterpillar-France, dont il est devenu président-directeur général en 1968.

Savez-vous que Camino peut vous offrir les Bahamas pour 2240 F ?

(et même 1990 F à partir du 1^{er} mai 76)

voire Agent de Voyages le sait, demandez-lui le programme complet Camino: des séjours, dans une sélection d'hôtels et d'îles, pour satisfaire tous les goûts, tous les budgets en toutes saisons.

Camino, 21, rue Alexandre Charpentier 75017 Paris.

tél. 7557790380.55.56

(*) comprenant transport Paris/Bahamas et retour, hôtel 7 semaines et transferts.



Cette année, les Bahamas!

Pour la première fois depuis sa création La Maison du Cinéaste

caméras, projecteurs, accessoires
8, super 8, 9,5, 16 mm, muets et sonores

QUANTITES LIMITEES - AUCUNE LISTE N'EST EDITEE

Venez sur place ou téléphonez à :

La Maison du Cinéaste Amateur
DES PROX COMME PARTOUT, DE LA TECHNIQUE COMME NULLE PART
67 rue La Fayette 75008 PARIS Tél. 478.47.05 camera

LA PENSÉE

REVUE DU RATIONALISME MODERNE
ARTS • SCIENCES • PHILOSOPHIE
N° 185 FÉVRIER 1976
● L'HISTOIRE DE LA PHILOSOPHIE CONSIDÉRÉE COMME UNE LUTTE DE TENDANCES, par Pierre MACHÉREY
● DIALECTIQUE HÉGÉLIENNE ET PSYCHANALYSE FREUDIENNE, par Solange MERCIER-JOSA
● LE PROCÈS DU TRAVAIL - DU FORDISME AU NÉO-FORDISME, par Christian PALLOIX
● LA FORMATION SOCIALE ALGÉRIENNE À LA VEILLE DE LA COLONISATION, par Abdelkader DJEHLLOUL
● UN PROBLÈME URGENT DE PSYCHOPHYSIOLOGIE DIFFÉRENTIELLE, par Vladimir RUSALOV
● LA POLITIQUE DU RHINOCÉROS, par Georges COGNIOU
● LA CONNAISSANCE DE L'ARCHITECTURE PIÉGÉE PAR L'IDOLÂTRIE DE L'ART, par Marcel CORNU
REDACTION ET ADMINISTRATION :
146, RUE DU FAUBOURG-POISSONNIÈRE - 75010 PARIS
1 an (6 numéros) : France : 78 F - Autres pays : 85 F
vente au numéro : France : 15 F - Autres pays : 18 F
C.C.P. ÉDITIONS SOCIALES PARIS 4219-70

POURQUOI 600 SOCIÉTÉS INTERNATIONALES* ONT-ELLES CHOISI D'IMPLANTER EN IRLANDE LEUR CENTRE DE PRODUCTION POUR L'EUROPE ?

Parce que la politique du gouvernement de la République d'Irlande (Membre de la CEE) repose sur une volonté délibérée de développer la fabrication de produits destinés à l'exportation en les rendant compétitifs.

Parce que la République a su maintenir un équilibre harmonieux entre le patronat et la main-d'œuvre. Les produits fabriqués en Irlande bénéficient sur les marchés internationaux d'une compétitivité accrue grâce au coût raisonnable de la main-d'œuvre et des charges sociales.

Parce que la République apporte aux sociétés qui créent des industries exportatrices une aide financière inégalée en Europe. Leurs bénéfices ne sont pas impossibles.

Une large part du montant des investissements est couverte par des subventions non remboursables. Les taux de leasing sont exceptionnellement bas. La constitution du capital et du fonds de roulement peut être réalisée à peu de frais. Ces avantages peuvent également s'appliquer à certaines sociétés de services.

LES BONNES NOUVELLES VIENNENT D'IRLANDE

IDA Ireland, chargée d'exécuter le programme d'industrialisation massive prévue par le gouvernement, peut vous faire une proposition détaillée (avec plan de financement) adaptée à chaque projet.

* Quelques-unes de ces sociétés : Essilor, Poclain, Digital, Syntex, Gillette, Courtaulds, Asahi, Tube Investments, Snia Viscosa, Akzo, Borg Warner, Plessey, Pfizer, Black and Decker, etc. Liste complète sur demande.

IDA IRELAND, 45 rue Pierre-Charron, 75008 PARIS
Tél. 359.77.67 - Téléc. 660416
Veuillez m'envoyer tous les renseignements concernant le programme de financement exceptionnel proposé par la République d'Irlande.

nom : _____
fonction : _____
société : _____
adresse : _____

IDA Ireland
INDUSTRIAL DEVELOPMENT AUTHORITY

Siège social : Lansdowne House, Dublin 4 • 77, rue Joseph 11, Bruxelles 1040 • 28, Bruton Street, Londres W1X7DB • 5, Köln Marienburg 51, Bayenthalgürtel 13, Cologne • Nyropsgade 47, 1602 Copenhague V.

— Nicole, Michel Gault et Vanessa
sont heureux d'annoncer la nais-
sance de
MATHILDE,
le 6 février 1978.
208, rue de Tolbiac, Paris (13^e).

— Marie-Noëlle Banzet
et
Didier Cruse
sont heureux de faire part de leur
mariage, qui a été célébré dans
l'intimité, le 4 février 1978, à Paris.
86, avenue Kléber,
75115 Paris.

— On nous prie d'annoncer le mariage
d'Isabelle Deroubaix,
fille de M. Jacques Deroubaix, décédé,
et de Mme, née Germaine Dodin,
et de
Frédéric Brindel,
fils de M. Jean-Pierre Brindel et
de Mme, née Micheline Haduy-
Farens.
La cérémonie a été célébrée dans
l'intimité, à Paris, le 14 février 1978.
124, avenue Daumesnil,
75012 Paris.
18, rue de Rivoli,
75004 Paris.

Henriette CHARLES-VALLIN
Mme Henri Puel.

Mme Henri Puel,
Thérèse Charles-Vallin, McCarney
James et Charles-James
McCarney,
Mme et le docteur Louis Alcaï,
Leurs familles,
ont eu le plaisir de faire part du
rappel à Dieu de
Mme Henriette CHARLES - VALLIN,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur
des Palmes académiques,
vice-présidente
de l'Assemblée algérienne
1949-1956,
veuve du député de Paris.
Une messe de réquiem sera dite
prochainement à l'intention
des âmes y associant le souvenir
de Charles Vallin, qu'elle a rejoint
dans la demeure du Père.
Née en 1901 à Djendja (Algérie),
Mme Charles-Vallin a été de France
députée de Paris, avant d'être à l'Assemblée

122, av. du Maine. SUF. 47-62 (F. lundi)
TERRASSE COUVERTE
 Ses demoiselles en brochette
 Son homard poché vivant
 Son célèbre carré d'agneau
 Sa cave, l'une des meilleures de Paris

COSTUME SUR MESURES

formule industrielle
850 francs
Jacques DEBRAY
31, boulevard Malesherbes

blée algérienne, où elle avait été la seule femme élue en 1956 et dont elle fut la vice-présidente en 1967.

Fondatrice de la Cité universitaire d'Alger, elle avait animé de nombreuses œuvres et associations d'Algérie. Depuis son retour en France, elle assurait les fonctions d'administrateur de la Ligue nationale contre le cancer, de vice-présidente du Centre de recherche, de secrétaire de l'Association mondiale des amis de l'enfance, de trésorier de la Fédération des établissements d'hospitalisation à domicile.

Elle a consacré de nombreux articles et conférences aux problèmes concernant l'enfance, la promotion de la femme, l'émancipation.

Nous apprenons la mort de M. Robert GENTHIAL, président de la chambre d'agriculture de l'Ardèche.

(Robert Genthial est né le 22 février 1915 à Saint-Laurent-la-Vallée (Ardèche). Après avoir obtenu son baccalauréat, il reprit l'exploitation familiale spécialisée dans les cultures maraîchères et fruitières. Il fut membre du Comité départemental de la Fédération des producteurs de fruits de l'Ardèche, puis vice-président en 1960-1961.)

Après des responsabilités dans les syndicats agricoles, il fut élu conseiller général à la députation cantonale à vocation générale. Il est, depuis 1970, conseiller régional de l'Ardèche territoriale d'agriculture, et, au 1967, membre du comité de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture.

Robert Genthial a été membre des conseils d'administration de nombreux organismes agricoles.

Robert Genthial était chevalier de la Légion d'honneur et officier du Mérite national et du Mérite agricole.

M. Charles Schechter, son époux,
la famille et les amis,
font part du décès de
la M^{lle} SCHAECHTER,
née Suzanne Aigneton,
le 17 février 1976.
Le corps aura lieu le
vendredi 20 février, à 9 h. 45, à
l'hôpital Saint-Antoine, 23, rue de
Meaux, à Paris 12.
L'inhumation se fera le samedi
21 février, à Saint-Jeannet (Alpes-
Maritimes).

[Affiliante active des Jeunesses socialistes révolutionnaires, Mme Schechter avait fait perdre, aux côtés de Marcel Groussier, à la M. J. S. R., son statut de parti dépositaire au camp d'extermination Dora, de l'équipe réactionnaire qui avait organisé la "grande purge", la grande clandestinité du parti communiste international, la "grande purge" de la M. J. S. R., de Marcel Ferrand, elle était entrée au Mouvement unitaire de la résistance et avait participé à l'activité du groupe clandestin de journalistes qui avait forgé la naissance, à la libération, de la "Démocratie Française".]

Depuis l'octobre 1944, où elle était entrée à l'A.F.P., elle avait occupé diverses fonctions, elle avait assumé divers postes de chef de chef de chef.

Elle fut à l'origine, en 1944, avec Marcel Groussier, de la M. J. S. R., du Club International des journalistes,

Elle avait épousé Charles Schechter, l'un des rédacteurs en chef des « Liaisons sociales », qu'elle avait connu pendant la guerre dans la lutte clandestine.]

— On nous prie d'annoncer le décès de
Raymond BRISELET,
survenu à Briançon, le 13 février
1976.
De la part de
André et Georges Brisselet
Et leur famille.

— Mme Charles Buté - Aînot, son époux.
M. et Mme Charles-Albert Buté-Pescudons et leurs enfants.
M. et Mme Jacques Buté-Cancès et leurs enfants.
M. Claude Buté.
M. André et ses petits-enfants.
Les familles Tringuet-Buté, Sabbanin - Buté, Aînot, Slirot, Guyot.
Et toute la famille,
à la douleur de faire part du décès du
docteur Charles BUTÉ,
survenu le 17 février 1976, à 10 h. 15, à l'âge de 87 ans, dans sa soixante-dix-huitième année, administré des sacrements de l'Eglise, à la Sainte Eglise d'Alger.
Les obsèques seront célébrées le mercredi 22 février 1976, à 10 h. 30, à l'église de la Sainte Eglise d'Alger.
Souffrir de l'inhumation au cimetière d'Alger, dans la caveau de famille.
L'offrande tiendra lieu de condoléances.
2, rue de Beaumont,
Vauclennes.

— Mme Maurice Collin, son épouse,
Myriam Arkam, sa collaboratrice et
amie,
M. et Mme Gérard Collin, ses
enfants,
M. Bruno Collin, son petit-fils,
ont la douleur de faire part du
décès, survenu le 17 février 1976, à
l'âge de soixante-six ans, de
M. Maurice COLLIN,
professeur d'éducation physique.
La cérémonie religieuse sera célé-
brée le 24 février, à 10 h. 30, en
l'église Saint-Eustache, Paris-1^{er}, à
10 h. 30.

— On nous prie d'annoncer le décès du Lieutenant-colonel DUBOIS DE LA COTARDIÈRE, officier de la Légion d'honneur, survenu à Bayeux, le 17 février 1976. Les obsèques seront célébrées à la cathédrale de Bayeux le vendredi 20 février, à 14 h. 30. Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part. 22, rue Général-de-Daïs, 14400 Bayeux.

CARNAVAL A PARIS
organisé par les LIONS CLUB de

— Mme André Hinschberger et ses enfants,
Le docteur et Mme Georges Hinschberger,
M. et Mme Octave Cellier,
Le docteur et Mme Roger Charrier et leurs enfants,
M. Bernard Cellier,
Et toute sa famille.
ont la douleur de faire part du décès de

M. André HINSCHBERGER,
professeur
à l'université Louis-Pasteur,
Ecole d'application
des hauts polymères,
leur cher époux, père, fils, gendri,
beau-frère, oncle, grand-père,
enlevé à leur affection, le 16 février
1976, à l'âge de trente-neuf ans.

6 rue
67000 Strasbourg.
11, avenue Polcaire,
57400 Sarrebourg, et
7a, rue Turcotte,
67000 Strasbourg.
74, rue Mulstent,
67300 Reaune,
25, rue Jeanne d'Arc,
54310 Homécourt,
et 1, rue Général-de-Gaulle,
56400 Gêrardmer.

Le service religieux aura lieu le
22 février 1976, à 12 h 30,
en l'église Saint-Paul, Strasbourg,
où l'on se réunira.

L'inhumation se fera dans l'inti-
mité de la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme André Malrait,
Stéphane et Béatrice,
Mme veuve André Malrait,
Mlle Marie-André Malrait.
Le médecin général J.-R. Bascchi
et Mme.
Le médecin commandant J. Lan-
glois et Mme.
Mme veuve Onofri,
M. et Mme Jean Abruzzesi et leur
filles.
M^{lle} Jean Perrouzel-Hugot et Mme.
Mme veuve Paul Perrouzel-Hugot.
Mme la douleur de faire part de
cette mort au
commandant Marcel MALRAIT,
capitaine au long cours,
officier de réserve d'honneur,
leur père, grand-père, beau-frère,
oncle et cousin.
Leur le 15 février 1975 à Mar-
seille.

Les obsèques ont eu lieu le mer-
credi 13 février 1975 à l'église Saint-
Michel, à Marseille.
Cet avis tient lieu de faire-part.
7, avenue de la France,
13001 Marseille.

— La comtesse Jean de Piolenc
et ses enfants.
— Mlle Andrée Berger et sa famille.
— Le couple de faire part du décès
de la comtesse Henri DE PIOLENC,
survenu en son domicile, à Hyères,
le 12 février 1978, dans sa quatre-
vième année, épouse, munie des
sacrements de l'Eglise.
Les obsèques ont été célébrées le
lundi 16 février 1978, à 8 h. 45, en
l'église Saint-Jacques, à Hyères (Var).
Inhumation à Piolenc (Vaucluse).
Ni fleurs ni couronnes.
Château de Piolenc,
83450 Piolenc.
s. avenue Sésauregard,
83400 Hyères.

— Mme Sahnoun Saïha, née Brour.
Ainsi que toute la famille Brour,
ont la douleur de faire part du
décès de leur fils
Bahjat SAHNOUN.
Quatre ans, survenu le 15 février
1978 au 7, place de Vénétie, Paris-13.
Le corps du défunt sera trans-
féré en Tunisie le 20 février 1978.
Les obsèques auront lieu à Tunis.
3, rue Mohamed-Nachi,
L'ancienne Ariana, Tunisie.

— Mme Patrice Spinosi,
M. et Mme Antoine Jousset et leur
fils,
M. et Mme Félix Spinosi et leur
fils,
Ses frères, sa sœur, sa belle-sœur,
Ses neveux et nièces,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du
décès de
M. Patrice SPINOSI.

officier de la Légion d'honneur,
président honoraire
du tribunal de commerce,
surnoué à Ajaccio le 11 février 1976.
Les obsèques ont eu lieu à Ajaccio
le 13 février.
46, cours Napoléon, 2000 Ajaccio.

— A tous ceux qui ont connu et aimé
Pierre GELIOT,
Il est demandé une pieuse pensée
le jour du dixième anniversaire de
sa mort, le 23 février.

— Pour le huitième anniversaire,
le 23 février, du rappel à Dieu de
M. René PATCHET,
attaché à la direction
des services de tourisme Michelin
(Guide France),
sa femme demande à ceux qui
restent fidèles à son souvenir d'avoir
une pieuse pensée pour lui.

— Pour le premier anniversaire du
rappel à Dieu du
magistrat général René CAMADAU,
une messe sera célébrée le mercredi
25 février, à 11 heures, en l'église
Saint-Antoine, 65, avenue Ledru-
Rollin, Paris-12.

Une pensée et des prières sont
demandées à tous ceux qui l'ont
connue, et restent fidèles à
son souvenir.

— Deuxième anniversaire de la mort
d'Antoine GIACOMETTI
Pour lui, et ceux qui l'ont connu
et aimé, une messe sera célébrée à
la chapelle Saint-Louis de la Salpê-
trière, 47, boulevard de l'Hôpital, à
9 h. 30, le 22 février.

— M. Raymond Corot, éditeur de
capisseries d'art, vient d'être promu
au grade d'officier dans la dernière
promotion des Arts et Lettres.

— Le déjeuner annuel de l'Association amicale des anciens élèves du lycée Henri-IV aura lieu au lycée le dimanche 29 février, à 12 h. 45, sous la présidence de Pierre Escoubé, conseiller maître à la Cour des

LA TOUR D'ARGENT
s'est donné le temps
de rajeunir ses cuisines
et

ouvrira ses grilles
MARDI, 1^e 24 FÉVRIER
Claude TERRAIN,
25 Quai de la Tourneille - 93311

comptes, président de l'association.
L'hôte d'honneur sera M. Francis
Perrin, ancien élève du lycée, ancien
haut-commissaire à l'énergie atomi-
que, membre de l'Académie des
sciences.

Prix du couvert, 55 F, à envoyer
d'urgence au trésorier de l'asso-
ciation Guy Bonagret, 87, avenue
du Général-Leclerc, 75014 Paris.

VENDREDI 20 FEVRIER

[illegible]

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques. 12 h. 30.

[illegible]

CONFÉRENCES. — 14 h. 45, Théâtre Tristan-Bernard. 64, rue du Cocher, docteur A. Delauany : « La conscience et l'art » ; docteur B. L. : « Combat contre la peur » ; M. V. : « Le rôle de la méditation dans le crime » ; M. K. : « L'image sur la criminalité » ; M. K. : « L'homme et son monde » ; M. Z. : « Sauver l'humain » ; Club du faubourg). — 15 h., Palais de la découverte, avenue Franklin-Roosevelt, M. A. Dollfus : « Exploration des profondeurs de la planète Jupiter » — 15 h. 30, 21, boulevard Dumas-Delamotte, M. J. : « Les mystères de la vie » ; M. Ledit : « La conscience sur le plan des projections » (Atlantide), — 16 h., rue Etienne-Macrel 17, M. G. : « Méditation et développement personnel » ; M. G. : « La technique de relaxation profonde ».

SCHWEPES Bitter Lemon.
Une boisson et un style.

Crédit gratuit 12 mois sur tous les tapis d'Orient*

Shiraz Iran,
200 x 287,
100 % laine
~~5750f~~
4600f

Chine,
229x168,
qualité super,
100 % laine
~~4400 f~~
3500 f

Ghoul Iran
140x201,
laine,
incrustation soie,
~~7400 f~~
5900 f

**les prix barrés ont été
précédemment
pratiqués dans nos rayons**

et 20% de remise sur plus de 750 tapis.

***jusqu'au 20 mars, dès acceptation du dossier et après versement comptant légal.**

Galerias Lafayette

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

[illegible]

Le Monde DES LIVRES

UN TROYAT DES MEILLEURS JOURS

La construction de Saint-Petersbourg

★ GRIMBOSQ, d'Henri Troyat, Flammarion, 312 pages, 42 F.

Après un cycle romanesque, voici revenu le Trovat des meilleurs jours avec « Grimbosq », roman isolé. C'est une histoire d'adolescence et, dans un décor riche en couleurs, des acteurs saisis au vit éclatant de la jeunesse. Pas question, donc, de ces demi-teintes, ombres et silences par lesquels d'autres romanciers font, comme par magie, sourdre le fond secret de leurs personnages à l'insu même de ceux-ci. Non, Trovat est un monstre d'hommes et, pour peu qu'il s'en donne la peine, il nous fait partager, à travers leurs destins, un fragment de l'histoire humaine insérée dans une époque donnée, dont il restitue à merveille les bruits et la saveur.

L'aventure, ici, est celle d'un architecte français, appelé à lever un palais pour un haut dignitaire bien en cour, Romatchine, dans Saint-Petersbourg en construction depuis 1703. C'est-à-dire dix-huit ans. L'histoire est si bien menée que le lecteur commande une église à Grimbosq, l'honneur de saint Antoine le thaumaturge et lui donne tous les moyens techniques et financiers d'une grande réussite. Grimbosq rêvait d'un retour en France ; il sait que son foyer, ici, est en perdition ; son épouse a été séduite par Romatchine et la faveur de l'architecte auprès de Pierre I^{er} n'est peut-être pas tout à fait étrangère à une liaison qui fait passer la bonne société d'Adrienne elle-même à l'ordinaire quitter la Russie et sa « vie sale » ; l'amant pèse peu dans la balance ; elle veut retrouver son mari, qu'elle aime vraiment et auquel elle lie les convives secrets de la tendresse, et une petite fille, Louise.

Pourtant, Grimbosq accepte. Toute objection s'efface devant un vertige aveuglant : l'orgueil d'avoir été choisi pour bâtir plus qu'un édifice, qu'on ne l'avait jamais osé. Les événements lui seront contraires. Louise meurt ; Adrienne et est cruellement assassinée ; Catherine, succédant à Pierre le Grand, vous Saint-Antoine inachevée à la démolition. On rembarquera vers la France un Grimbosq hébété, déri-

soirement accompagné d'un petit garçon qui porte son nom et n'est que l'enfant de Romatchine. Est-ce là tout ? La moitié du sujet seulement, car la destinée du héros fictif s'inscrit dans une autre de dimensions épiques, celle du père de la Russie moderne. Ainsi, à deux échelons différents, voyons-nous deux solitudes au prises avec la même passion créatrice. Qu'il s'agisse d'édifier un monument de pierre ou un empire, les deux hommes travaillent dans le mouvant ; sol marécageux de la Grande Perspective (2), pâle humaine que sa positivité rend à la fois malléable et désespérément résistante à toute empreinte durable. Et tous deux cimentent leur rêve de leur propre malheur, identique : mari trompé, père privé de leur descendance, individus trahis par tous ceux que le vent tourne. Pour « parler au futur », il faut payer le prix.

Reste le cadre. Certains écrivent l'histoire sous la forme de romans, combinent les vides par des épisodes inventés, ce qui aboutit le plus souvent à des résultats détestables. D'autres se servent du roman pour décrire l'histoire et lui redonner chair. C'est le cas de Trovat, dont la documentation très sûre s'amalgame si naturellement à l'invention qu'on ne sait plus laquelle exploite l'autre.

Nous sommes transportés, d'emblée, dans cette « ville absurde », au bout du monde, que Pierre I^{er} a voulu comme sa création propre : une gogawie. Moscou est le passé barbare, porteur de trop d'influences. L'avenir de la Russie est à l'Occident, mais il faut de grands chocs, à ce pays immense, pour lui révéler sa vraie place dans le siècle des lumières. Le génie de Pierre I^{er} est de les lui donner à sa mesure — avec démesure — la science, la foi et les biographies, le mariage de « prince-pape » Boutoulina ou les funérailles du nain Marc-Aurèle.

Pour asservir les grands, la leçon de Louis XIV vaut toujours : la

(1) Le Masovite : 1774-1775, Flammarion. Voir le Monde du 6 juin 1975.
(2) Aujourd'hui perspective Nevski.

crualité en plus, rien d'effacé comme cette cité nouvelle où tout est réglé par oukases, jusqu'aux bals, mascarades et « assemblées » nautiques ou mondaines, toujours d'un ennui mortel, avec beuverie finale, obligatoire comme tout le reste. Ceux qui bronchent ou seulement semblent mépriser le grand dessein du tsar finissent au gibet, sur la roue ou sous la hache, les humbles déchirés par le knout.

« Grimbosq » réformé, on oubliera sans doute le pauvre architecte devenu fou sur les rives de la Neva ; mais on a envie d'ouvrir une histoire de Pierre le Grand pour en savoir plus long sur ce que le roman fait si bien pressentir : l'accouchement d'une nation par un thaumaturge. Et l'on ne verra plus, du même oeil, la figure perspective Nevski, à Leningrad, en songeant au défi que représente cette conquête de la beauté sur la boue.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

« LE SOCIALISME DU SILENCE », DE PIERRE DAIK

Le « côté noir » du marxisme

★ LE SOCIALISME DU SILENCE, de Pierre Daix, 208 p., Le Seuil (coll. « Combats »), 35 F.

Le 7 avril 1935, un décret des autorités soviétiques abaissait à douze ans l'âge minimum à partir duquel un coupable pouvait être exécuté. Le 7 juillet 1941, un nouveau décret précisait que la condamnation devait être prononcée et exécutée même si le crime ainsi sanctionné n'était pas intentionnel.

Pierre Daix, qui rapporte dans son *Socialisme du silence* ces détails atroces, a eu bien souvent affaire à l'univers de la répression. Déporté à Mauthausen, il était rédacteur en chef des *Lettres françaises* lorsque, en 1950, un procès célèbre les opposa à un autre déporté, David Rousset, qui s'était permis de dénoncer, au grand scandale des communistes, l'existence de camps de travail en U.R.S.S. Encore quelques années, et le beau-père de Daix, Arthur London, dont le drame a fourni le sujet de l'aveu, était condamné à Prague. Aujourd'hui, Pierre Daix est

aussi catégorique que Soljenitsyne : « Si le système concentrationnaire nazi fa emporté en horreur sur le socialisme, il est de même nature, et c'est celui-ci qui lui a servi de modèle. » Il en apporte des preuves hélas ! irréfutables.

Khrouchchev, à l'époque de la déstalinisation, avait annoncé la construction d'un monument aux victimes de ce qu'on appelait pudiquement alors le « culte de la personnalité » et l'ouverture d'une enquête judiciaire contre les principaux responsables. Le monument n'a pas été construit, l'enquête n'a pas été ouverte. Dans les pays de l'Est, la dénonciation de ces temps effroyables brille à la fois par sa rareté et par son extrême imprécision. Le socialisme au pouvoir n'ose pas s'interroger sur les raisons de la déviation monstrueuse qu'il a subie. Il est muet sur son histoire. Certes, chacun a ses manières. Le Soviétique, Madvedev, les communistes français, Althusser et Ellsaïstein, ont cherché à expliquer le « phénomène stalinien ». Mais, pour Daix, aussi longtemps qu'ils se refusent à rompre la solidarité perverse avec le P.C.U.S., il ne peut s'agir que de tentatives pour « sauvegarder moyennant les accommodements nécessaires les privilèges de la hiérarchie ».

Le doigt sur les plaies

L'essentiel du livre n'est pas la dénonciation de ces tentatives au demeurant isolées. Il consiste dans une réflexion sur les raisons pour lesquelles le marxisme, qui se voulait instrument de la libération de l'homme, a abouti à la pire dictature. En deux chapitres écrits d'une plume incisive, Daix met le doigt sur la plaie, ou plutôt sur les plaies : « La régression à la révolution des données culturelles (de la Russie), l'absence chez les dirigeants communistes de l'époque d'une conscience tant soit peu précise de la classe au nom de laquelle ils agissaient. D'où des tâtonnements, des erreurs, des déceptions, des angoisses qui finirent par conduire à une question catastrophique dans laquelle parait s'imposer le recours aux méthodes capitalistes d'organisation du travail — l'abominable taylorisme, — à la terreur et, tout naturellement, à l'homme fort : Staline.

Celui-ci va « naviguer à vue », écrit Daix, avant de trapper dans des situations de panique. Est-ce bien sûr ? On peut tout aussi bien soutenir que le Géorgien était fondamentalement un obsédé faisant une confiance aveugle à sa logique, à sa rationalité propre. Il décrivait tous les obstacles sur sa route, sans considération aucune non seulement d'humanité mais de rentabilité et ne changeait de cap qu'à la dernière extrémité.

Comment expliquer autrement les excès monstrueux de la collectivisation des terres, à propos de laquelle Staline devait dire à de Gaulle que la bataille de Stalingrad « n'était rien en comparaison ». L'institution du système concentrationnaire comme élément constitutif d'une économie pharaonique, l'aveuglement du futur généralissime face à la révolution chinoise et à l'avènement du marxisme, et enfin son refus déterminé, en juin 1941, de prendre au sérieux la menace hitlérienne ?

Le pacte germano-soviétique

Daix évoque aussi — c'est même là-dessus que s'ouvre son livre — les rapports germano-soviétiques dans la période entre le pacte de 1939 et la guerre. Ce n'est pas sa meilleure contribution. D'abord, il n'est pas exact qu'aucune « histoire réelle de cette période tant soit peu à jour » n'ait paru en France : en fait, il y a eu moins quinze ans qu'on en connaît l'essentiel. Ensuite, il nous semble qu'il n'a pas assez lu sur le sujet. Sans cela, il saurait que la Tchecoslovaquie et l'U.R.S.S. n'avaient pas, en 1938, de frontière commune. Il saurait aussi que, moins de huit jours après Munich, Litvinov avait avisé l'ambassadeur de France de la probabilité d'un partage de la Pologne, et que les premières ouvertures de Moscou à Berlin dans cette direction sont à peine postérieures. Le rappel d'Espagne des brigades internationales, à l'automne 1938, est à inscrire dans cette perspective. Quelconque a étudié sérieusement et sans parti pris ces mois d'illusions et de désillusions tragiques doit admettre qu'après l'Anschluss Staline s'était persuadé que les Occidentaux ne se battraient pas.

ANDRÉ FONTAINE.

(Lire la suite page 16.)

dimensions

J.G. BALLARD

I.G.H.

Par l'auteur de « Crash » et de « L'île de béton »

« Les deux mille habitants d'une tour de quarante étages s'entre-tuent et s'entre-dévorent... une véritable révolution dans la littérature »

Noelle Loriot (L'Express)

CALMANN-LEVY

ROMANS DANS LE CREUX DE LA MAIN

« Jeux du hasard », de René Clair « La Jeune Fille », de Bernard Privat

d'abord tentante, se révèle limitative et trompeuse. La sagesse consiste probablement à refuser toute définition, comme pour le roman, dont la seule règle certaine est de n'en souffrir aucune. Dans cette perspective d'abolition de la liberté et de ré-invention continuelle, la nouvelle médiocratie le joliment diminué donné par Kawabata à un de ses recueils *Romans dans le creux de la main*.

RENE CLAIR a choisi pour sa part la double formule de « nouvelles et récits ». Il ne précise pas comment les treize textes qu'il a réunis se répartissent entre les deux appellations, dont l'une évoque plutôt l'imaginaire et l'autre le témoignage vécu. Mais tous lui ressemblent et tournent, comme l'indique bien le titre *Jeux du hasard*, autour d'une de ses marottes, déjà sensible à travers son cinéma, qu'il s'inspire de Labiche ou de Faust : le monde n'est que loterie, coïncidences, grains de sable, ironies du sort, et autres plaisanteries du diable.

Sous le titre de *Mémoires d'un innocent*, qui répond ouvertement à *Roman d'un tricheur* de Guizy, une des nouvelles les plus étoffées et les plus réussies semble grouper toutes les réflexions de l'auteur sur ce thème de l'imprévisibilité du sort dans les destins collectifs et particuliers. La tumbola commence dès la rencontre de nos parents, qui met nos naissances à la merci d'une erreur de train ou d'une tulle tombée d'un toit. La richesse ou la ruine, les chances d'accomplir un crime gratuit et les risques de croquer en prison échappent autant à la raison que le pile ou face et la roulette russe.

Devant ces espérances de scénaristes facétieux que parait multiplier le Créateur, comment ne pas tomber dans la superstition ? Non pas celle du mar de café et des entrailles de poulet, mais au moins celle qui consiste à éviter les scelléments des trottoirs ou

à compter les lettres des enseignes lumineuses. Après tout, les annales des casinos attestent que le rouge n'est jamais sorti plus de vingt-neuf fois de suite — ou trente-huit, peu importe : il y a donc quelque part une force qui hante, qui se lasse. Comment résister à la tentation de bricoler en secret avec le pressentiment que nous avons tous de cette fatique mystérieuse ?

Autre façon de tromper l'absurdité du destin et de corriger ses caprices : le mensonge. Comme tous les grands hommes de spectacle, René Clair a une tendresse particulière.

Par Bertrand Poirot-Delpech

pour les personnages de comédiens, y compris ceux qui poussent le goût du simulacre consolateur jusqu'à la mythomanie : d'où deux cas savoureux de cabots qui se donnent le « beau rôle » au point de perdre la raison, et la vie. Seule la mort ne ment jamais, même quand elle fige des existences entières dans un ultime geste aveugre : ici, un P.-D. G. tenant sur son cœur l'ours en peluche de son enfance, et un royaliste de 1934 serrant dans sa main le talon d'une jeune manifestante socialiste.

Mais la manière la plus suave de jouer avec le probable et d'oublier ses mauvais coups est évidemment l'amour tel qu'on le rêve étant enfant — *Made-moiselle de Rians*, *Une créature de rêve*, — tel qu'on le découvre à travers les secrets des parents adultes — *Ces choses*, — puis tel qu'on le vit soi-

même, avec ses exaltations, ses débâcles, ses tricheries.

Comme dans la plupart de ses films, René Clair reste fidèle à une certaine idée des femmes et de la passion : celle qu'on avait au début du siècle, dans les petites villes de garnison, entre jeunes officiers promis à un sacrifice prochain. Le ton autobiographique du *Temps d'une vie* explique l'amour-jeu à la fois féroce et pathétique, sans conséquence et menacé de mort, moitié *Ronde*, moitié *Grandes Manœuvres*, avant le tir trop réel. On y voit un tout jeune engagé de 1914-1918 courtoiser, oublier, reconquérir et finalement perdre une petite voisine en qui s'incarnent tous les souvenirs de tendresse enfantine. Mariageage doux-amer auquel correspondent les sentiments ambigus des combattants rendus à la vie civile : au soulagement se mêle, les héros eux-mêmes l'avouent, un vague regret du temps où l'instinct, parce qu'il était précaire, n'était jamais fade.

René Clair applique à l'écriture les principes qui l'ont guidé depuis ses scénarios du muet : au lieu de souligner les effets et de moraliser, comme porte à le faire la littérature, il compte sur le seul enchaînement des faits et leur montage pour suggérer tout un monde, extérieur et intérieur, toute une façon de vivre et de sentir, toute une époque.

BIEN qu'elle s'intitule « roman », *La Jeune Fille* de Bernard Privat s'apparente à une longue nouvelle, par la taille et le climat d'un autre âge. En réalité, rien ne dit que le livre dans un temps reculé, mais son thème, si radicalement dépourvu de la production romanesque, après en avoir été l'aliment essentiel, qu'il procure une sorte de plaisir rétrospectif.

On a deviné qu'il s'agit d'un chagrin d'amour ! Le narrateur tombe amoureux, à trente-six ans, d'une jeune fille

de dix-huit. Il l'a connue sur les bords du Rhône alors qu'elle se rendait en Italie avec des amis de son âge. Il a été sensible à un certain malheur qu'elle porte en elle et qui a déjà semé la mort. Mais surtout, cette présence lui redonne le goût de vivre, un plaisir adolescent de s'exprimer, qui est synonyme, chez lui, de bonheur. Elle n'existerait pas pour lui sans les mots qu'elle lui inspire, de ces mots fébriles dont on se dit en les prononçant qu'on se les rappellera un jour — quand on sait qu'on se souviendra, en mal comme en bien, la vie ne fait plus peur — et qui transfigurent tout, les bruits de rue, les couleurs du ciel.

Les vacances finies, leurs sentiments prennent la complication dont Stendhal disait qu'elle est propre aux cœurs de Paris. Les rendez-vous manqués succèdent aux séparations voulues, les malentendus aux exactions ; et le narrateur se retrouve seul, avec ses souvenirs de plénitude havarée, dans le Paris des bistrotiers, des clochards cocasses, des petits matins maudits.

SANS doute à cause de ses lourdes charges d'éditeur — il est directeur de Grasset — Bernard Privat publie très peu : *La Jeune Fille* est son troisième livre en vingt ans, après *Au pied du mur* et *Une nuit sans sommeil*. On aimerait qu'il prenne le temps d'approfondir un art qui se perd : l'analyse de sentiments forts, adouces, dévorateurs, mais saisis dans leurs contours flous, leurs évolutions insensibles, leurs demi-teintes de jour tombant.

On reconnaît les écrivains de race à ce que certaines de leurs sensations, à cause d'on ne sait quelle évidence parfaite du trait, semblent appartenir d'un coup, et depuis toujours, à notre mémoire. Ainsi d'une certaine vilette à chapeau de paille et col de fourrure, qui venait couvrir « autrefois » chez le narrateur, et dont il dit qu'ayant reversé dans sa tasse ce qui avait débordé dans la soucoupe elle l'a emporté d'un trait en remuant la tête.

C'est à force de visions apparemment aussi insignifiantes mais indubitablement et ténaces qu'un livre se met à exister, à laisser trace.

★ JEUX DU HASARD, de René Clair, Calmann, 254 pages, 30 F.
★ LA JEUNE FILLE, de Bernard Privat, Calmann, 164 pages, 26 F.

pis d'Orient



ÉTUDES RELIGIEUSES

UNE AUTOBIOGRAPHIE SPIRITUELLE

De l'Occitanie à Byzance

★ L'AUTRE SOLEIL, par Olivier Clément. Edit. Stock, 176 p., 32 F.

L'ONGTEMPS, l'Eglise orthodoxe aura été en France une sorte de réserve indienne pour émigrés russes, un ghetto folklorique, une chasse gardée à l'usage des spécialistes de l'Orient chrétien. Un Français était nécessairement catholique, protestant ou juif. A la rigueur, marquée ou bouddhiste. Mais s'avouer orthodoxe ne pouvait être que de l'exotisme, et un exotisme suspect. Aujourd'hui, les choses ont changé. Le rayonnement de l'orthodoxie va grandissant. Non seulement les jeunes d'origine slave ou grecque témoignent leur foi orthodoxe, mais les Français de souche qui se convertissent à l'orthodoxie se font chaque année plus nombreux. Est-ce parce que leurs Eglises d'origine ne leur donnent plus la nourriture qu'ils attendent ? Je ne sais. Ce qui est sûr, c'est que le patrimoine spirituel, liturgique, iconographique de l'Eglise orthodoxe agit comme un aimant, et que le petit troupeau de ceux qui désirent s'en pénétrer s'agrandit sans cesse.

Langue d'origine, né dans une famille catholique et athée du Midi « rouge », Olivier Clément est aujourd'hui un des principaux témoins de l'Eglise orthodoxe en France, et un de ses théologiens les plus écoutés. Cet itinéraire d'Occitanie à Constantinople, de Palavas à Palamas, Olivier Clément le raconte dans des fragments d'autobiographie spirituelle qu'il publie sous un titre flamboyant, l'Autre Soleil.

L'autre soleil, on l'aura deviné, c'est le Christ, qui, dans les textes liturgiques de l'Eglise orthodoxe, est appelé « soleil de justice et de vérité », celui qui nous éclaire et nous vivifie. Pourtant, dans l'Autre Soleil, nulle trace d'apologétique. Clément ne cherche ni à prouver ni à convaincre. Simplement, il donne son témoignage. Shopenhauer disait que seuls comptent les livres où l'auteur s'est tout entier. Ces souvenirs du brillant professeur à l'Institut théologique Saint-Serge sont un livre de cette sorte. Le récit d'une quête passionnée, et non un discours « objectif » sur Dieu.

Que l'on soit chrétien par tradition de famille ou que l'on ait, comme Olivier Clément, reçu le baptême à l'âge adulte, la rencontre avec le Christ est toujours une aventure personnelle et unique. Chaque âme a ses règles. Cependant, nombreux seront ceux qui reconnaîtront leurs propres pas dans le cheminement décrit par Clément : l'athéisme, la tentation de l'Inde, la découverte des pères de l'Eglise, et ce bouleversement de tout l'être qu'est une véri-

table conversion, quels que soient les rapports que l'on ait eus jusqu'alors avec la christianité et la pratique religieuse. Les écrivains russes qui ont vécu en exil à Paris après la révolution d'Octobre se sont souvent plaints de l'indifférence de l'intelligentsia française à leur endroit : dans l'Artiste

et la Société (1), Thomas Mann, qui avait pour eux estime et amitié, s'est fait l'écho de ces plaintes avec beaucoup de délicatesse. L'Autre Soleil prouve heureusement que tous les Français ne sont pas restés insensibles à cette aventure à la fois tragique et féconde que fut l'émigration russe. Olivier Clément y évoque

en effet longuement les maîtres et sa route : Nicolas Berdiaev, Vladimir Lossky, Paul Evdokimov, le Père Sophron, d'autres encore, qui tous l'ont aidé à découvrir l'orthodoxie, ce mystère de la divinité humaine qui s'incarne dans une communauté eucharistique ouverte, fraternelle.

GABRIEL MARTINEFF.

L'oxygène des grands inspirés

S'IL n'est de bons ouvrages que ceux qui ont été écrits avec plaisir, avec passion, celui d'Olivier Clément est à compter parmi les meilleurs. Cette sorte d'autobiographie spirituelle ne tombe guère dans le travers de la complaisance de soi. L'auteur est trop en quête d'absolu pour s'attarder sur ses propres aventures. Son « moi » ne sert que de prétexte pour ouvrir les vannes de la spiritualité et, tout aussi grandes, celles de la poésie. « L'Eglise ne déçoit pas quand on a compris ce qu'elle est. (...) L'Eglise, c'est la mer qui se met à chanter pour toujours dans le coquillage du monde. »

Inutile de chercher dans ce livre des recettes pour l'occuménisme ou des programmes pour renouveler le visage frisé des Eglises. Olivier Clément ne se situe pas à ce niveau. Son ardeur s'adresse aux grands inquiétudes métaphysiques : le désir, l'amour, la mort, l'immortalité. « L'Eros, écrit-il par exemple, ce sont les filles et les

théories, des planches, que l'on jette sur le gouffre. (...) Le relatif se gonfle d'absolu et devient monstrueux. » Il aspire à être un homme-sandwich, c'est-à-dire à ne pas être regardé pour soi, mais pour l'inscription portée.

Olivier Clément vit dans la familiarité de Dostoevsky, qu'il place aussi haut que Marx, Freud, Nietzsche. Il se nourrit de Berdiaeff, Lossky, Evdokimov. Ce Cérénol est un converti. L'Eglise orthodoxe l'a séduit par son sens du mystère, du Christ ressuscité et de la Trinité.

L'auteur n'écrit pas ici pour des initiés. Il s'adresse à tous ceux qui ne se satisfont pas des luttes terre à terre. C'est un explorateur d'univers spirituels. Comme tel, il apparaît infiniment séduisant et sans doute beaucoup plus moderne que ceux qui trônent sur la transcendance. De l'oxygène des grands inspirés ne se détournent, après tout, que ceux qui n'aiment pas la vie. — H.F.

UN LIVRE DE JEAN-CLAUDE BARREAU

« Du bon usage de la religion »

★ DU BON USAGE DE LA RELIGION, de Jean-Claude Barreau. Editions Stock, 224 pages, 30 F.

Le dernier essai de Jean-Claude Barreau apportera-t-il un lustre supplémentaire à l'auteur des Enfants prodigés qui, du temps où il fut vicaire de paroisse, s'occupa avec bonheur des bandes associées d'adolescents, puis écrivit plusieurs ouvrages de qualité sur la foi, et enfin se tailla un succès discuté en annonçant publiquement aux évêques sa décision de se marier ?

Jean-Claude Barreau aime parler et faire parler de lui. Il réunit dans l'autobiographie Son dernier livre ne manque pas à la règle, qui part de son grand-père agnostique pour se terminer par une sorte de confession de foi. Pédagogue avisé, Jean-Claude Barreau a un style limpide qui retient l'attention ; il se plait aux raccourcis, ne cherche pas midi à quatorze heures, trouve le mot juste, capable de toucher ses contemporains dans la foi ou l'incrédulité. Rien de cléricale en

lui ni, a fortiori, de bigot. On peut regretter que l'Eglise d'aujourd'hui se soit placée dans l'impossibilité de se passer des services directs de prêtres de cette sorte, qui sont de meilleurs évangélistes que tant d'autres.

Du bon usage de la religion — voilà un titre astucieux — est plus original par son ton que par son contenu. Il reprend des idées courantes depuis quelques années : le christianisme n'est pas une religion, ni une idéologie, ni une morale, mais une foi. Et pourtant, comment dissocier foi et religion ? Barreau s'en tire en avançant que « le christianisme est la forme la plus élevée, la moins aliénante de la religion ». Telle est la thèse de ce livre, parfaitement défendable. Un zeste de Marx, un soupçon de Freud, un clin d'œil à Nietzsche et voilà l'auteur en selle pour décrire les caractéristiques de la

religion authentique et la distinguer des « religions de contrebande », l'Eglise, la patrie, l'argent, le parti, la révolution, la morale.

Le meilleur moment de ce livre est sans doute celui où l'auteur explique comment il est venu au christianisme, ou plutôt à Jésus, « le plus grand démocrate de l'histoire ».

Pourquoi faut-il qu'un fil de ces pages brillantes mais un peu faciles Barreau se croie obligé de contredire les adeptes de Mao avec des fantaisies et des adoptions d'une nouvelle idole ? Pour qui valent des poncifs de cet ordre ? Peut-être pour quelques Occidentaux ignorants. Ils passent en tout cas complètement à côté de la réalité chinoise. Mieux vaut ne pas parler de ce que l'on ne connaît pas.

HENRI FESQUET.

VIENT DE PARAÎTRE

Biographies
BERNARD GORSKY : Trois romans de l'émigration russe. — Les aventures qui ont permis à un jeune russe de fuir les bords du Pacifique : Stevenson, Gaudin, Gerbault. (Albin Michel, 347 p., 39 F.)

Entretiens
JACQUES FAIZANT : L'ère à la main. — Un documentaire fait de portraits, à travers des conversations avec Gilles Plazy (Stock, 264 p., 45 F.)

Histoire littéraire
JEAN ROUSSELOT : Histoire de la poésie française. De la naissance de la langue à René Char. (P.U.F., collection « Que sais-je ? », 128 p., 6,90 F.)

Critique littéraire
BERNARDTE MORAND : Les écrits des prisonniers politiques. — L'auteur analyse une littérature de captivité qui n'a cessé de s'enrichir depuis le début de notre siècle. (P.U.F., 167 p., 45 F.)

Histoire
GEORGES BORDONOVE : Fouquet, complot ou victoire ? — Dans la lignée de ceux qui, de Mame de Sévigné à Paul Morand, furent d'abord sensibles à la séduction puis à l'abrogation du surintendant. (Fayard, 317 p., 39,50 F.)

PAUL DE VILLELUME : Journal d'une dédicace, août 1939-février 1940. — Une publication posthume de la majeure partie du Journal tenu par celui qui fut directeur du cabinet militaire de Paul Reynaud. Préface de René Remond. (Fayard, coll. « Les grandes études contemporaines », 478 p., 79 F.)

MARINA GREY : Mimosa-ter-guerre. — D'août 1940 à avril 1945, la chronique d'un village des Landes tenue par des réfugiés russes. Avec une préface d'Alain Decaux et une introduction de Jean-François Chappé. (Stock, 469 p., 38 F.)

LEON EMERY : La France de Pétain à Giscard. — Trente-cinq ans d'histoire politique en France, sans passion mais en survol. (Ed. Albin Michel, 204 p., 30 F.)

MICHEL DE NENDEN : Raspoutine ou la fascination. — Une nouvelle

recherche sur « l'affaire Raspoutine ». (Fayard, 367 p., 45 F.)

JACQUES VERGIER : Naissance et premier amour de l'Occident chrétien. — Entre le V^e et le VIII^e siècle, la naissance d'une civilisation qui alors était nouvelle. (Presses universitaires de France, coll. « Le fil des temps », 281 p., 45 F.)

Souvenirs
PHILIPPE RAGUENEAU : Julien ou la route à l'envers. — Trente ans après, une façon de se souvenir de sa guerre et de son après-guerre. (Albin Michel, 285 p., 55 F.)

ALAIN LE RAY : Première à Colditz. — Par son héros, un récit de la première évasion réussie de cette forteresse allemande popularisée par la télévision. (Armand, 192 p., 38 F.)

Société
PIERRE GURIAL : La Vie quotidienne en France à l'âge d'or du capitalisme. — De l'empire de Napoléon III aux premières années de la République, mais en passant par la Commune. (Hachette, 279 p., 36 F.)

JEAN-BAPTISTE DUMAY : Mémoires d'un militant ouvrier du Creusot, 1841-1905. — Du Creusot à Paris, l'itinéraire sans faille d'un ouvrier, fils d'ouvrier. (François Maspéro, Presses universitaires de Grenoble, 431 p., 55 F.)

MADELINE VINCENT : Femmes, quelle libération ? — L'auteur, membre du bureau politique du P.C., analyse divers aspects de l'émancipation féminine et propose des solutions. (Editions sociales, 167 p., 13 F.)

Essais
JUDITH SCHLANGER : Penier la bouche pleine. — Une réflexion originale sur la production du savoir. (Mouton, coll. « Archontes », 216 p., 44 F.)

Sciences humaines
B. HOLAS : Le Gogon. — Le portrait d'un homme d'ethnie de la Côte d'Ivoire, par l'un des spécialistes de cette région (P.U.F., 240 p., 50 F.)

GASTON BOUTHOUL ET RENE CARRERE : Le Delfi de la guerre. — L'analyse sur ordinateur de trois

cent soixante-six conflits armés des deux derniers siècles, menée par l'Institut français de polymétrie. Préface de Jean Fourastié. (P.U.F., coll. « Sup-histoire », 222 p., 39 F.)

Récits
NABILE FARES : L'écrit et le désert. — Par un jeune écrivain algérien, auteur de Yabès, pas de chance et de Mémoires de l'absent. (Maspero, 117 p., 18 F.)

Documents
CAMACHO : Écrits de la prison. — Les réflexions d'un syndicaliste récemment libéré, sur la situation politique en Espagne. (Editions sociales, 255 p., 25 F.)

JACQUES DUQUESNE : Le Cas Jean-Pierre. — Un récit en chef du Point d'étude l'affaire de Bruy à travers un portrait de Jean-Pierre. (Stock, 2. Collection « Témoignages », 267 p., 25 F.)

COLIN MACKENZIE : Ronald Biggs, l'homme du train postal. — Un journaliste du Daily Express a confessé l'unique membre de la bande qui n'ait jamais été repris depuis le célèbre hold-up de 1963, et qui vit aujourd'hui au Brésil. (Stock, 348 p., 38 F.)

Littérature étrangère
ANIS NIN : La Maison de l'incense. — Un poème en prose de soixante pages. La saison en enfer d'une femme. Traduit de l'anglais par Claude Louis-Comber. (Editions des Femmes, 60 p., 10 F.)

SUSAN HILL : Un printemps provisoire. — Par la romancière anglaise née en 1942, auteur de l'Oiseau de nuit et de Je suis le seigneur du château, publiés en français chez le même éditeur. Traduit de l'anglais par Roselyne Eddé. (Albin-Michel, 221 p., 29 F.)

NICOLAS BOUVIER : Chronique japonaise. — Souvenirs de route. L'auteur, né en 1929, photographe amateur qui baladait, avait réalisé aux éditions Rencontre, en 1967, un ouvrage aujourd'hui épuisé consacré au Japon. Il en reprend ici un certain nombre de textes. (L'Age d'homme, Lausanne, 241 p., 55 F.)

FIGURES

La troisième larron de la psychanalyse

« L'HOMME AU MAGNÉTOPHONE »

★ L'HOMME AU MAGNÉTOPHONE, de Jean-Jacques Abrahams. Le Sagittaire, 298 pages, 39 F.

l'adresse du docteur Van Nypelseer : « Je veux me délivrer de vos engoûlées ! »

APRÈS l'homme aux coups et l'homme aux rats, voici la troisième larron de la psychanalyse : l'homme au magnétophone. Mais celui-ci n'a pas respecté les règles de la mise en scène : il a montré les rois sous un visage dérisoire. Quatorze ans de divan l'avaient rendu mauvais dormeur. Armé d'un magnétophone, il s'est introduit chez son psychanalyste, à Bruxelles, en novembre 1967, et il a enregistré son dialogue avec celui qui depuis si longtemps gouvernait ses pensées. Le docteur Van Nypelseer a perdu la face, devant l'intrusion de ce témoin gênant : le magnétophone, et les rapports entre les deux hommes se sont inversés. Jean-Jacques Abrahams devenait le maître d'une situation que l'autre subissait. L'objet devenait sujet. Épicure, changé en Socrate, s'efforçait de briser le « masque de far » du psychanalyste, de le dépouiller de son rôle, de lui dévoiler sa vérité, et la vérité de leur relation.

L'autre résistait, essayait de garder contenance, faisait une tentative pour téléphoner à la police, mais son personnage était mis à mort, et lui-même, privé de son prestige et de son pouvoir, était mis à nu. Dialogue à la fois tragique et comique, où la stratégie de l'homme au magnétophone s'avère si efficace qu'elle réduisait l'adversaire à des pitières. Jean-Jacques Abrahams dénonçait, de manière radicale, la relation qui s'institue entre l'analyste et l'analysé, et qui confirme l'un dans sa domination, l'autre dans sa passivité. « Vous m'avez dessiné le goût d'essayer même de vivre avec les autres », lançait l'homme au magnétophone, à

science fait-elle encore enfermer et punir ceux qui la mettent en doute. Dans les mois suivants, « l'homme au magnétophone » s'avançait de l'analyse, et envoyait le texte du dialogue aux Temps modernes. Sartre décidait de la publier, ce qui provoquait une polémique dans la revue (1). Le dialogue allait faire du bruit. Le Sagittaire le réédite, avec divers textes de Jean-Jacques Abrahams : des scènes de théâtre, et des réflexions sur l'Édipe, sur la maletiquette, sur la tragédie, sur la caverne de Platon, sur l'écriture... qui, parfois, témoignent d'une intelligence aiguë de l'aliénation. « La caverne, écrit-il, n'est autre que notre bouche d'où ne peuvent sortir tous les mots que nous souhaiterions dire à des gens qui nous terrorisent, nous laissant bouche cousue par leurs signes d'interdiction. »

Jean-Jacques Abrahams, ce « forçat de la sensibilité », selon l'expression d'Artaud, s'est mis à parler et à écrire, malgré les interdits : il s'est lancé dans « une chasse au trésor », qui mène à la « redécouverte de soi ».

FRANÇOIS BOTT.

(1) Les Temps modernes, avril 1968.

mouton éditeur

Les hommes et la peste en France et dans les pays européens et méditerranéens par Jean-Noël BIRABEN
Tome I : La peste dans l'histoire, 485 pages (pour la collection de la Bibliothèque de la Pléiade) 195 F
Tome II : Les hommes face à la peste (à paraître)
Prix de souscription pour les 2 tomes 195 F
Géographie du commerce de Bordeaux à la fin du règne de Louis XIV
par Christian HUETZ DE LEMPS
662 pages 190 F
La géographie humaine du monde musulman jusqu'au milieu du 11^e siècle
par André MIQUEL
Tome I, 426 pages 96 F
Tome II, 732 pages 240 F
Les travailleurs étrangers en Europe occidentale
sous la direction de Philippe J. BERNARD
426 pages 64 F
Les cadres sociaux de la mémoire
par Maurice HALBWACHS
Préface de François CHATELET
298 pages 48 F
diffusion
LIBRAIRIE NOUVELLE FACULTE
30, rue des Saints-Pères - Paris 7^e
tél. 222.21.48
C.C.P. Paris 13.655.72

sauver les animaux c'est sauver l'homme

ALIKA LINDBERGH quand les singes hurleurs se taisent

Préface de PAUL-EMILE VICTOR

Alika Lindbergh nous fait partager la vie privée des alouettes d'Amérique tropicale. A la faveur de son intimité avec ces fascinants stentors de la forêt, l'auteur esquisse leur organisation sociale, rigoureuse et complexe, tout en faisant toucher du doigt, à travers une série de portraits, l'intelligence et la sensibilité de ces êtres aux personnalités si diversifiées.

DU MEME AUTEUR
nous sommes deux dans l'arche
PRESSES DE LA CITE

ET POI

les quatre mon de Marthe d

Le Centre de l'Europe sur Raymond Queneau

Les Temps modernes, avril 1968.

ECHOS ET NOUVE

Michel Deon au jury de l'Interallie

مكتبة من الأصل

FIGURES

Le système baron de la psychanalyse

OMME AU MAGNÉTOPHONE

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

Le système baron de la psychanalyse

ET PORTRAITS

Les quatre mousquetaires de Marthe de Fels

★ QUATRE MESSIEURS DE FRANCE, de Marthe de Fels, Flammarion, 158 p., 25 F.

CETTE rencontre proposée avec Vanban, Olivier de Serres, Nicolas Poussin et Vincent de Paul, ce n'est pas vraiment de l'histoire. Il s'agit bien davantage d'un plaisir que Marthe de Fels a d'abord voulu s'accorder, d'un salut qu'elle avait à cœur de donner.

Dès lors son livre s'éclaire, se comprend mieux, mérite l'indulgence. Marthe de Fels devait avoir depuis longtemps déjà son idée en tête. Elle disposait sur Jean-Sébastien Le Prestre, le « promoteur de villes », sur l'auteur du *Traité d'agriculture*, sur le peintre du *Massacre des innocents*, sur le fondateur de Saint-Lazare, de tout ce qui peut suffire à la raconter. Ce n'est pas ce qui l'intéressait. Elle voulait les peindre, comme elle les voyait, comme elle pouvait les imaginer, comme quatre mousquetaires.

Elle-même avait choisi ses modèles, décrit de la main, en tout cas de la jeunesse, à quel bon vouloir justifier le choix ? Ce n'est, à dire vrai, pas elle qui s'y emploie. C'est François Mouriérier qui, dans sa préface, parle de « méditations biographiques ». Il juge qu'entre les quatre sujets retenus il y a une « unité profonde ». Mais il lui faut aussitôt ajouter : « quoiqu'un peu mystérieuse ». Et sur les sentiments qui « possèdent l'auteur à choisir ces hommes-là », il ne réclame que « des hypothèses d'ailleurs d'où il pour les formuler. Bien sûr les origines. Ce sont tous des provinciaux, des ruraux au

Un « Cahier de l'Hérne » sur Raymond Queneau

On ne se réjouira jamais assez de ce que met Raymond Queneau à sa « vraie place », une des toutes premières parmi les écrivains de ce siècle. Un gros « Cahier de l'Hérne », dirigé par André Berthelot, s'y emploie, avec sérieux, clarté et divertissement : la meilleure façon de parler de l'homme, de ses romans, de ses poèmes, de ses recherches linguistiques et sa vocation encyclopédique et philosophique.

On y trouvera quelques textes inédits ; les uns de la prime jeunesse, les autres de la maturité. Puis un ensemble critique, où figurent, parmi une vingtaine de fervents érudits, Gaston Ploin, Yvon Belloc, Claude Simonet, Georges Emmanuel Clancier, etc.) des témoignages, qui sont des lettres que Max lui adressa dans les années 30 aux moments de ses amitiés surréalistes, humoristes, pataphysiciens, réflexions d'écrivains étrangers sur la traduction de Queneau en leur langue, à quel il se sont essayés. Une bibliographie très détaillée et très précieuse complète ce bel ensemble.

★ Calvary de l'Hérne, 41, rue de Valenciennes, Paris, 75 F.

ECHOS ET NOUVELLES

Édition
— « COMPACT », le premier roman de Maurice Roche (1966), est réédité en format de poche avec une préface de Philippe Sollers, « la Douleur du nom », et une postface de Jean-Noël Vuarnet, « Échelle-art ». « Compact » : « Quel cirque ! écrit celui-ci. Un humour parfois proche de celui de l'Almanach Vermot », et, proche, en même temps, celui de Swift ou de Kafka, voire de celui de Sade. Trop drôles pour qu'on les dise tout à fait noirs : humour féroce, humeur constamment parodique, humour éternel. » (e 10-18, 185 p., 10,50 F.).

— LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE publient, dans une nouvelle version entièrement refaite, l'ouvrage déjà bien connu de Serge Moscovici : « La Psychanalyse », 512 pages, 82 F.).

Michel Déon au jury de l'Interallié
Le jury du prix Interallié a élu à l'unanimité Michel Déon successeur d'André Malraux. Ce dernier avait annoncé son intention de quitter ce jury peu après l'attribution du prix 1975 à l'Amant du poète, de Volodimir Lebedev (Grasset), alors que « Ciel de cendres », d'Alexandre Armand (Le Sagittaire) paraissait le favori. Depuis, Antoine Blondin avait confirmé, par une lettre au secrétaire général Roger Girou, sa volonté de démissionner, estimant que les autres membres du jury ont accepté à l'unanimité. Michel Déon avait été lauréat du prix en 1970 pour « Les Pénalités sauvages » (Gallimard).

seus profond : Vanban, le morvandiau, Olivier de Serres, en son Vivarais, Poussin, le Normand des Andelys, Vincent, le Lendais. Tous aussi sont des simples, proches de la terre mais aussi de ceux qui l'habitent. Autant dire, à leur époque, des solitaires.

Marthe de Fels associe son Vanban au clavier : « Servir ! C'est une bonne façon de frapper l'accord majeur. C'est signifier aussi qu'il y a non seulement chez ses héros dévouement, abnégation, mais aussi courage. Chez Vanban, ce courage va jusqu'au point d'aveu d'une situation fiscale qui vaut la disgrâce et consacre la solitude. Chez Olivier de Serres, c'est moins la fameuse culture du marier et les soins du cocon que la discrète mais très ferme entreprise de ce huguenot, homme de conscience, pour sortir des aléas de la guerre religieuse. Chez Poussin, l'antididactisme, c'est l'affirmation d'une personnalité par le refus des asservissements et des contraintes de la cour de Richelieu et de Louis XIII. Le courage de Vincent de Paul, tout le monde le connaît plus ou moins bien, plus ou moins mal.

C'est donc par leurs rapports avec les puissances de leur temps que ces « quatre messieurs de France » sont attachés. Marthe de Fels montre par exemple, et en insistant, qu'était Vanban par rapport à Louvois, toujours insaisissable, et comment le ministre, satisfait de l'ingénieur, lui fit comprendre sans douceur qu'il se prêtait à la confusion des genres après un « certain » *Mémoires pour le rappel des bagages*. Elle a d'ailleurs un faible pour Vanban, au point de recourir à l'emphase du vocatif pour une ultime adresse au « bideux ».

On voudrait malgré tout en savoir plus, et plus rigoureusement. Les échos du cœur de Marthe de Fels sont sincères. Ils sont exprimés avec l'élégance, le classicisme qui conviennent. Il arrive que des ouvertures soient décelables à elle seule. C'est en général que le compositeur a déjà montré sa capacité pour des œuvres complètes.

JEAN-MARC THÉOLÉRYE.

BALZAC A DÉCOUVERT

★ CÉSAR BIROTTEAU, d'honneur de Balzac, roman. Préface d'André Wormser, édition établie et annotée par S. de Sacy. Collection « Folio », éd. Gallimard, Paris, 141 pages, 9,75 F.

ON se rendrait aujourd'hui ridicule à découvrir que Balzac est notre plus grand romancier, et sans doute le plus grand de la littérature occidentale. Il reste, et cette fois sérieusement, à comprendre pourquoi. Et au fond à découvrir la Comédie humaine, si lourdement recouverte de sédiments universitaires et d'alluvions psychologiques qu'elle en étouffe. C'est à cette tâche au jour que procède une fois de plus, à grands coups de pioche dialectique, André Wormser, préfacier du *César Birotteau* de la collection « Folio ».

Nous sommes en 1820. Un industriel de la parfumerie tapageuse, par ailleurs parfait imbécile, a fait une très gentille fortune en vendant huit ou dix fois ce qu'ils lui coûtaient des fonds de teint, des savonnets mirifiques, des laits hydratants à base d'eau, des déodorants à l'inséparable et des champignons à dix cents sans qu'il n'ait rien fait. Il entreprend de tripler cette fortune en spéculant sur des terrains à bâtir ; est manœuvré et dupé par un notaire véreux et des banquiers réalistes ; tente de se tirer d'affaire en inondant la place de traites de cavalerie ; succombe et refait bien vite fortune en lançant une lotion cosmétique ou capillaire, dont il sait parfaitement l'inefficacité ; découvre, un peu tard, les vertus du « marketing » et la toute-puissance du bluff publicitaire. Ajoutez à cela que notre homme est chevalier de la Légion d'honneur, a ses entrées au « cabinet », et que son gendre et successeur sera millionnaire en France et au ministère de l'Industrie. 1820 ? Voire.

Balzac « visionnaire » ? Oui bien, si l'on veut dire par là qu'il n'a jamais su (d'écrire, mais en quelque sorte dans un état second, rien d'autre que la vérité la plus brute du capitalisme sauvage. « Il n'en finit pas de manger le morceau », écrit André Wormser. Si, sur sa tombe, Hugo le dira « de la forte race des écrivains révolutionnaires », si de Marx à Lukacs les révolutionnaires l'admirent, ce n'est pas à la suite de ce qu'il a écrit, mais parce qu'il a dit vrai et que « la vérité est révolutionnaire ».

Si vous aviez (ce n'est pas déshonorant) ne rien savoir du vrai Balzac, lisez avec application la préface de César Birotteau. Si vous croyez tout savoir de lui, lisez-la deux fois, et avec une double application. Et lisez le dossier Balzac-Birotteau, établi en fin de volume par S. de Sacy. Puis le roman. Vous découvrirez l'Amérique ; au prix d'un livre de poche, cela mérite le voyage.

JACQUES CELLARD.

CELLE QUI FUT L'AMAZONE

(Suite de la première page.)

A Lionne de Pougy succède Pauline Tami, qui deviendra, dans le monde des lettres, Renée Vivien. Aux débuts de « l'idylle saphique » succèdent d'autres débuts : on court d'un bout de l'Europe à l'autre, on se sépare, on se retrouve, on découvre de nouveaux lieux. Renée Vivien a du talent, mais elle est fascinée par la mort et se livre à cent ex c's, à des complications sentimentales dont témoigne son roman, « Une femme m'appartient ». Natalie y est Lorelei.

Les conquêtes de la « séductrice » étant innombrables, il serait vain d'entreprendre de les dénombrer. Jean Chalon lui-même, qui bénéficie de tant de confidences,

y renonce. Citons au passage, pour le plaisir de nos lecteurs, deux autres noms d'Oscar Wilde. Puis le très long roman d'Alexandre Brooks, peintre du gris et du noir. C'est en 1910 que Natalie Clifford Barney entreprend de séduire celui qui fut le maître à penser de cette époque : Remy de Gourmont.

Si vous aviez (ce n'est pas déshonorant) ne rien savoir du vrai Balzac, lisez avec application la préface de César Birotteau. Si vous croyez tout savoir de lui, lisez-la deux fois, et avec une double application. Et lisez le dossier Balzac-Birotteau, établi en fin de volume par S. de Sacy. Puis le roman. Vous découvrirez l'Amérique ; au prix d'un livre de poche, cela mérite le voyage.

JACQUES CELLARD.

RICHARD DEACON les services secrets chinois

Lorsqu'il voulut écrire une histoire des services secrets chinois, Richard Deacon n'eut d'autre ressource que de créer à son tour un mini-service d'espionnage : ce fut « l'opération Choucas ». Richard Deacon recueillit ainsi tous les renseignements qui lui permirent d'édifier une vue d'ensemble de l'action accomplie par les Chinois dans chacun des territoires où ils opèrent.

PLON



Maurice Pons romancier des « Saisons »

TANDIS que la collection Folio accueille Rosa, une « chronique » pimpante, drôle et tendre dont une critique chaleureuse avait salué la parution en 1967, Bourgeois réédite les *Saisons*, un autre livre de Maurice Pons, amiénois de deux ans à Rosa. Ce beau roman qui, avec une singulière liberté, mêle l'horreur, l'espoir et la dérision, traite sur le mode allégorique de cette recherche d'un « autre monde » qui est une des obsessions familiales de l'œuvre de Maurice Pons.

Rosa relate les curieux événements survenus au siècle dernier dans une principauté imaginaire. A Waspelham, ville de paraison, des militaires de tout grade disparaissent. Désertion ? Subversion ? L'enquête mène à une taverne et à la planquerie caverneuse, Rosa. Là se perd toute trace. A son insu, Rosa possède l'étrange pouvoir de faire accéder les plus malheureux des hommes à un fantasme « allégorique », où se peut-être la « vraie vie » : un univers où, moelleux et cède où l'on joue aux cartes en buvant du schnaps. Le bonheur et le plaisir !

Siméon l'étranger

Il n'y a pas dans les *Saisons* de ces passages de frontières que sont la douce Rosa ou l'inquiétante mademoiselle B... Siméon est seul pour chercher le bonheur et affronter la mort. Gravissant des montagnes à peine accessibles, il arrive à une vallée « presque au détour de la planète ». Là, dans un village d'une sauvage laideur, une trentaine d'habitants vivent parmi la cendre et la pourriture, se nourrissant de lentilles et d'alcool de lentilles. A la « saison pourrie » des plaines succède, quatre mois de gel bien. Habitable, ce monde ? Les villageois s'en « accommodent » avec une résignation hargneuse qui coupe de brusques éclats d'humour.

Quant à Siméon, cet « étranger » laid, hirsute, qui arrive la tête pleine d'images brillantes et tordues, il croit découvrir un « lieu de grâce et de merci ». Ce village a l'air d'un monde à l'envers, sur le « papier », qu'il apparaît dans son horizon, un livre qui « fera sortir tout le pus » du monde. Hélas ! Siméon, amoindri par des mutilations successives, se révèle incapable d'être ou de changer les saisons. Il communique pourtant son espoir insensé aux villageois qu'après le passage de deux mystérieux cavaliers, il entraine, misérable troupe, dans un monde exotique où il trouvera lui-même une mort violente.

« Les Saisons », dit Maurice Pons, « est celui de mes livres que je préfère. C'est un coup de génie, dans le genre et en même temps c'est merveilleux... J'avais d'abord écrit une nouvelle, la Vallée, puis cinq ans plus tard dans les « Lettres nouvelles », dont je suis reparti, en racontant le personnage de Siméon ».

MARION RENARD.

(1) Denoël. (2) Julliard. Grand Prix de la nouvelle 1955. (3) Julliard.

ÉDITIONS HALLIER 16, bd des Batignolles, 75017 Paris - Tél. : 522-39-92.

FRANÇOIS CHATELET LES ANNÉES DE DÉMOLITION

(roman)

FRANÇOIS COUPRY L'ANTI-ÉDITEUR

(roman)

MILLE PATTES SANS TÊTE

(roman)

Prix des Deux-Magots 1976

à paraître prochainement

ELISABETH HUPPERT L'HOMME-CHEWINGGUM ET LA FEMME-VENTRE

(roman)

JACK THIEULOY LA GESTE DE L'EMPLOYÉ

(roman)

Anti-Goncourt 1975

HUBERT JUIN.

★ PORTRAIT D'UNE SEDUCTRICE, par Jean Chalon. Éditions Stock, 255 pages, 12 F.

R. DAJOZ Précis d'écologie

édition entièrement refondue

DUNOD 96 F

ESSAI

Le « côté noir » du marxisme

(Suite de la page 13.)

En septembre 1939, alors que la Pologne était envahie, Molotov exprimait à l'ambassadeur du gouvernement de la Grande-Bretagne de déclarer la guerre au Reich. Là encore, c'est l'excès de rationalité qui explique Staline. Il n'arrivait pas à prêter aux autres des comportements irrationnels : pourquoi, en 1939, la France et la Grande-Bretagne iraient-elles faire la guerre, qu'elles avaient refusé de faire, à bien moindre prix, dix-huit mois plus tôt ? De même, pourquoi, en 1941, Hitler irait-il faire la guerre à l'U.R.S.S. alors que celle-ci lui fournissait déjà le pétrole

et le blé dont il avait besoin et qu'elle avait donné son accord pour partager le monde avec le Reich, l'Italie et le Japon ?

Laissons de côté ces aspects — secondaires, quoi qu'en pense sans doute l'auteur, du livre de Daix. La question fondamentale de son livre c'est celle qui sort de titre à son épilogue : « Marx est-il mort à Petrograd ? ». Pour lui, Marx a « le premier révélé l'importance de la révolution industrielle ». Mais il ne pouvait savoir que celle-ci n'était que la première, et, cédant à la tentation du prophétisme, il a « légué pour l'avenir ». De surcroît, le marxisme s'est incarné pour la première fois en Russie, pays arriéré s'il en

était, et c'est « le fond arriéré du marxisme qui a pris le dessus, tout ce qu'il charriait de surséance et d'irrationnel (...) ».

Faut-il désespérer ? Daix note justement que « le marxisme ne peut plus rien dire à partir du moment où il désigne en même temps l'involution de la Tchétchélovaquie et la résistance socialiste à la normalisation ». Il n'y a plus dès lors d'orthodoxie concevable. Aussi bien « les excels et les francs-tireurs », de Kautsky à Gramsci, refont-ils surface. « Marx est sorti de son sarcophage pour réintégrer l'histoire de la pensée humaine ». Le capitalisme étant de moins en moins capable d'assurer « la gestion rationnelle et humaine de la planète Terre », qui est « l'ultime du socialisme », il est indispensable, conclut l'auteur, d'étudier à fond le « côté noir du marxisme ». Ce n'est pas en jetant le manteau de Noé sur les drames du passé que l'on dissipera les inquiétudes de ceux qui s'interrogent pour l'avenir. C'est seulement en identifiant leurs causes que l'on empêchera leur retour.

ANDRÉ FONTAINE.

CORRESPONDANCE

GIBBON, PREMIER HISTORIEN « EUROPÉEN » OU ATLANTIQUE ?

M. Michel Baridon, maître de conférences à la faculté de Dijon, nous écrit :

Vous avez fait paraître dans votre numéro du 14 janvier un article signé de François Furet et consacré à Gibbon. Je voudrais faire à ce propos quelques remarques. Je passe sur des détails de pure érudition — Gibbon n'a publié en 1776 que son premier volume et non pas trois, le *Claustrophile*, Michelet a traduit Vico, les historiens des lumières ont moins « snobé » l'érudition que ne le disent leurs détracteurs, et comment les en blâmer quand on ignore soi-même l'existence d'une thèse récente sur « Gibbon et le mythe de Rome » dont on mexicusera de ne rien dire ici — pour en venir à des objections plus importantes ?

Pourquoi ce titre de « premier historien européen » ? Gibbon n'y a jamais aspiré ; il savait trop bien, et tous les historiens des idées avec lui, ce qu'il devait à Machiavel, à Montesquieu, à Hume, à Voltaire dans sa façon

de traiter des civilisations et dans le rapport qu'il établit entre chute de Rome et victoire du christianisme. Quant à « européen », il l'était, certes, mais il avait trop de sens historique pour se contenter d'un tel destin. Sachant que l'anglais se répandait aux Amériques, il comptait bien se faire lire sur deux continents. Peut-être, et cela se justifierait très bien si l'on pense que la grandeur de Gibbon fut d'anticiper Spengler, aurait-il fallu l'appeler le « premier historien atlantique » ? Voilà qui eût sonné.

En prenant soin de ne pas prendre pour argent comptant tout le « trésor de sagesse » que nous a légué Gibbon, nous pouvons reconnaître en lui un grand érudit qui a laissé l'histoire ecclésiastique — cela François Furet le voit très bien — un penseur qui a compris la lenteur et la vastité du temps historique, un moraliste d'autant plus profond qu'il était politiquement dépassé et l'un des grands écrivains du dix-huitième siècle.

LA CHINE

L'HONNÊTETÉ DE RENÉ DUMONT

La révolution « culturelle »

* CHINE, LA RÉVOLUTION CULTURELLE, de René Dumont, collection « Histoire immédiate ». Éditions du Seuil, 30 F.

L'AUTEUR définit son livre comme le récit d'un « modeste voyage en Chine en 1975 », qui lui a inspiré quelques réflexions. Banal, ce voyage au circuit comme toute tradition aurait pu l'être, et ce court essai n'apparaît que comme un livre de plus sur la Chine. Parce que l'auteur s'appelle René Dumont, il prend une tout autre valeur. René Dumont a passionnément étudié le sous-développement, cherché les moyens de lutter contre le faim et la misère. De plus, il en est à son troisième voyage en Chine populaire et à sa sixième enquête dans ce pays depuis 1929.

Exactitude et réserve

L'auteur de la Révolution dans les campagnes chinoises ne se cache pas les limites, imposées, de toute enquête en Chine et répond d'entrée de jeu à ceux qui opposeront telle statistique à telle donnée chiffrée : René Dumont a voulu être exact, mais ne prétend pas à l'objectivité, dont, au demeurant, seules se réclament les chapelles. Il s'est contenté d'être honnête avec ce qu'il a vu, ce qu'il lui a dit et qui semblait résister aux vérifications. C'est ce qui donne sans doute à ses observations recueillies dans les dix-huit communes populaires de Chine orientale (la Chine riche) leur intérêt. D'autant que la description est toujours assortie de rappels-clairs, de comparaisons avec les données rassemblées auparavant.

S'il ressort de cette nouvelle enquête une amélioration sensible entre 1964 et 1975 de l'hygiène et de l'éducation, la conquête essentielle, la plus originale peut-être, est la mai-

trise de la poussée démographique, qui approche de la « croissance zéro ». Conquête d'autant plus importante que le progrès agricole est presque exclusivement basé sur le rendement : une technologie intermédiaire qui permet de répondre aux besoins sans entrer dans le cycle de la mécanisation à outrance, source de dépendance de l'extérieur.

En plaçant en contrepoint le Bangladesh et l'Inde, René Dumont donne plus de relief encore aux réalisations chinoises. Mais il ne dissimule pas pour autant les réserves que lui inspire le « modèle chinois ». Il a, en effet, ses réserves, ses inégalités, notamment entre ville et campagne, savoir et pouvoir. Avancer en ce dernier domaine que « le commun des mortels doit ignorer pour ne pas

perdre la loi » est cependant peut-être hâti : René Dumont juge, en fait, la Chine comme la société la plus égalitaire du monde. Si l'expérience chinoise ne peut être ignorée, elle ne peut, estime René Dumont, être exportée, plaquée sur des réalités structurées par une histoire différente. Le « modèle chinois » est avant tout chinois, mais il peut être une source d'inspiration.

Livre léger et hâti, diront les spécialistes. Mais il apporte à ceux que l'expérience chinoise intéresse des éléments de réflexion. A un moment où, les chefs historiques disparaissant, la Chine se cherche, le livre de René Dumont la rend un peu moins lointaine.

PHILIPPE PONS.

UNE SENSIBILITÉ ITALIENNE

* LA CINA DELL'ULTIMO MAO, d'Alberto Cavallari. Ed. Garzanti, 266 pages, 4 200 lire.

ALBERTO CAVALLARI a parcouru récemment toute la Chine pour la Stampa, dont il est le correspondant à Paris. De son reportage, sensiblement enrichi et complété, il a fait ce livre, qui a toutes les qualités du genre : coup d'œil pénétrant et sans complaisance du touriste professionnel ; connaissance profonde de l'arrière-plan idéologique et historique, sans lequel rien n'est intelligible ; bonheur d'expression ; modestie, et surtout refus de tous les fanatismes qui accompagnent dans leur voyage en Chine tant d'intellectuels d'Occident.

Sortie de cette révolution

culturelle que Mao lui-même qualifie de « guerre civile », la Chine actuelle est à la fois dévastée et reconstruite par une tornade politique sans précédent : elle apparaît ici riche de son génie de « grande puissance pédagogique », reléguée par une sensibilité italienne mieux apte sans doute à en saisir les subtilités et à en démentir la casuistique de résonance presque vacillante. La verde et l'élegance du récit, sans cesse ancré dans une méditation sur le rapport de la démocratie au développement, qui se confond avec la capacité du parti à mobiliser et diriger la poussée spontanée des masses, rendent la lecture aussi plaisante qu'instructive et fastidieuse. — P.-J. F.

PETIT PRECIS DE L'ECONOMIE.

par la Deux Chevaux Citroën, (illustrations de Piem).

ACHAT : la 2 CV est, de loin, la moins chère des voitures françaises. Et même si vous ne pouvez pas l'acheter, vous pouvez quand même en disposer sans toucher à vos économies grâce à Ecoplan*.

ASSURANCE : la 2 CV en a beaucoup. Elle est toujours sûre d'elle. Sa légendaire suspension à interaction longitudinale lui permet de passer partout. Bien que la 2 CV soit décapotable, avec elle vous serez bien couverts. Même en « tous risques », avec la 2 CV, vous payerez le minimum.

AVARE : se dit d'une voiture qui a horreur du gaspillage. La 2 CV est un véritable « plan d'épargne » roulant qui fait tout pour votre intérêt. Elle est insensible au plaisir de l'essence et elle n'aime pas les matières grasses : son carter d'huile ne contient que 2,2 l (2 CV 4). Son moteur refroidi par air ne demande ni eau, ni antigel.

BOIRE : un vice que la 2 CV n'a pas : 2 CV 6 : 5,7 litres aux 100 km à 90 km/h (vitesse stabilisée).

FAUX FRAIS : avec sa robustesse légendaire la 2 CV limite les dépenses au maximum. Elle ne coûte que peu à l'entretien et a une santé de fer : allumage sans distributeur, pas de durites, pas de radiateur d'eau. C'est la simplicité même.

GOURMANDISE : voir boire.

REPARATIONS : comme toutes les voitures la 2 CV se froisse parfois. Mais on peut lui refaire le portrait sans que cela coûte les yeux de la tête. Une portière arrière coûte 142,85 F TVAC (Tarif au 19/1/76). Sans parler de tous les travaux que l'on peut faire soi-même.

VIGNETTE : la même que pour tout le monde, dans la même couleur sur le même papier, garantie par le Ministère des Finances mais au prix incroyable de 70 F.

OCCASION : chaque année les voitures perdent de leur valeur. Bon marché à l'achat, la 2 CV se revend cher d'occasion. Pour une raison bien simple c'est qu'on n'en trouve pratiquement pas.

* Location longue durée. Marque déposée.

CITROËN  préfère TOTAL

CITROËN  2 CV

هكذا من الأصل

A TRAVERS LES LIVRES

PUBLIÉE AUX ÉDITIONS DU CERF

La grande «somme» de Mao Tse-toung

* MAO TSE-TOUNG. Textes 1949-1958 : de la réforme agraire aux communes populaires. Éditions du Cerf, 612 pages, 35 F.

Le recueil officiel des œuvres choisies de Mao Tse-toung ne comporte encore que quatre tomes, dont le dernier, paru à Pékin en septembre 1960, se termine sur un texte du 30 août 1949. Très rares sont les écrits ultérieurs qui ont fait l'objet de publications officielles. Mais depuis la révolution culturelle, des pièces, recueillies licitement ou non, ont commencé à circuler clandestinement hors des frontières. Destinées, semble-t-il, initialement au personnel politique chinois ou à des organisations comme les gardes rouges, elles constituent quatre recueils dont la publication en français a été assurée en 1973-1974 par l'Institut de recherches sur les relations internationales de Taiwan. Deux de ces recueils avaient déjà été publiés en 1969 en traduction japonaise dans la revue « Chuo Kōron ».

Des promesses hardies

À l'extérieur de la Chine populaire, les exégètes ont trouvé dans ces documents, très généralement reçus comme authentiques, les sources maîtresses qui faisaient jusqu'à défaut pour l'étude de la pensée de Mao depuis 1949. Plusieurs anthologies en ont déjà été proposées au public occidental (1). Mais c'est que les Éditions du Cerf présentent maintenant en français un ouvrage plus ambitieux, puisqu'il s'agit de la traduction intégrale de tous les textes connus de Mao Tse-toung postérieurs à l'établissement de la République populaire. Le premier volume, seul sorti, porte sur la période 1949-1958. Cinquante-six textes ont été rassemblés, inédits ou déjà publiés à Pékin, qui représentent à peine le quart des écrits en circulation.

On reconnaît aux éditeurs et aux auteurs des traductions (anonymes) le mérite de s'être jetés dans une entreprise considérable et on ne les chicanera pas sur les quelques bavures que porte l'ouvrage. Dans l'état actuel d'une documentation qui provient pour ses neuf dixièmes de sources troubles, il convenait sans doute d'être plus rapide que méticuleux pour proposer au public un dossier capital sur l'idéologie du communisme chinois.

Cette idéologie, l'Institut de la Chine populaire la développe, la précise, la reprend, la corrige au fil de la pratique. Elle reste donc insaisissable des faits. Dans les textes qui jalonnent la transformation du régime de la « nouvelle démocratie » en régime socialiste, les grands thèmes sont ceux de la liquidation des contre-révolution-

naires, du développement des coopératives dans l'agriculture, de l'industrialisation progressive du commerce et de l'industrie, de la conversion des intellectuels.

On s'aperçoit que Mao Tse-toung n'envisage les aspects économiques que dans de larges perspectives où les difficultés s'effacent. Il avoue d'ailleurs que ces problèmes lui échappent (p. 109). A ceux qui jugent insuffisantes les bases matérielles du collectivisme, il répond non par des analyses économiques, mais par des promesses hardies, à échéance de trois ou quatre plans quinquennaux, pour stimuler les « expériences avancées ». Celles-ci sont rectifiées ou élargies moins en fonction des résultats obtenus dans la production, que selon leur acceptation ou leur rejet par le corps social. Ces symptômes de rejet ou d'acceptation commandent les campagnes politiques plus ou moins violentes dans lesquelles se poursuit la lutte des classes. C'est surtout dans la conduite de cette lutte, d'autant plus aiguë que l'infrastructure de la société nouvelle manque de stabilité, que le chef de l'État et du parti manifeste un extraordinaire sens politique.

«Une importante force de travail»

Dans la période considérée, la plus marquante des campagnes fut celle des « Cent Fleurs ». Le discours qui lance la formule, le 25 janvier 1956, n'est toujours pas connu. Des inédits de 1957 touchent pourtant au sujet. Il semble en ressortir qu'il y eut plutôt surprise devant l'importance de l'opposition que véritable piège, comme on l'a cru parfois.

A ce célèbre texte s'ajoutent deux morceaux des plus significatifs pour la dialectique de Mao : l'exposé sur les « dix grands rapports » (25 avril 1956) et une série de propositions non datées, qui paraissent avoir été rédigées vers 1958-1959 (pp. 524-564). Celles-ci sont remarquables par ce qu'elles empruntent à la vieille dialectique chinoise du renversement des contraires. Et Mao se soucie peu des condamnations contenues dans le « Dictionnaire abrégé de philosophie soviétique » (p. 529).

Deux courts inédits retiennent, d'autre part, l'attention : les textes de 1951 sur la répression (pages 45-51), qui jettent une ombre pesante sur le côté le plus secret du régime. Ils exposent une conception du système pénitentiaire fondée sur « l'importante force de travail » que constitue « le grand nombre des criminels qu'il faut condamner aux travaux forcés » (2). N'est-ce pas ramener l'organisation pénale au stade de l'esclavagisme,



* Dessin de Levine. Copyright New-York book review, Opere mundi.

puisque, au dire de Li Yü-neng, l'esclavage serait né, dans la société chinoise archaïque, de la violence attribuée au travail des prisonniers ?

Le «bureaucratisme»

Dans bien des passages, Mao Tse-toung ironise sur le bureaucratisme, par exemple, dans son discours à la conférence de Nanjing (1958). Il n'est d'ailleurs guère de sujets, politiques ou non, qui ne suscitent de sa part des directives, ou ne lui inspirent des réflexions. Pour aider le lecteur à mieux saisir le sens et la portée de ces discours ininterrompus, une chronologie bien faite, un utile lexique des expressions stéréotypées et un index des noms de personnes ont été ajoutés aux traductions.

Reste la question importante de la fidélité des inédits, même si leur authenticité est admise. Les originaux chinois sont parfois surmontés d'une mention indiquant qu'il s'agit de notes prises par des secrétaires. Plusieurs textes donnent d'ailleurs l'impression d'improvisations verbales transcrites au vol ou à partir d'enregistrements. Dans ces documents bruts tout n'est pas toujours clair. Les noms de personnes sont souvent caviardés, des allusions restent insaisissables, certains passages sont confus. Peut-être leur publication hâtera-t-elle l'édition officielle d'une version révisée par Mao Tse-toung lui-même, laquelle n'en donnera pas, cependant, une version d'importantes rectifications. Les textes aujourd'hui publiés n'en perdent pas leur intérêt, bien au contraire.

LEON VANDERMEERSCH.

(1) En anglais celle de Stuart Holman (Penguin 1974) ; en allemand celle d'Helmut Martin, traduite sous le titre le Grand Livre rouge (Fischer 1975) ; en français celle de Xu Chi-jun, Mao Tse-toung et la construction du socialisme (Le Seuil, cf. le Monde du 12 février 1975).
(2) Et non pas « le grand nombre de criminels emprisonnés qui attendent d'être jugés », comme il est traduit page 45.

Dans l'entrelacs des services secrets

* LES SERVICES SECRETS CHINOIS, de Richard Deacon. Flon, trad. de l'anglais par Marie-Alyx Revella. 328 pages, 38 F.

CONTRAIREMENT à leurs homologues américains et soviétiques, les services secrets chinois font relativement peu parler d'eux. Il est vrai que leurs agents sont assez discrets et que les détracteurs sont rares. Aussi, pour retracer l'histoire de l'espionnage en Chine, et surtout ses développements récents (jusqu'en 1974), Richard Deacon affirme-t-il qu'il a dû procéder à une longue enquête. Auteur d'ouvrages sur les services secrets britanniques et soviétiques, il a cherché encore une fois à écrire un livre d'histoire comme un roman d'espionnage. Le récit y gagne certes en couleur, mais l'ouvrage y perd peut-être en rigueur.

Deacon met d'abord en scène des personnages. Comme Agnes Smedley, communiste américaine, mêlée à l'enlèvement de Tchang Kai-shek en 1937, agent du réseau Sorge mais travaillant en même temps pour les communistes chinois et en contact direct avec Chin Teh (l'actuel président de l'Assemblée nationale chinoise). Comme Tai Li, le chef des services secrets du Kuomintang ; ou encore Kang Shen, l'énigmatique maître d'œuvre du réseau communiste. Enfin, comme le Japonais Kin-kazu Saloni, prince et communiste, probablement mêlé au réseau Sorge, puis représentant officieux de Tokyo auprès des Chinois jusqu'en 1970.

L'époque la plus fascinante décrite par Deacon est sans doute celle qui précède la seconde guerre mondiale : ballet de réseaux, les services des grandes puissances s'entrecroisent et se recoupent avec ceux de Tchang Kai-shek et de Mao.

Des réseaux mis en place par Tchang Kai-shek, aux États-Unis par exemple, vont servir de base dans certains cas à ceux de Mao lorsque le Kuomintang s'effondrera. C'est aussi par un agent infiltré dans le réseau de Tai Li que Kang Chen apprendra que les États-Unis fabriquent une bombe atomique. L'exploit le plus remarquable des services de renseignements communistes sera de mettre tout en œuvre non seulement pour faire revenir des savants chinois des États-Unis mais aussi pour obtenir les informations qui permettront à la Chine de fabriquer sa propre bombe.

Deacon note que les Chinois ont de l'espionnage une conception différente de celle des Soviétiques, dont ils trouvent les méthodes chères, maladroites et dépassées. Ils commencent par chercher, souvent par le biais de l'Agence Chine nouvelle, avancée Deacon, l'information que chacun peut se procurer. Par une série de recoupements, ils arrivent à des conclusions. Laborieux, ce travail permet cependant en 1973 de révéler le nom de deux chefs des services de renseignements britanniques. Les services secrets chinois ont évidemment des rôles plus actifs dans le soutien aux guérillas, en Asie du Sud-Est notamment.

Depuis la guerre de Corée, Pékin a étendu ses réseaux aux quatre continents. Hongkong est toujours une plaque tournante, mais perd de son importance au fur et à mesure que les réseaux se renforcent à Berlin, Vienne, New-York ou Paris. La base du réseau est la diaspora chinoise à travers le monde.

Le développement majeur, ces dernières années, des services de renseignements chinois est dû à la consolidation de leurs liens avec les services américains pour l'échange des informations (selon Deacon, un accord semblable existerait avec la France). La cible : l'Union soviétique. C'est grâce à eux que la campagne du K.G.B. qui passait à la C.I.A. des documents contre Khrushchev fut sabotée : les Chinois prouvèrent la fausseté des accusations contre le secrétaire d'État.

Ph. P.

Michel CLEVENOT

APPROCHES MATÉRIALISTES DE LA BIBLE

un ouvrage d'initiation, écrit à l'intention des non-spécialistes et qui utilise la méthode mise au point par F.Belo dans sa : *Lecture matérialiste de l'Evangile de Marc*.

196 pages

29 F

CERF

(Publié par)

Chez les éditeurs Soldes ou pilon !

Mayence, Allemagne, 1465. Gutenberg et son associé Brecher, qui escomptaient le plus grand succès auprès du public pour des livres imprimés selon leur nouveau procédé, sont terriblement déçus. La clientèle s'est totalement dérobée et leur établissement d'imprimerie a fait faillite. Les deux éditeurs ont été incapables de rembourser l'emprunt important que leur avait consenti l'Autriche ecclésiastique, — pas plus que celui qu'ils avaient contracté auprès de Johann Faust. Ce dernier a fait saisir à son profit tout le matériel ainsi que le fonds d'édition qu'il entend désormais exploiter lui-même afin de rentrer dans ses 800 florins. Grâce au procédé de Gutenberg, imprimer des livres est maintenant chose facile, mais en trouver la vente constitue un tout autre problème.

Cet article est paru dans l'un des 53 numéros du JOURNAL DU MONDE.

(éditions de nos)

Ce livre raconte 20 siècles d'histoire à la «une» de votre journal - 1 vol. gd format 58 F

NOTES DE LECTURE

* LE SYSTÈME POLITIQUE CHINOIS DANS LE MOUVEMENT D'ÉDUCATION SOCIALISTE 1952-1956, d'Yves Viltard. Presses universitaires de France, 83 pages, 25 F.

LES nombreux ouvrages sur l'histoire récente de la Chine ont été davantage des chroniques de luttes qu'une analyse du système politique et de son fonctionnement. Yves Viltard au contraire étudie les relations entre les différents acteurs de la société. Il a privilégié une période : le mouvement d'éducation socialiste (1952-1956). Pour deux raisons : l'unité fondamentale de cette période et la relative abondance des documents qui la concernent.

Le mouvement d'éducation socialiste apparaît comme une veillée d'armes de la révolution culturelle. Il vise, en effet, ceux qui, à des postes de direction, sont engagés dans la voie capitaliste. Avec une méthodologie rigoureuse, Viltard met en lumière les rouages essentiels d'un système qui, s'il détermine les orientations politiques, est aussi transformé par l'action des acteurs de la société.

* LA RÉVOLUTION CULTURELLE EN CHINE, d'Alain Roux. Presses universitaires de France, 168 pages, 25 F.

ALAIN ROUX entend replacer la révolution culturelle, ses objectifs et ses étapes, dans l'histoire de la Chine socialiste. Présentée avec clarté, étayée par des documents significatifs sinon inédits, son étude permet un survol rapide de la période. Mais les réflexions que la révolution culturelle lui inspire sont quelque peu somnambules : « L'idéologie devient l'opium qui endort les souffrances ». Légère également son hypothèse d'un marxisme sinisé. Qu'est-ce que cela veut dire ? Où est le marxisme à l'état pur sinon dans la tête de Marx ? Et qu'est-ce que « marxisme pur » face aux impératifs du réel ? Alain Roux a voulu nuancer les thèses du P.C.F. sur la Chine. Mais entre le dogme et le « sacrilège » son essai d'interprétation n'est pas convaincant.

* LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA CHINE, de Catherine Quimain. Maspéro, 1975, 284 pages, 35 F.

ANNONÇANT d'entrée de jeu qu'elle se situe dans l'espace théorique du marxisme-léninisme, Catherine Quimain entend appréhender la politique extérieure chinoise dans ses rapports avec l'internationalisme prolétarien. À partir des concepts fondamentaux de Marx et d'Engels, elle arrive aux analyses chinoises les plus récentes. Remplacer l'actualité dans l'histoire est toujours un projet séduisant, mais le regard amical de l'auteur manque de distance. Relire *Pékin information* est certes instructif, mais ne permet pas toujours de comprendre les ambiguïtés d'une politique, voire ses « ratés ». Le livre reste un ouvrage de référence pour les thèses officielles chinoises. — Ph. P.

J. HADAMARD
Essai
sur la psychologie
de l'invention
dans le domaine
mathématique
Coll. « Discours
de la méthode »
GAUTHIER-VILLARS 26 F

A PARIS
UN NOUVEAU ÉDITEUR
sur la rive gauche
LA PENSÉE
UNIVERSELLE
recherche d'urgence
POUR CRÉATION ET LANCEMENT
DE NOUVELLES COLLECTIONS
• Manuscrits inédits de romans, poésies, essais, théâtre, prendront sous contrat auteurs livres de valeur
"conditions d'adhésion fixées par contrat. Notre contact habituel est défini par l'article 49 de la Loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire."
Adressez manuscrits et C.V. à :
M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE "LA PENSÉE UNIVERSELLE"
3 bis, Quai aux Fleurs, 75004 PARIS
Tél. : 325.85.44

AM

80.000 ex.
en 15 jours.

Pierre Vianson-Ponté

Lettre ouverte
aux hommes politiques

à Valéry Giscard d'Estaing,
François Mitterrand, Jacques Chirac, Georges Marchais,
Michel Poniatowski, Pierre Mendès-France,
Michel Debré et Michel Rocard.

"Brillant, bourré d'anecdotes, allusif, suggestif, il démonte l'horlogerie cachée de la société politique". Alain Peyrefitte / *LES NOUVELLES LITTÉRAIRES*

"Le pamphletaire est en même temps un portraitiste moral à l'œil aiguisé meurtrier, parfaitement renseigné et le coup de patte rapide. Une plume primesautière qui poursuit sur le mode cinglant sa recherche obstinée de la pureté publique et de la vérité morale. Deux vertus rares, l'honnêteté et le talent". Jean d'Ormesson / *LE FIGARO*

"Le meilleur livre de l'année sur la politique française". Bernard Pivot / *APOSTROPHES*

"C'est le livre le plus vif, le plus vrai, le plus séduisant de tous ceux qui ont été consacrés depuis quelques années à nos hommes publics". Jean-Pierre Elkabbach / *FRANCE-INTER*

"Ce livre si vivant et franc contient tout ce que les journalistes disent entre eux mais, par prudence, n'écrivent jamais". Ivan Leval / *EUROPE 1*

"Il gagne en jouant à tous les coups la vérité. Tout son art consiste à concilier la verve et la retenue". Romain Gary / *LE MONDE*

"Délicieuses épîtres". Jean-Michel Royer / *LE POINT*

"Qualité de l'écriture. Qualité de l'information. Qualité du comportement". Dominique Jamet / *L'AURORA*

"Cette « Lettre ouverte » fera le bonheur ou la fureur des antichambres, les délices des dîners en ville". André Ribaud / *LE CANARD ENCHAÎNÉ*

ALBIN MICHEL

RADIO-TÉLÉVISION

Ce que parler veut dire

Pourquoi cet exode massif d'Antenne II vers la principauté de Monaco ? A cause du Festival de Monte-Carlo, manifestation au demeurant patronnée par un journal spécialisé ? Curieux tout de même. Pour une émission ou deux à la rigueur, on comprendrait, mais là, franchement, on ne voit pas. Surtout que ce témoignage d'intérêt aboulit à présenter comme un tour de force, attention mesdames, messieurs, vous allez assister à un exploit unique dans les annales de la presse, le fait d'avoir réussi à interviewer l'homme le plus interviewé du monde, S.A.S. le prince Rainier III. Il fallait entendre Jean-Marie Cavada arracher à l'invité d'honneur de « C'est à dire » des confidences fracassantes sur son emploi du temps, partagé, tenez-vous bien, entre la vie de famille, le courrier et les entres du gouvernement. Je sais, Monseigneur, que vous avez horreur des questions indiscretées. Mais d'où vient que vous aimez les bêtes ? Et peut-

on vous demander de quoi vit Monaco ? De la promotion immobilière ou des transactions financières ? Des deux ! Vous m'en direz tant.

Nosant sans doute pousser plus avant un entretien aussi explosif, le meneur de jeu a fini, grâce à Dieu, par céder le micro à MM. Malingoud et Moynot, qui avaient fait le voyage pour discuter de l'indice des prix, version INSEE et version C.G.T. Le sujet évidemment intéressait au premier chef les télécansommateurs que nous sommes.

Beaucoup trop court — le temps manquant, forcément, — ce dialogue, mené, nous a-t-il semblé, en toute bonne foi, de part et d'autre, mais qui a souvent tourné à la cacophonie, doit absolument reprendre à l'écran (lire page 28).

Pauvre public. Sans cesse sondé, confiné, qui se déclare, après l'IFOP, persuadé, à 88 %, que l'on montre trop de violence à la télévision et que cette

violence exerce une influence directe sur la criminalité. On a encore essayé de lui faire dire ce que l'on voulait entendre en envoyant une équipe à Montaillo, ce petit village de l'arrière, objet d'une étude d'Emmanuel Le Roy Ladurie. Et d'abord que, dans leur solitude maudite par la seule récepteur, les habitants — ils ne sont plus qu'une vingtaine — regrettaient les « lites » et les « villes » d'antan, qu'ils avaient perdu au change. Pas du tout, ils estiment y avoir gagné une nouvelle ouverture sur le monde. Et ensuite, que les bagarres, tueries et autres chasses à l'homme diffusées à l'antenne n'avaient aucun effet sur les jeunes. Pardon, — ça leur fait du mal, ça les rend mécontents. Voilà bien les reproches d'un instrument utile et dangereux. Au lieu d'essayer de l'améliorer, ils préfèrent ou l'accuser en bloc ou l'examiner dans le détail. La politique de l'autruche, ça même à quoi ?

CLAUDE SARRAUTE.

VENDREDI 20 FÉVRIER

— M.M. Jacques Médéric, secrétaire d'Etat au tourisme, et Jean-Pierre Cot, député de la Savoie (25), sont interrogés à propos du tourisme, sur Radio-Monte-Carlo, à 13 heures.

— Les jeunes radicaux de gauche expriment leur opinion à la « Tribune libre » de FR 3.

TRIBUNES ET DÉBATS

SAMEDI 21 FÉVRIER

— M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat, ministre de la Justice, est invité de France-Inter, à 13 heures.

— M. René Lenoir, secrétaire d'Etat à l'action sociale, répond

aux questions d'Étienne Vida sur Radio-Monte-Carlo, à 14 heures.

DIMANCHE 22 FÉVRIER

— Mme Anne-Marie Fritsch, députée de la Moselle (réformateur) et vice-présidente du parti radical, relance sa carrière de « Cadeau de la politique » sur Antenne 2, à 22 h. 35.

JEUDI 19 FÉVRIER

CHAÎNE I : TF1

20 h. 30. Magazine d'actualité : L'événement. Invité : M. Jacques Chirac.

22 h. Série : Baretta, 22 h. 50. Allons au cinéma, 23 h. 20. Journal.

CHAÎNE II : A2

20 h. 30. Représentation dramatique : Christophe Colomb, de P. Claudel, musique de D. Milhaud, mise en scène, J.-L. Barrault avec M. Renaud, J.-L. Barrault, R. Terzieff, réal. J.-P. Carrère.

22 h. Vous avez dit bizarre, de M. Lancelot, 23 h. 15. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30 (R.). Un film, un auteur : « Cette

terre qui est mienne », de H. King (1959), avec R. Hudson, J. Simmons, D. McGuire, Cl. Rains. Dans les années 20, un vieux vigneron de Californie refuse de vendre son royaume aux trafiquants d'alcool. Son petit-fils, mécontent de l'attitude de son grand-père, s'oppose à lui. La chronique d'une « grande famille » créée de manière académique.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poesie, 20 h. 30. Hommage à Claude-André Pigeat, par M. Strauss : « Un nommé Judas », avec F. Périer, D. Ivernel, E. Legendre, 22 h. 35. Entretiens avec G. Perros, 23 h. De la nuit, 23 h. 50. Poesie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Concert Bernstein, par l'Orch. philh. national de Hongrie, dir. J. Frensch. : « Sérénade d'après le ballet de Platon pour violon solo, cordes, harpes et percussions » ; Symphonie n° 2 pour piano et orchestre « The Age of Anxiety » ; « Candide », ouverture, avec R. Star, violoniste, et L. Ranki, pianiste.

VENDREDI 20 FÉVRIER

CHAÎNE I : TF1

De 12 h. 15 à 20 h., Programme varié avec, à 18 h., Pour les jeunes.

20 h. 30. Au théâtre ce soir : « José », de Michel Duran, avec Ch. Alers, J. Jehanneuf, C. Cellier.

Les enfants de cœur d'un auteur de chansons d'un interprète-joueur des chansons d'un joueur de rugby, de sa femme, et de la petite Albin, qui fait des rêves.

22 h. 35. Humour : L'actualité (le Trou), de Jean Duché, 23 h. 55. Journal.

CHAÎNE II : A2

De 14 h. 30 à 20 h., Programme ininterrompu avec, à 17 h. 30, Fanfare sur...

20 h. 30. Feuilleton : Molière, de G. de Bosio, avec B. Lancaster, A. Quayle, I. Thulin.

21 h. 30. Émission littéraire, Apostrophes : L'amour romantique, 22 h. 35 (R.), Ciné-club : Les Châli mille doigts du docteur T., de R. Rowland (1983).

SAMEDI 21 FÉVRIER

CHAÎNE I : TF1

De 11 h. 55 à 20 h., Programme ininterrompu avec, à 14 h. 35, Samedi est à vous.

20 h. 30. Variétés : Numéro un (Charles Aznavour), de M. et C. Carpentier, 21 h. 30. Feuilleton : Grand-père Vikius, 22 h. 30. Boxe : Championnat du monde poids lourds Clay-Cooper, 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE II : A2

De 12 h. 10 à 20 h., Programme ininterrompu avec, à 15 h., les championnats d'Europe d'athlétisme et, à 18 h., le match de rugby : Irlande-Fays de Galles.

20 h. 30. Coupe des champions du jeu « Des chiffres et des lettres », 21 h. 30. Concours de films super-8 par les téléspectateurs, 21 h. 45. Dix de der, 23 h. 15. Journal.

DIMANCHE 22 FÉVRIER

CHAÎNE I : TF1

De 9 h. 15 à 20 h., Programme ininterrompu avec, à 17 h. 10, un télé-film : « Sky Heist ».

20 h. 30. Film : « La Scoumoune », de J. Giovannini (1972), avec J.-P. Belmondo, Cl. Cardinale, de Marseille 1934 à Pigalle 1948, en passant par quelques années de prison, la carrière d'un truand surnommé « Porte-poisse » et fidèle à l'antidote.

22 h. 20. La leçon de musique : Michel Corboz, 23 h. 15. Journal.

CHAÎNE II : A2

De 10 h. à 20 h., Programme ininterrompu avec, à 13 h. 30, un télé-film : « Les Pionniers », 19 h. 30. Variétés : Système 2 (Reprise à 20 h. 30).

21 h. 40 (R.). Série : Les brigades du Tigre, 22 h. 35. Portrait : Les cadets de la politique. (Voir « Tribunes et débats »)

23 h. 5. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30 (R.). Film : « Yvette », d'après Guy de Maupassant, adapt. Armand Lanoux, réal. J.-P. Marchand, avec F. Dougnac.

Les jeux de l'amour vus par Maupassant, 22 h. 15. Journal.

FRANCE-CULTURE

14 h. 5. Samedi de France-Culture : « Khrouchtchev » ; 20 h. 30. « Chatterbox », d'A. de Vigny, avec F. Marthuret, G. Darrieu, L. Lemerrier, Réalisation E. Cramer, 22 h. Ad (R), par M. de Bréville, 22 h. 35. « La Fugue du samedi ou mi-fugue, mi-râle », divertissement de J. Chouquet, 23 h. 50. Poesie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Perspectives du XX^e siècle... Autour de François-Bernard Mache, 23 h. Vieilles dînes.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Essai : « La Famille de mon frère », de C. Padis.

21 h. 45. Actualité cinématographique : Le masque et la plume, 22 h. 40. Journal.

FRANCE-CULTURE

14 h. 5. La Comédie-Française présente : « Hommage à Jean Cocteau » ; 20 h. 30. Atelier de création : « Marcher, danser, passer, partir », par Marguerite Duras, R. Farabet et J.-L. Rivière, 23 h. Black and blue, 23 h. 50. Poesie.

FRANCE-MUSIQUE

14 h. La tribune des critiques de disques : « Préludes » (Chopin) ; 20 h. 15. Nouveaux talents, première édition : « Chœurs d'enfants », par l'Ensemble Zoltan Kodaly, de Budapest, direction : Andor, et la Mécénat de Louvain, direction K. Aerts, 21 h. Échanges internationaux de Radio-France : Orchestre de chambre de Stuttgart, direction K. Münchinger, avec G. Dreyer, violon, R. Dorn et V. Freiwald, flûte ; G. Bach, clavier ; « Concertos brandebourgeois n° 1 et 4, en ré mineur pour clavier et cordes » ; « Fugue en sol mineur » (Bach), 23 h. Cycle Brahms, 24 h. Concert extra-européen : 1 h. 15, Trêve.

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre

« DIVINES PAROLES » à Chaillot

Divines Paroles, de Valle Inclán, raconte les hommes malmenés par la misère, éperdus, pareils à un troupeau de bœufs dont la ligne est rompue. Ce sont des insectes que nous montre la misère en scène de Victor Garcia. Des insectes dispersés, tendant fébrilement vainement à se regrouper, à retrouver le sens de leur marche, cellule mutilée qui cherche à se reconstituer.

Nous, ce géant penché sur une falaise de la terre, nous les voyons de haut. La pente raide des gradins domine la scène posée au ras du sol. L'encadrement des passereaux métalliques à disparu, le mur du fond est noir. Garcia utilise, accuse les dimensions de la salle, l'ampleur de son volume, et son silence mal que battant, déchirent les mots espagnols. Le spectacle s'élève, comme une architecture sonore, dans un espace à la fois abstrait et charnel. Sur le plancher désertique, des falaises de lumière se croisent pour trapper des corps aveugles, désolés, se perdant dans l'obscurité, oblongues, circulaires, ossa fallacieux, mirage de liberté. Des organes silencieux glissent, assésent l'espace, le divisent, traçant des chemins qui se défont : des organes espagnols dont les tuyaux sont transpercés, dans une perpétuelle agression, par des embouchures de trompettes. Ils sont fixés sur des potences, leurs sommets disposés en obliques, coupés de bas en haut, menaçants, se relevant, orgueilleux. Ils sont fusils, colonnes d'église, barreaux de cage.

Garcia tourne le dos au naturalisme, se dépose de son habituel délire baroque avec ses incessants feux d'artifices de couleurs

et de mouvements. Ou plutôt, il le concentre, en présente les lignes épurées. Il n'y a rien d'autre que le bois, les reflets sombres du cultre, des tissus terreux sur les peaux blêmes. Rien d'autre qu'une géométrie dialoguée qui se met en place et se transforme à coups d'ombre et de clarté. Elle n'illustre pas les lieux, mais des moments, des états de passion, d'angoisse, de fureur, de détresse. Les objets, les corps prennent en charge l'essentiel du récit, d'autant plus que les acteurs parlent espagnol. Mais surtout, ils parlent avec leurs gestes larges, précis, décalés comme dans une peinture du Gréco, avec leurs démarches d'animaux lourds, avec la tension de leurs nerfs.

Les péripéties abominables de la pièce passent au second plan : l'histoire de l'enfant idiot, exhibé pour ramasser quelques sous sur un vieux harmonium transformé en carrosse, et qui meurt, et que l'on se dispute comme un héritage fabuleux. L'histoire de Maria Galla, qui croit trouver sa liberté dans le plaisir adultère, et finit prisonnière des superstitions religieuses. Peu importe de ne pas savoir qui est la femme, qui est le sœur, peu importe de ne pas savoir l'espagnol. Nous assistons à l'existence bouleversée de ces insectes misérables qui n'ont plus rien à perdre, se cherchent avec rage, se rejoignent, se déchirent.

Le prix Arthur-Honegger vient d'être décerné à deux jeunes compositeurs français, Alain Louvier et Paul Méfano. L'un montant de 20 000 francs, ce prix international est attribué tous les deux ans par la Fondation de France.

Nous écoutons la musique des voix rauques, les bourdonnements de guêpe en essaim qui accompagnent leurs chocs et leurs peurs ; les couronnements grêles de l'enfant idiot qui carresse au chair du bonheur. Nous suivons les soubresauts désordonnés des consciences à éclipses, leurs éclairs de lucidité désespérée, leurs espoirs aveugles, la marche sans recours de ceux dont le sort est trop dur pour qu'ils supportent de le juger, qui se réignent dans l'obscurantisme, se soumettent à l'autorité d'un pouvoir lointain dont ils ne comprennent pas le sens. Ces Divines Paroles, mises en scène par Garcia, sont un appel farouche à la conscience sans laquelle toute lutte est vaine.

Le spectacle commence presque doucement, lentement, la fosse entre les gradins et la scène oblige à un effort d'attention — et jette un flot régulier de tableaux extraordinairement simples et splendides : la rencontre de Maria Galla et de Septimo, un groupe de femmes ralleuses, deux hommes chevauchant un tonneau, l'enfant mort dans les bras de Maria Galla, piété d'une douleur tenaillante, l'ascension de Maria Galla, une belle, perdue au sommet d'un long filon oblique... Et puis, il y a Maria Espert, avec l'innocence de sa tendresse sauvage, avec sa noblesse, son étonnante puissance dramatique. Et les vingt comédiens et comédiennes de sa compagnie qui prennent, sans un moment de faiblesse, possession du plateau et de la salle. Enfin du théâtre à Chaillot : un des plus beaux spectacles de Victor Garcia, un spectacle qui fait recevoir comme un chant grave, comme un cri.

COLETTE GODARD.

★ Théâtre national de Chaillot, grande salle, 20 h. 30.

6-7-8-9-14-21 mars 1976
PALAIS DES CONGRÈS
JACQUES DUCHESNE
FESTIVAL DE LA CHANSON FRANCOPHONE
25 VEDÉTTES DONT
J. BÉCO (n° 6), G. LENORMAN (n° 7), DAUDA (n° 21)
FESTIVAL INTERNATIONAL DU SON 1976
C. SAUVAGE (n° 8), A. STIVELL (n° 9), N. CROISILLE (n° 14)

SADIMONT Champ-Elyées • SAUMONT Montcalm • MONTFARASSE Pothé
RAUTTEVILLE • SAUMONT Courmoulin

GAUMONT DISTRIBUTION présente
LE MESSIE
ROBERTO ROSSELLINI
Je suis venu apporter l'incendie sur la terre.
JACQUES LUCRÉTI

EAU MINÉRALE NATURELLE GAZEUSE
bassin de Vichy
Saint-Yorre
RÉGULARISE L'ACTIVITÉ HÉPATO-BILIAIRE

ORCHESTRE DE PARIS
SOCIÉTÉ DES CONCERTS DU CONSERVATOIRE DANIEL
BARENBOIM
ISAAC STERN
MOZART
Symphonie n° 25, K. 281
SAINT-SAËNS
Concerto n° 3 pour violon
LUTOSLAWSKI
Concerto pour orchestre
PALAIS DES CONGRÈS
Jeu 4 mars, 20 h. 30
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Samedi 6 mars, 18 h.
Location : 77 26 26
et Palais des Congrès

LA CHINE
India Song
SILENCE - ORGANES
الزنجبيل
EL CHERGUI
ou le silence violent

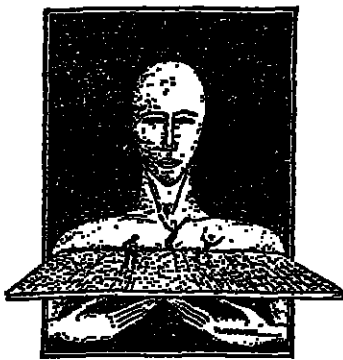
DOM JUAN
DE MOULDER
Dans le style de la farce et du théâtre de l'ère, le procès de l'hypermétrie et de la superstition. Une violente tribune où se succèdent DOM JUAN, héros de la littérature, et SCANDALE, héros de la réaction et du conformisme.
Compagnie MORIN - THÉÂTREMAN
Cité Universitaire - 589.58.59

AGIRRE
LA COLÈRE DE DIEU
de Werner Herzog
mer. 20h-ven. 22h-sam. 16h
IL ÉTAIT UNE FOIS
UN MERLE CHANTEUR
d'Ugo Basso
mer. 22h-ven. 20h-sam. 16h
PROFESSION REPORTER
de Michelangelo Antonioni
jeu. 20h-sam. 22h-dim. 16h
HISTOIRE DE PAUL
de René Fariol
jeu. 22h-ven. 20h-dim. 15h

théâtre de la commune

ARTS ET SPECTACLES

Culture



Dans les théâtres d'Aubervilliers

Comme d'autres théâtres étendent leurs activités à la danse ou à l'art lyrique, le Centre dramatique national d'Aubervilliers — Théâtre de la Commune — entreprend de développer un secteur auquel il a toujours porté une attention particulière : le cinéma. Le 18 février, « Agnès, la colombe de Dieu », a inauguré sa nouvelle salle, le Studio, où sera assurée une programmation commerciale de type art et essai. Outre l'illustration par deux films hebdomadaires d'un thème différent chaque mois, elle comprendra des projections pour les jeunes, soit le mercredi, soit pendant les heures de classe, en relation avec les enseignants. Une cinémathèque, des ateliers à vocation pédagogique et l'organisation de ciné-clubs animés par les associations locales constitueront les activités non commerciales du Studio.

L'ouverture du Studio s'accompagne d'une « mutation » de ce lieu théâtral, qui a déjà été transformé en 1965. René Allio avait fait de la salle municipale un théâtre, mais il avait dû se contenter d'aménagements techniques pour sauvegarder le bâtiment (style néo dix-neuvième siècle). La salle restait une sorte de salle-couloir. Là, Gabriel Garran a animé pendant dix ans un pôle d'activités multiples : créations, théâtre pour enfants, tréteaux mobiles. Il poursuivait en même temps une politique d'accueil, « avec la volonté de ne pas monopoliser la parole, de la donner à d'autres animateurs, en les insérant dans notre entreprise », explique-t-il.

Au bout d'une décennie, c'est la saturation : il fallait tout faire dans la même salle. Le Théâtre de la Commune, qui s'est vu accorder le label « Centre dramatique national » en 1971 — faute d'obtenir le contrat et les moyens d'existence de la Maison de la culture « éclairée » de Seine-Saint-Denis, dont il avait assuré la préfiguration, — a reçu de l'Etat 2 millions de francs, 1 million de la ville et un autre du conseil général : au total, 4 millions pour rénover le théâtre et ouvrir deux salles supplémentaires.

Les transformations ont été accomplies par l'équipe de l'A.U.A., qui a assuré celles du Théâtre de Chaillot. La construction d'anciennes a permis l'aménagement de bureaux, d'une cafétéria, d'un dégarment de scène. En plus de la salle existante qui contient cent cinquante places, il y a la salle de cinéma, toute neuve, de cent cinquante places.

Enfin, un espace carré a été aménagé pour recevoir cent cinquante personnes. C'est la Quille, qui aura une vocation de lieu novateur. De jeunes créateurs pourront travailler ici dans de bonnes conditions matérielles. Une coopération d'auteurs pourrait avoir la gerance de cette salle.

CLAIRE DÉVARIÉUX.

M. JEAN NEGRONI QUITTE LA MAISON DES ARTS DE CRÉTIL

M. Jean Négroni, directeur de la Maison des arts de Crétail, va quitter ses fonctions. Il en a averti la municipalité et le secrétariat d'Etat à la culture. C'est la Quille, qui aura une vocation de lieu novateur. De jeunes créateurs pourront travailler ici dans de bonnes conditions matérielles. Une coopération d'auteurs pourrait avoir la gerance de cette salle.

Ce départ s'inscrit dans un différend qui oppose M. Jean Négroni au secrétariat d'Etat à la culture depuis quelques années. Il déplorait de ne pas avoir de subvention annuelle de l'Etat n'ayant pas été inscrite sur le coût de la vie, il estime qu'il ne peut plus continuer à financer le programme auquel il avait lié sa présence, programme au sein duquel les ateliers d'animation musicale prennent une grande place.

Cinéma

« LE MESSIE », de Roberto Rossellini

La vie de Jésus, « la plus grande histoire jamais contée », a été si souvent portée à l'écran qu'on ne peut considérer comme un événement une nouvelle version cinématographique de ce sujet. Un sujet qui ne peut être « adapté » à volonté, fixé qu'il est par les textes des Saintes Ecritures.

Venant après beaucoup d'autres, le film de Rossellini mérite, pourtant, une attention particulière. Ce n'est pas un film d'hagiographie religieuse — Rossellini n'a pas la foi, — c'est un film de constatation et d'explication.

Constatation de la présence humaine d'un prophète appelé Jésus, à un moment donné de l'histoire du peuple juif, en Palestine, sous la domination romaine. Explication, par la mise en situation des paraboles, de la parole de Jésus. Le grand cinéaste italien qui, depuis la Prise du pouvoir par Louis XIV, a abandonné le cinéma de fiction réaliste, resta fidèle à son principe de réalisme didactique. Dans le Messie comme dans ses films de télévision : les Actes des apôtres (dont la version intégrale est, justement, présentée cette semaine, à Paris, à l'Olympie-Entrepôt), Socrate, Pascal et Descartes, il montre et il explique un fait humain qui a influé sur le devenir d'une société, sur la pensée d'une époque.

Ce principe conduit donc Rossellini à gommer tout ce qui peut être enjolivement spectaculaire, tout ce qui peut détourner l'attention, dion du message (destiné aux croyants et aux non-croyants) que contient son sujet. D'où l'impression de « platitude » que peuvent ressentir ceux pour qui le réalisme ne saurait aller sans une certaine beauté formelle.

Le passage de Jésus dans la Palestine judéo-romaine est précédé d'un prologue : l'établissement, néfaste pour Israël, d'une royauté réclamée par les hébreux, après leur arrivée dans la Terre promise. L'or et le pouvoir corrompent, et le royaume de Jésus n'est pas de ce monde. Il n'a pas encore été établi, et c'est pourquoi, sans doute, Rossellini s'attache à donner la parole à Jésus de ce que fut la parole du Messie en son temps, de ce que peut être « le royaume des pauvres ».

Sa mise en scène, sans effets, s'exerce sur la reconstitution d'une Palestine viciée : paysages, murs et temple de Jérusalem, vie quotidienne. Seule la rencontre avec la Samaritaine est tournée, on ne sait trop pourquoi, dans un décor d'image.

OU ET QUAND EST NÉE LILY PONS ?

Le Monde des 15-16 février a indiqué que Lily Pons, décédée le 13 février, était née en 1906 à Cannes. Mais le Who's Who la fait naître en 1893 à Draguignan ! Le Larousse en dix volumes opte, lui aussi, pour Draguignan, mais en 1904 ! Et le Robert, lui aussi, en 1904, mais à Cannes ! Comme le Dictionnaire de l'Opéra ! C'est le biographe d'Epinal qui nous le signale. Après cela, allez écrire l'histoire !

PRECISION. — M. Robert Lattès nous prie d'indiquer que c'est à la suite de l'autorisation accordée par le secrétariat à la culture au cinéaste Michel Mitrani de présenter en appel devant le second collège de la commission d'avances sur recettes son projet, qui n'avait pas obtenu le quorum nécessaire devant le premier collège, qu'il présidait, qu'il a démissionné de cette instance, et non en raison de l'attribution d'une avance à Robert Bresson (contrairement à ce que nous avons annoncé dans « le Monde » du 18 février).

LE JEAN RENOIR

43, boulevard de Clichy, 75002. CONTINUATION D'EXCLUSIVITE LE VOYAGE DES COMÉDIENS DE THEO ANGELOPOULOS. En raison de la longueur du film, 2 séances tous les jours : à 15 heures et à 20 heures.

Jésus et son Père

Qui donnera au cinéma la vie de Jésus que notre époque méritait ? Pourquoi tout-il que ce grand sujet s'en fut, qui a déjà tenté plusieurs cinéastes notables, soit souvent traité d'une manière lacunaire, parfois gênante pour le croyant, peu signifiante pour l'agnostique et, ose-t-on le dire, ennuyeuse pour tous ? Les difficultés à vaincre, d'ailleurs, sont considérables. Il se peut, mais sont-elles insurmontables ?

De Jésus on ne connaît pas grand-chose — les Evangiles sont des homélies, non des documentaires, — mais on en sait assez pour éviter de juxtaposer des scènes éparpillées. Il devrait être possible de ne pas faire débiter d'une voix monotone, faussement solennelle ou, au contraire, par trop désinvolte, des strophes connues par cœur de tous et qui perdent ainsi leur effet.

Que des incroyants — ou des semi-incroyants — s'emparent de Jésus, quel chrétien pourrait le regretter ou s'en formaliser ? La Christ n'appartient pas aux croyants mais à l'histoire. Il n'est pas besoin d'aller à la messe pour comprendre ce qu'est la foi, pour appréhender le sacré, pour respecter la dimension humaine et surnaturelle de Jésus.

Rossellini a certes été bien inspiré d'arrêter son film à la résurrection : la scène finale, où Marie, cette juive pleine de grâce physique, extraordinaire de calme et de maîtrise de soi, lève des yeux au-dessus de la tombe vide, est des plus réussies. La résurrection n'appartient pas à l'histoire proprement dite, on ne peut que la cerner à travers ses conséquences et on ne fait pas du cinéma avec l'apparition d'Emmaüs.

Perplexité

On ne reprochera pas non plus au meilleur en scène d'avoir évité — mais non escamoté — les miracles. Qui pourrait se scandaliser de voir la femme adultère, toute chaude encore

l'expression directe d'une idée. Lorsque Pilate, fonctionnaire romain, hésite sur ce qu'il doit faire de Jésus, la mise en scène agit dans l'espace (la cour du palais) et le temps (la continuité de la séquence) ses allées et venues. Il y a une telle simplicité dans le style de Rossellini qu'on ne se sent plus « au cinéma ». Certains le lui reprocheront peut-être. Nous pensons qu'avec un tel sujet, un tel personnage, c'est une qualité. Fondamentale.

JACQUES SICLIER.

* Banteville, Gaumont-Champigny, Gaumont-Madeleine, Montparnasse-Palace.

THEATRE DE CHAILLOT
MICHEL BOUQUET
ANNIE SINIGALIA
dans une comédie de
RENÉ DE OBALDIA
MONSIEUR KLEBS ET ROZALIE
JULIETTE CARRÉ JACQUES ROSNY

CHAILLOT
THEATRE NATIONAL
LA RENAISSANCE
LA BEFANA
de GERARD GELAS
par LE THEATRE DU CHENE NOIR
du 3 février au 6 mars
727 81 15

PREMIERE LE 27
LERIRE DU FOU
De Gabriel GARRAN
à partir du 27 février
THEATRE DE LA COMMUNE
Centre Dramatique National
93 AUBERVILLIERS
réservation : 833-16-16 et Agences

CONNAISSANCE DU MONDE
FLEXYL - Ma. 34 fév. 18 h. 30 et 21 h. - Dim. 29 fév. 14 h. 30 - Nouv. séances
LES MILLE ET UN MARRAKECH VILLE
CHARMES DE MARCEL TALABOT documents sonores
Récit et film conté de l'histoire des grandes dynasties
Période du Sud et des Kababes - Vestiges des grandes dynasties
La place Djemaa-el-Fna - Les Souks - Traditions - Artisanat - Magie des danses.

ELYSEES LINCOLN - STUDIO MEDICIS
LA PRESSE N'A JAMAIS AUTANT RI !
« Comencini figure désormais parmi les grands du cinéma italien. »
« Une comédie drôle, drôle, drôle et des gags à mourir de rire. »
« Un homérique épi de rire. »
« Des gags souvent grandioses. »
« Les Pieds-Nickelés en cavale. »
« On rit souvent jusqu'à avoir envie de pleurer. »
« Une profusion de gags rocambolesques. »
« On rit beaucoup. »
FRANCE-SOIR.
A CHEVAL SUR LE TIGRE
Un film de LUIGI COMENCINI

PETIT ODEON 18 h 30
ANONYME VENITEN
de Giuseppe BERTO
du 18 février au 21 mars

TO DERNIERES
LE PALACE
19 h
du mardi au samedi - dimanche 18 h
LAZARE LIAUSSI
RÊVE D'ELDORADO
de Jean-Pierre Sarrazac
mise en scène Thierry Bosc
21 h
du mardi au samedi - dimanche 15 h
LES MUSICIENS, LES EMIGRANTS
de Liliane Atlan
mise en scène Fabio Pacchioni
8, rue du Fg-Montmartre, 770.44.37

ODEON
THEATRE NATIONAL
La
COMEDIE FRANCAISE
présente
SHAKESPEARE
La Nuit des Rois
mise en scène
TERRY HANDS
à partir du 26 février
Tous les soirs à 20 h. 30
sauf dimanche et lundi
Matinée dimanche à 16 h.
Renseignements et location
325-76-32

UGC BIARRITZ VO • CLUNY ECOLES VO • ARLEQUIN VO • 3 HAUSMANN VO / STUDIO RUEIL VO
un éclat de rire qui n'en finit pas
FRANCE SOIR (Robert Chazal)
4 e mois

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Châtelet, Grand Théâtre, 20 h. 30 : Divanes paroles. Salle Gémier, 20 h. 30 : Vingt-quatre heures. Foyer Pasty, de 14 h. à 18 h. : Téléthèque. Foyer, 18 h. 30 : New Blue Grass Connection. Voir aussi Théâtre de la Renaissance.

Comédie-Française, 20 h. 30 : la Comédie ; le Jeu de l'amour et du hasard.

Petit Odéon, 18 h. 30 : Anonyme réaliste.

TEP, 20 h. : Cinéma.

Petit TEP, 20 h. : Dialogue d'auteurs.

Les salles municipales

Châtelet, 20 h. 30 : le Pays du sourire.

Nouveau Carré, 21 h. : Concert Ensemble Instrumental de la Maison (Couperin, Dupuy, Haendel, Purcell) ; 20 h. 45 : Country Ramblers (Folies).

Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Groupe Puisseance Quatre (Berio, Debussy, Bartok).

Les autres salles

Antoine, 20 h. 30 : le Tube.

Athénée, 20 h. 30 : Lulu.

Biothèque-Opéra, 20 h. 30 : Ababa Sabana David ; 23 h. : l'Aurore boréale.

Cartoucherie de Vincennes, Théâtre de l'Aquarium, 20 h. 30 : Tout ce c'est une destinée normale.

Cour des Miracles, 20 h. 30 : A golden est souvent farinuse ; 21 h. 30 : François Beranger.

Edouard-Vaillant, 22 h. : Vieux moulin, l'habite chez une copine.

Européen, 21 h. : la Baraka.

Gaité-Montparnasse, 20 h. 45 : le Roi des rois.

Gymnase-Marie-Bell, 20 h. 30 : Simon le Bénédictin.

Rueff, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.

Le Brasseur, 21 h. : la Mouche qui tourne.

Luce, 20 h. 30 : Ice Cream.

Madeleine, 20 h. 30 : Peau de vache.

Marigny, 21 h. : Antigone.

Michel, 21 h. 10 : Dros sur canapé.

Michoud, 20 h. 30 : Voyez-vous ce que je vois ?

Modernes, 21 h. : le Nerve de Rameau.

Montparnasse, 20 h. 30 : Mêmes heures l'année prochaine.

Neufchatel, 20 h. 30 : Grand peur et misère du III^e Reich ; 22 h. : Mourir beau.

Nouveautés, 21 h. : les Deux Vierges.

Opéra, 21 h. : Monsieur Klebs et Rosalie.

Palace, 21 h. : les Musiciens, les Emigrants. — Petite salle, 19 h. : Les deux sœurs.

Palais-Royal, 14 h. 30 : les Secrets des rois ; 20 h. 30 : la Cage aux folles.

Palisande, 20 h. 30 : le Lal de Barabbas.

Poches-Montparnasse, 20 h. 45 : la Caverne d'Adullam.

Ranelagh, 20 h. 30 : Via Fellini.

Renaissance, 20 h. 30 : la Befana.

Théâtre Camille-Première, 20 h. : Zone.

Théâtre de la Cité internationale, la Bessie, 21 h. : les Souffrances du jeune Werther. — Grand Théâtre, 21 h. : Dom Juan.

La Galerie, 21 h. : la Mère approvoisée. — Maison du Portugal, 21 h. : Serran.

Théâtre de Dix-Heures, 20 h. 15 : Philippe Val.

Théâtre Oblique, 21 h. : Père. — Salle 21, 21 h. : le Surplément au voyage de Bougainville.

Théâtre d'Orsay, 20 h. 30 : les Nuits de Paris. — Petite salle, 20 h. 30 : Psa moi ; 19 h. : Derrida.

Théâtre de Paris, 21 h. : Des souris et des hommes.

Théâtre de la Paix, 20 h. 45 : Groupe Image folk.

Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : le Villaggio transpire.

Théâtre Présent, 20 h. 30 : le Chasseur français.

Ranch du Théâtre Présent, 21 h. 30 : Vu du kiosque.

Théâtre Tristan-Bernard, 20 h. 45 : le Troléme Troléme.

Théâtre 97, 20 h. 30 : la Nuit des rois.

Terrre, 20 h. 30 : Soleil de glace ; le Poulin.

Troisième, 22 h. : Xâht.

Variétés, 20 h. 30 : l'Autre Valse.

Théâtres de banlieue

Antony, Théâtre Pirlin-Gémier, 21 h. : Extrêmes avec le professeur V.

Ivry, Studio d'Ivry, 21 h. : Grandeur et décadence du royaume d'Artur.

Nanterre, Théâtre de Nanterre, 21 h. : Monsieur Jean.

Versailles, Théâtre de Versailles, 19 h. 30 : Blaise et le Maître noir.

Vincennes, Théâtre Daniel-Sorano, petit théâtre, 21 h. : l'Armée.

Grand théâtre, 21 h. : Deux pour cent.

Les opérettes

Fort-Saint-Martin, 20 h. 30 : May-Tower.

Neuilly-Vaux-Mogador, 20 h. 30 : Valse de Vienne.

Les concerts

Musée d'art moderne, 20 h. 30 : Giuseppe Chiarli, video-concert.

Kelley Saint-John, 18 h. 45 : Orgue et chant (Boehm, Vivaldi, Bach, Landela).

Faculté de droit, 21 h. : Gabriel Pumeat, flûte, et Jean-Louis Gil, clavier (Bach, Mozart).

DERNIÈRES

6^e MOIS DE SUCCÈS DE
ICE-DREAM
de Mario FRANCESCHI

« Un comique très rare, très vivant, très efficace. Mario Franceschi voit bien les ridicules et trouve le bon angle scénique pour corser son drôle. » (L'EXPRESSION).

« de la folie à rétro pur. Drôle et comique. » (NOUVEL OBSERVATEUR).

THÉÂTRE DU LUCERNAIRE
20 h. 30
18, rue d'Odessa-14^e - DAN. 57-23

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 19 février

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Fric Story.

Deux-Anes, 21 h. : Serre-vis compta.

Dix-Heures, 22 h. : Vals, François, Georges et 7^e autres.

Le music-hall

Bobino, 20 h. 45 : Coluche.

Elysée-Montmartre, 20 h. 45 : Histoire d'Idée.

Olympia, 21 h. 30 : Charles Aznavour.

Théâtre Fontaine, 21 h. : Jacques Martin.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) au moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Châtelet, 18 h. : Vitre, d'A. Kurov ; 20 h. 30 : la Satulie du rail, de R. Clément ; 22 h. 30 : Pals, de R. Rossellini ; 22 h. 30 : Thémocle, de C. Paradis.

Les exclusivités

A CHEVAL SUR LE TIGRE (11, v.o.) : Studio Média, 8 (235-25-97) ; Elysée-Lincoln, 8 (235-25-97) ; UGC-Marbeuf, 8 (235-25-97).

ADIEU POULET (Fr.) : Héraklès, 8 (235-25-97) ; Montparnasse, 8 (235-25-97) ; Capit., 8 (235-25-97) ; Ramonville-Opéra, 8 (235-25-97).

AGUIRRE, LA COLÈRE DE DIEU (Fr.) : Studio de la Contre-carpe, 6 (235-25-97).

A NOUS LES PETITES ANGLAISES (Fr.) : Gaumont-Théâtre, 2 (231-35-16) ; Saint-Germain-Studio, 5 (231-35-16) ; Montparnasse, 8 (235-25-97) ; Elysée-Lincoln, 8 (235-25-97) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (235-25-97) ; Marignan, 8 (235-25-97) ; Hollywood-Boulevard, 8 (235-25-97) ; Nord-Cinéma, 10 (235-25-97) ; Athénée, 12 (235-25-97) ; Miral, 16 (235-25-97) ; Clichy-Patbé, 18 (235-25-97) ; Gaumont-Sud, 14 (235-25-97).

LE BOY ET LES RICHES (Fr.) : Saint-Germain-Rueff, 5 (231-35-16) ; Colisée, 8 (235-25-97) ; France, 10 (235-25-97) ; Foyette, 12 (235-25-97) ; Montparnasse-Patbé, 14 (235-25-97) ; Gaumont-Convention, 15 (235-25-97) ; Victor-Hugo, 16 (235-25-97) ; Clichy-Patbé, 18 (235-25-97) ; Odeon, 19 (235-25-97) ; UGC-Marbeuf, 19 (235-25-97).

CALAMOS (Fr.) : Benit, 2 (742-60-23) ; UGC-Marbeuf, 8 (235-25-97) ; Quintette, 5 (235-25-97) ; Ambassade, 8 (235-25-97) ; Gaumont-Sud, 14 (235-25-97) ; Montparnasse-Patbé, 14 (235-25-97) ; Caravelle, 18 (235-25-97) ; Gaumont-Convention, 15 (235-25-97).

LA CECILIA (Fr.) : La Cécilia, 5 (235-25-97) ; Racine, 8 (235-25-97) ; 14-Juillet, 11 (235-25-97) ; Saint-André-des-Arts, 6 (235-25-97) ; 14-Juillet, 11 (235-25-97).

CE GAMBEN-LA (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (235-25-97) ; 14-Juillet, 11 (235-25-97).

CHRONIQUE DES ANNEES DE BRASSE (Ang. v.o.) : Montparnasse, 8 (235-25-97) ; UGC-Marbeuf, 8 (235-25-97).

LES FILMS NOUVEAUX

LE FRÈRE LE PLUS FUTE DE SHERLOCK HOLMES, film américain de Gene Wilder. V.O. : Montparnasse, 8 (235-25-97) ; Quartier-Latin, 5 (235-25-97) ; Marignan, 8 (235-25-97) ; Elysée-Lincoln, 8 (235-25-97) ; Rex, 8 (235-25-97) ; Rio-Opéra, 2 (742-60-23) ; Les Nations, 3 (235-25-97) ; Gaumont-Sud, 14 (235-25-97) ; Gaumont-Convention, 15 (235-25-97) ; Clichy-Patbé, 18 (235-25-97) ; Odeon, 19 (235-25-97) ; UGC-Marbeuf, 19 (235-25-97).

LE MESSIE, film italien de Rossellini. V.O. : Hauteville, 8 (235-25-97) ; Gaumont-Champs-Élysées, 12 (235-25-97) ; V.P. : Gaumont-Madeleine, 8 (235-25-97) ; Montparnasse-Patbé, 14 (235-25-97) ; Gaumont-Sud, 14 (235-25-97) ; Gaumont-Convention, 15 (235-25-97) ; Clichy-Patbé, 18 (235-25-97) ; Odeon, 19 (235-25-97) ; UGC-Marbeuf, 19 (235-25-97).

ATTENTION LES YEUX, film français de Gérard Pires (*). V.O. : Odeon, 8 (235-25-97) ; Biarritz, 8 (235-25-97) ; Balzac, 8 (235-25-97) ; Cinéma du monde-Opéra, 8 (235-25-97) ; U.C.C. : 12 (235-25-97) ; Gaumont-Sud, 14 (235-25-97) ; Gaumont-Convention, 15 (235-25-97) ; Clichy-Patbé, 18 (235-25-97) ; Odeon, 19 (235-25-97) ; UGC-Marbeuf, 19 (235-25-97).

EMERSON LAKE AND PALMER, film américain de Nicholas Ferrusson. V.O. : Grand-Sirey, 8 (235-25-97) ; Action-République, 11 (235-25-97).

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 14 JUILLET

Ce gamin, là

UN FILM DE RENAUD VICTOR
LÉGENDE DE FERNAND DELIGNY

MARAI
SAINT-GERMAIN-VILLAGE

Mamma Roma
de PASOLINI
avec ANNA MAGNANI

À Lyon : C.N.P.-Centre à Bordeaux : Concorde

LE MARAIS

HITCHCOCK
LA TAVERNE DE LA JAMAÏQUE

Charles LAUGHTON
Maureen O'HARA

À LYON AU CNP-CENTRE

TRIOMPHE
(sous-titré anglais)

Emmanuelle

2 millions de spectateurs à Paris

en réédition spéciale pour les petits poucets

LA GUERRE DES BOUTONS

le chef-d'œuvre du cinéma pour enfants

PETITS POUCETS MONTMARTRE | PETITS POUCETS DOMINIQUE
43 rue du Fog Montmartre 19^e 770-63-40 | 88 rue Saint-Dominique 17^e 501-26-55

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS - 14 JUILLET - STUDIO PARNASSE

SOUS LES PAVES, LA PLAGE...

NOUVEL OBSERVATEUR
Peut-être le plus beau film sur un certain désarroi contemporain.
M. GRISOLIA

TÉLÉRAMA, la réalisatrice
HELMIA SANDERS
a parié pour l'amour, et même l'amour fou.

(Interdit aux moins de 13 ans.)

U.G.C. Marbeuf - la Clef - Entrepôts

les 1001 de Lola

un Film Poétique qui veut par la crudité et la cruauté des scènes d'amour.
François TRUFFAUT

avec Jean-Pierre LÉAUD
Film de Bernard DUBOIS

Ecoute Bernard, ton film déconne cette sottisante réalité. Tu as fait un film de premier secours.
Emile AJAR

À l'occasion de la sortie du film

LE MESSIE

L'Association des Amis de l'Olympic et Gaumont présentent

ROBERTO ROSSELLINI
RETROSPECTIVE EXCEPTIONNELLE

un film par jour (voir lignes programmes)

Dix chefs-d'œuvre rarissimes de l'un des plus grands cinéastes du monde

Cette semaine exceptionnellement, pour la première fois en France, la version intégrale de "ACTES DES APOSTRES"

OLYMPIC ENTREPOT 735.57.42

RAIZAC - UGC BIARRITZ - MISTRAL - MAX LINDER - CINÉMA OPÉRA - MOULIN ROUGE
PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT MONTMARTRE - UGC GODELUX - UGC ODEON - LES NORD CINÉMAS
PUBLICIS / DEFENSE - VELEY - CYRANO / VERSAILLES - ARTEL / NOBLET - NÉLIS / MONTREUIL
CARREFOUR / AUNAY - G. 2 L / SAINT-GERMAIN - ELYSÉE 2 / CELLE SAINT-CLOUD
DAME BLANCHE / GARGES-LES-GENÈVE - ARTEL / VILLENEUVE-SAINT-GEORGES - PARIBON / AUNAY
PARAMOUNT / ORLY - PARAMOUNT / LA VARENNE - BUXY / BOUSSY-SAINT-ANTOINE - ALPIA / ARGENTEUIL

On rit de bout en bout
Enfin un comique français de qualité

LES NOUVELLES LITTÉRAIRES / GUY BRAUCOURT

ATTENTION LES YEUX DES FILMS DU BOUT EN BOUT

CLAUDE BRASSEUR
présente

Attention Les Yeux!

Un film de GERARD PIRES

Scénario de NICOLE DE BURON

avec ROBERT CASTEL - NATHALIE COURVAL - JEAN-PIERRE DARRAS - CATHERINE LACHENS
GUY MARCHAND - ANDRÉ POUSSE - SONIA VAREUIL - Producteur Délégué PIERRE BRAUNBERGER
Directeur de la Photographie MICHAEL SERESIN - Directeur de la Production GISELE BRAUNBERGER
Distribué par C.E.E. / C.C.S.C. INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS

offres d'emploi

SNS

Service Emploi - B.P. 100
BIRMANDREIS - ALGER

INGÉNIEUR - MÉTIERS
OU
PSYCHOLOGUE INDUSTRIEL

Ab. C.V. détaillé avec programme
SNS - Direction du Travail
Service Emploi - B.P. 100
BIRMANDREIS - ALGER

ACHETEUR

BÉZIER

CHEF COMPTABLE

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER DU SUD-EST

UN CADRE RESPONSABLE

PHARMACIEN (DE)

DIRECTEUR COMMERCIAL

CONSTRUCTEUR LYONNAIS

MATÉRIEL TEXTILE

CONSTRUCTEUR LYONNAIS

MATÉRIEL TEXTILE

CONSTRUCTEUR LYONNAIS

MATÉRIEL TEXTILE

CONSTRUCTEUR LYONNAIS

MATÉRIEL TEXTILE

CONSTRUCTEUR LYONNAIS

ANNONCES CLASSEES

La ligne La ligne T.C.

OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	36,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

La ligne La ligne T.C.

L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19

(chaque mercredi et chaque vendredi)

offres d'emploi

SNS

recrute d'urgence

INGÉNIEUR « MÉTHODE »
OU
PSYCHOLOGUE INDUSTRIEL

Le candidat retenu sera appelé à encadrer une formation d'analystes du travail et à participer au perfectionnement d'un système d'étude et de qualification du travail. Le poste conviendrait à une personne ayant déjà participé à la mise en place d'un service analyse du travail.

Adr. C.V. détaillé avec prétentions à :
SNS - Direction du Personnel
Service Emploi - B.P. n° 25
BIRMANDREIS - ALGER

Burroughs

recherche pour son centre international de développement de logiciels d'application

Analystes chevronnés

Les candidats devront être du niveau MIAQ, maîtrise d'informatique, ingénieur informatique ou équivalent. Une expérience complémentaire de 2 à 3 ans comme analyste dans le domaine commercial est exigée. En raison des fréquents contacts à l'échelon international, une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Si vous avez les qualifications demandées et si votre ambition est d'atteindre rapidement un poste de responsabilité au sein d'une société internationale, contactez-nous Burroughs S.A. C.D.S.A. à l'attention de M. Wim HAANDRIKMAN, 8, rue Pierre-de-Coubertin, — 93300 PONTAISE.

LABORATOIRES ABBOTT

DIVISION DIAGNOSTIC

ÉLECTRONICIENS

SERVICE APRÈS-VENTE

La Division Diagnostic recherche des ingénieurs ou techniciens en électronique et électromécanique afin de compléter son équipe service après-vente.

Nous demandons :
• une expérience du Service Après-Vente électronique de 3 à 5 ans, si possible dans le domaine de l'équipement médical ou de laboratoire ;
• une grande disponibilité sur le plan déplacements ;
• si possible parlant l'anglais.

Adressez curriculum vitae et photo récente à :
LABORATOIRES ABBOTT
1, place des États-Unis, 91120 9418 RUNGIS Cedex.

Votre candidature sera traitée confidentiellement.

offres d'emploi

Une importante société française PARIS 24, cherche pour son département
METHODES ET ORGANISATION
dépendant directement de la Direction Générale.

UN TECHNICIEN EN ORGANISATION

Il assure dans les domaines administratif et technique :

- l'étude, la mise en place et le contrôle de procédures ;
- l'examen critique de dossiers et le suivi de leur exécution ;
- la rédaction de correspondance et de rapports techniques.

Le poste allie travaux d'études et contacts extérieurs ainsi qu'avec tous les services de l'entreprise convient à :

UN JEUNE 23 ans au moins, justifiant d'une bonne formation générale, DUT ou BTS, complétée si possible par des certificats du C.N.A.M., possédant de préférence une première expérience dans le domaine. Position Cadre possible.

Adressez lettre de candidature, C.V., photo et prétentions à n° 43.053, Contesse Publ. 20 av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 q. tr.

S.E.V. MARCHAL

Recherche POUR SON DEPARTEMENT ECLAIRAGE

PROJETEUR I OU II

Petite mécanique, Tôlerie fine, Matières plastiques, Pontonnage ZAJAK. Au. Notions dessin carrosserie automobile soignées.

Ne pas se présenter.

Envoyer C.V. références et prétentions à S.E.V. MARCHAL, Service du Personnel 14, rue Mehul, 93011 PANTIN.

LABORATOIRES ABBOTT

DIVISION DIAGNOSTIC

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

La Division Diagnostic recherche des ingénieurs commerciaux pour la vente de ses produits dans le domaine du Laboratoire.

Vous devez avoir :

- une expérience de vente (3 à 4 ans) avec succès et possible dans le domaine du Laboratoire ;
- une connaissance de la langue anglaise ;
- une excellente présentation, un esprit d'équipe, une forte personnalité ;
- une volonté d'agir et le bon sens de réagir ;
- une grande disponibilité sur le plan des déplacements.

Nous vous offrons :

- une ligne de produits sophistiqués de haute qualité ;
- une position cadre, une forte rémunération ;
- des méthodes de gestion modernes basées sur objectifs à tous niveaux.

Adressez curriculum vitae + photo à :
LABORATOIRES ABBOTT Division Diagnostic
1, place des États-Unis, 91120 9418 RUNGIS Cedex.

Votre candidature sera traitée confidentiellement.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES

(5.000 personnes)

recherche pour son centre d'études et de recherches, situé proche banlieue Sud Paris :

INGÉNIEURS-ANALYSTES

Ces ingénieurs auront à étudier des systèmes électroniques temps réel de moyenne importance et des produits à base de logique programmable. Une expérience T. 1800 est nécessaire.

La Société est française, stable et ancienne.

Env. C.V. complet et prétent. n° 43.053, Contesse Publ., 20, avenue Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION

recherche

JEUNE ESSEG - SUP. de 60

ou équivalent

Souhaitant pour son premier poste faire une expérience de vente sur le terrain :

— Après formation, il devra prouver ses capacités de vente.

— Évolution pour candidat de valeur vers responsabilité direction régionale, et promotion internationale.

Postes à pourvoir région parisienne et région ouest dans un premier temps.

Env. C.V. photo et prétentions à : Cabinet B.D.G., référence M.R., 5, rue Dornier, — 75116 PARIS.

COLLABORATEUR

haut niveau des études milles internationales des affaires pouvant apporter licences fabrication, commercialisation possible.

Discrétion assurée

Env. avec cur. vit. et prétentions à S.N.P.P., 63, rue Pierre-Butin, — PONTAISE.

offres d'emploi

TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
Branche Electronique Professionnelle
recherche pour CENTRE DE PRODUCTION
Banlieue PARIS NORD-OUEST

INGÉNIEUR ARTS ET MÉTIERS ou similaire

appelé à devenir après stages

Chef de Service Fabrications Mécaniques

Position à forte responsabilité technique et conduite des hommes (Service de 450 personnes).

Expérience nécessaire de 8 à 10 ans industrielle dont production, usinage, tôlerie, soudure petites et moyennes séries, méthodes et ordonnancement. Langue anglaise recommandée. Rémunération liée au profil du candidat.

Discrétion totale assurée

Env. avec C.V. détaillé à n° 43.122, à CONTESSE Publité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui trans.

GROUPE EUROPÉEN

A VOCATION INTERNATIONALE

recherche pour sa filiale au

NIGERIA

FINANCIAL CONTROLLER

— Agé d'au moins 35 ans car déjà doté d'une expérience professionnelle de même nature ;
— de formation universitaire ou diplômé d'une grande école de commerce ;
— titulaire du D.E.C.G., voire de l'expertise comptable ;
— possédant la pratique courante de la langue anglaise.

Cadre de haut niveau, positionné au sein d'un important département d'exploitation où il aura la responsabilité du contrôle de gestion, il aura compétence sur la comptabilité générale et analytique, la gestion de la trésorerie, le contrôle du crédit, les applications informatiques. En outre, il participera activement à l'élaboration et à la mise en œuvre de nouvelles procédures.

Adr. C.V. et prétent., sous le n° 42.243, CONTESSE Publité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui trans.

RIPOLIN GEORGET FREITAG

recherche pour assister le directeur des recherches et développements

1 INGÉNIEUR CHIMISTE

Chargé de :

- participer à des études spécifiques sur les peintures industrielles ;
- coordonner les travaux des groupes d'études spécialisés dans ces peintures ;
- assurer la liaison avec le service commercial de production ;
- le poste est à pourvoir dans un laboratoire du groupe situé au sud de Paris.

Profil du candidat :

- être âgé de 35 ans minimum ;
- diplômé d'une école supérieure de chimie ;
- avoir une bonne connaissance des peintures industrielles ;
- il sera rattaché au directeur des recherches et développements.

Veuillez adresser votre candidature, C.V., photo et prétentions à RIPOLIN GEORGET FREITAG, Nicole List, Le Palatin, 11, avenue de Choisy, 75643 PARIS Cedex 12.

UN DES PREMIERS GROUPE FRANÇAIS D'ASSURANCES

Chiffre d'affaires plus de 1 milliard 1/2 de francs

JEUNES CADRES COMMERCIAUX

pour différentes fonctions commerciales intérieures ou extérieures.

Nécessités absolues :

- être libéré obligations militaires et diplômé de l'enseignement supérieur. Licences D.S., B.S.C., etc.
- Stage de formation de 18 mois à PARIS, rémunéré. Logement éventuel assuré pendant le stage. Salaire annuel de début après stage, supérieur à 45.000 francs.

Env. lettre de candidature avec C.V. et photo à n° 2.797, GADTROM, 28, r. Rodier, 75009, qui tr.

AU MAROC

BUREAU D'ÉTUDES ET TOPOGRAPHIE

recherche personnel qualifié

- Géomètre.
- Pédologue.
- Topographe.
- Reconnaisseur en photogrammétrie.

Env. en joignant C.V. à UNIVAR, B.P. 658 CASABLANCA n° 112.

Filiale d'un groupe multinational en pleine expansion dans le domaine de l'équipement industriel

offre poste

ADJOINT ADMINISTRATIF

A LA DIRECTION COMMERCIALE

- Ecole Supérieure ou Université.
- Sans des responsabilités, esprit d'initiative.
- Allemand courant impératif.

Salaire annuel : 40/50.000 F.

Lieu de travail : banlieue Paris-Est.

Envoyer C.V. photo sous réfer. 12.325, FUBALITE ROGERS HUY, 101, rue Edouard, 75002 PARIS qui trans.

emplois régionaux

IMPORTANTE SOCIÉTÉ CHIMIQUE

recherche

ACHETEUR

ayant expérience négociations commandes d'équipements et marchés de travaux pour construction unités pétrochimiques.

Activités travaux usine Nord de la France. Contrat à durée déterminée.

Ecrire avec curriculum vitae et prétentions au n° 8.257 et le Monde s Publicité, 5, rue des Italiens, 75207 Paris-9^e.

BÉZIERS

Société Multinationale C.A. P 110 millions

recherche

CHEF COMPTABLE

— 30 ans minimum ;

— bonnes notions anglaises.

Adr. C.V. et photo récente

HAVAS LANGUEDOC n° 405, 34000 Montpellier.

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER DU SUD-EST

recherche

UN CADRE RESPONSABLE

du service crédit et professionnel.

Expérience et connaissances approfondies en DROIT COMPTABILITÉ ET FISCALITÉ technique bancaire, crédit aux entreprises, crédit aux promoteurs immobiliers.

Adressez C.V. détaillé et photo à REGIE-PRESS, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2^e s/n° 82.895.

Laboratoire pharmaceutique appartenant à un groupe international en pleine expansion

recherche

PHARMACIEN (NE)

— Débutant (e) pour poste de Chef de Laboratoire de contrôle.

— Lieu de travail : Val de Loire.

— Langue anglaise nécessaire.

Envoyer C.V. + prétentions + photo à n° 53.719 BUREAU PUBLITÉ, 17, rue Courcelle-Labell, 94300 VINCENNES qui transmettra.

CONSTRUCTEUR LYONNAIS

MATÉRIEL TEXTILE

engage

DIRECTEUR COMMERCIAL

ayant expérience vente matériel textile pour organiser la vente dans le monde entier de biens d'équipements lourds.

Langue parlée et écrite Allemand ou Anglais. Salaire : 140.000 francs par an.

Résidence Région Lyonnaise obligatoire. Correspondance manuscrite et photo à : HAVAS LYON 5340.

Importante Société Alimentaire recherche pour son centre de l'Ouest (150 à 250 km de Paris)

DEUX RESPONSABLES ADMINISTRATIFS.

— pour diriger et animer équipe administrative ;

— appliquer les procédures élaborées par le siège social.

Assurer :

- la coordination entre les services ;
- la gestion comptable au niveau d'une unité de production ;
- les relations sociales et la gestion du personnel.

Expérience plusieurs années nécessaire.

Position CADRE. Avenir assuré pour candidat de valeur dans groupe national.

Réponse manuscrite avec C.V., sous le n° 8.258, à : le Monde s P., 5, rue des Italiens, 75207 Paris-9^e.

BOSSIGNOL S.A.

Importante usine LAVAUL, recherche

ATTACHÉ COMMERCIAL

dépendant du chef des ventes métropole.

Age : 25 ans minimum.

Éléments dynamiques — Expérience appréciée de la vente sous ses différents aspects :

- préparation,
- animation,
- promotion,

auprès d'une clientèle existante et d'une autre à créer.

Nombreux déplacements à prévoir.

Résidence obligatoire à LAVAL ou proximité immédiate.

Adressez curriculum vitae manuscrit avec photo et prétentions à : DIRECTION DU PERSONNEL, BOSSIGNOL S.A., — 33150 MONTBON.

ECOLE SECONDAIRE PRIVÉE CATHOLIQUE FILLES

contrat d'association, cherche

personne pouvant assurer responsabilité d'un groupe de 150 élèves.

Poste vacant à compter du 1^{er} mars. Env. C.V. et photo, 103, av. de la République, 44000 ST-HERBLAIN, T. 74-59-50.

Université des Sciences de Montpellier, Laboratoire de BIOCHIMIE - TECHNOLOGIE ALIMENTAIRE

cherche Ingénieur et Technicien ayant exp. ind. alimentaire et Docteur Biochimie protéines.

Le Centre Régional pour l'Enfance et l'Adolescence (Inadaptes de FRANCE-COMTE) recherche pour son I.M.E. LE BOUTILLIER de DOLE (Jura), établissement recevant des filles délinquantes, 500, convention collect. du 15 mars 1966. Prière d'adr. les candidats, av. photo, C.V. et réfer. au C.R.E.A.L., 11, rue de la Mouillère, 25000 BESANCON.

L'Unité Pédagogique d'Architecture de Toulouse recherche assist. graphico-technique, doct. 3^e cycle, contrat-assistant, indice 516, 15 heures hebdomadaires. Envoyer C.V. très détaillé par lettre recommandée, avant le 1^{er} mars : Direction U.P.A., chemin du Mirail, 31000 TOULOUSE-MIRAIL.

IMPRIMERIE PROVINCE rech. commercial pr le rég. parlem. Env. C.V. photo à I.V.R., B.P. 13, 59051 Roubaix Cedex 1.

IMPORT. SOCIÉTÉ CARTONN. SUD FRANCE RECH. Collaborateur ou collaboratrice pour cadre pour ventes cartonnages imprimés à clientèle industrielle. Expérience vente et connaissances imprimerie, cartonnage souhaitées.

Bon niv. administr. Adressez lettre manuscrite avec photo, à HAVAS 224 AVIGNON

LA FILIALE FRANÇAISE D'UN CONSTRUCTEUR INTERNATIONAL

Matériel Démontage Filtration et conditionnement de l'air

Lutte contre le bruit crée le poste de :

INGÉNIEUR DES VENTES ALGÉRIE

Dépendant de la Direction Commerciale, les responsables couvriront tous les aspects commerciaux, administratifs et gestion liés au développement des Marchés ALGÉRIE (4-TUNISIE et MAROC) à moyen terme.

Basé en France (AIX en MARSEILLE), ce poste est une bonne opportunité pour un ingénieur des ventes, habilité à la négociation commerciale de biens d'équipements industriels, motivé par les pays concernés, et dont les qualités d'initiative, de rigueur, et le contact lui permettront de grandir avec son poste.

ANGLAIS courant nécessaire + connaissance ou goût pour l'acquisition de l'ARABE.

Les candidats concernés et intéressés envoieront leur C.V. détaillé avec photo et indicat. de la rémunération actuelle sous le n° 5.172 à : S.I.P.E. 4, rue de Choiseul, 92000 NANTERRE

TOTALE DISCRET, ASSURÉE.

appartements vente**appartements vente**

bureaux

propriétés

propriétés

propriétés

10

LARGIER
bd Maltesheresse - ANJ. 03-49
10 km. PROCEDES, 100 m. sur-
face, 80 KM DE PARIS
QUEST, SUD ET NORD
15 km. Cabors. Vds demeure
quercynoise, 5 ha boisés,
1.000 F. Proximité 57 ha, seul
mt. 1.000.000 de F. 5'aires.
Vatmory, nr. a Castelnaud-
ratier. Tél. 19 (60) 35-91-11.

manoirs

10 km Nanterre, petit château
naissance ». Très ds classe
10 à 75 ha.
Château XVII^e, 10 p.
d'Amé. Ravissant manoir
XVII^e ISMAA. Cdt. Ecories.
250 ha. Etang.
autres : manoirs et manoirs
dans l'Ouest.

PÉRIGORD
André XVII^e, a restaurer
classical à vis Cheminées
épousses. Sans rendez-vous
TEL. : (53) 56-40-36

terrains
EXCEPTIONNEL
 km de FONTAINEBLEAU
 km de forêt domaniale,
 sin à bâtir brend 7.200 m²
 de 40 mètres. Prix 365.000 F.
 DU PARC, 13, rue du Parc,

mit. St. Ursula tertiai proche
au Paris, 12 h 30 pour
partitions, 50/90 parties.
12 h 30 bureau : 225-86-09.

Rech. tertiai & bér.
au Paris. Paiement compt.
901-41-60 même week-end
ou soir : 526-17-66.

ILE D'YEU

mit. tertiai au centre des
des 7,000 m. visibilité Bord
route. S'adr. Henri Joubert
SOULLANS. T. : 60-05-21

am Paris par autoroute sud.
Montargis, sortie village.

5.330 m2 BOISÉS

fermettes
ALLIER
à MONTLUÇON. Vue Impr.
ette 3 P., cheminées rust.
s appar. Grenier amén.
Titurel neuve.
unies. Terrain 3.000 m².
s-œuvre bon état. Larges
facilités de paiement.

GECO - 11, av. Staturel,
 ST-POURCAIN-S / SIOULE
 Tél. (15-70) 45-36-58
 45-40-66 - Converti tous les
 mûles dimanche s/read..vs.
 mûle Ourca, 85 Jon Paris,
 4.000 \$2 fruiliers, ancien
 me ferme, orce cachet, ad
 cuis., office, four à pain,
 bres, premier aménageab.,
 nombreuses dépend., gar.
 30 avec 64.000. AVIS, 26, bd
 France, Paris-13. 022-06-03

ventes
judiciaires

Pal. de Justice d'Evry
Les Maxières, 91-Evry,
mars 1976, à 14 h., d'un

VILLON

RIX: 120.000 F
 andr. & M^{re} Bernadeaux
 s de Corbail, 91-Ville-
 (984-27-87), et à
 mm. le Mazières, 91-
 72), et pr via. vend. 3,
 8 mars, 10 h 30-12 h.

environ
ing-room et chambre
dans immeuble ms
IS (5°)
dédard
construction
ramides, Paris (17°).
5, avocats près les
Nanterre et Crétail.
31, rue Lacépède, les
5 heures à 17 heures.

**S GRASSE, 22, avenue
Cabinet de M. Guy
7, place de Gaulle,
Boulogne sur mer (convention
de Justice à GRASSE,
au lot, d'UN
ation
OCAUX**

**it-Jura
F**

même de moitié en

76, 1 1/2 H. 15 - Fonds
CILS OPTIQUES
rangement de répar. auto.
lâches, cuisine et cave

ae Hoche
F. S'ad. M^e DEMOE-
L., 69, bd St-Germain.

INSTITUT

Académie française

ÉLECTION AU FAUTEUIL DE ROBERT ARON

L'Académie française devait élire ce jeudi un successeur à Robert Aron, décédé, on s'en souvient, moins d'une semaine avant sa réception sous la Coupole. Trois candidats semblaient avoir, au départ, des chances égales : M. Albert Naud, M. Gabriel Delaunay, ancien préfet régional d'Aquitaine, naguère président du Centre national des lettres, et M. André Farrot, de l'Institut, ancien directeur du Musée du Louvre.

SCIENCES

M. JACQUARD DÉLÉGUÉ AUX MATIÈRES NUCLÉAIRES DU C.E.A.

M. Pierre Jacquard vient d'être nommé délégué aux matières nucléaires au conseil du groupe C.E.A. (Commissariat à l'énergie atomique), en remplacement de M. Pierre Tarragier. M. Jacquard prendra ses fonctions à partir du 1^{er} mars.

M. Tarragier devient chargé de mission auprès de M. André Giraud, administrateur général du C.E.A. M. Pierre Jacquard est né le 5 mars 1925 à Rabat (Maroc). Ancien élève de l'école polytechnique et ingénieur des mines, il entre à l'Institut français du pétrole (I.F.P.) en 1952. En 1970, il est devenu directeur général adjoint. M. Jacquard est président-directeur général de la Française (filiale informatique de l'I.F.P.).

CORRESPONDANCE

La recherche en Afar

A la suite de notre article « La plus vieille famille d'hommes connue vivait en Afar il y a 3,5 millions d'années », paru dans notre numéro daté 25-26 janvier, nous avons reçu la lettre suivante de M. Maurice Teieb, directeur de l'expédition internationale de l'Afar : Cet article, pour lequel je n'ai aucune critique de fond à formuler, présente cependant quelques imprécisions, en ce qui concerne les travaux en Afar et leur financement. Le prix attribué à M. Coppens par la Fondation de France semble directement lié aux résultats des travaux que l'expédition internationale de l'Afar dans le cadre d'une mission scientifique, pour lesquels M. Coppens n'a que très partiellement contribué : il n'a pas participé à la campagne 1974 et, en 1975, lors de sa courte visite sur le terrain, les résultats mentionnés dans votre article étaient déjà acquis.

Par ailleurs, il est regrettable que, de figure, pour le financement, que la Fondation Singer-Polignac, liée organiquement à la Fondation de France. Or, depuis 1972, les fonds consacrés à cette expédition proviennent essentiellement du C.N.R.S. et de la M.S.P. (Etat-Unis). En 1975, précisément, la Fondation Singer-Polignac a participé à 5 % environ des dépenses, le C.N.R.S. à 40 % et la M.S.P. et autres fondations américaines à 55 %.

SPORTS

PATINAGE ARTISTIQUE

Irina Rodnina en démonstration

La patinoire de Boulogne-Billancourt était trop exigüe pour accueillir, mardi 17 février, les quelques milliers de spectateurs des patineurs soviétiques invités par la Fédération sportive et gymnique du travail (F.S.G.T.) pour célébrer le cinquantième anniversaire des relations sportives franco-soviétiques.

Fatigués par les épreuves olympiques d'Innsbruck, les patineurs soviétiques ont présenté des programmes allégés au niveau des sauts et beaucoup plus axés sur la recherche plastique et chorégraphique. Privé par la grippe de la benjamine, attraction de l'équipe, cette jeune Elena Vodorova (douze ans et demi) qui enchaine les triples sauts et les triples sautons à l'âge où d'autres font leurs premiers pas sur la glace, le public a reporté ses faveurs sur les couples.

Si Ludmila Pakhomova et Alexandre Gorshkov, premiers champions olympiques de danse à Innsbruck, obtinrent un franc succès avec leur tango sur glace, le triomphe fut pourtant pour Irina Rodnina et son mari Alexandre

Saitov. Déjà championne olympique en 1972 à Sapporo avec Oulanov, ce petit bout de femme brune, tour à tour portée à bout de bras, propulsée ou transformée en couple par son partenaire, a acquis par la magie du patinage un charme incomparable qui la place au rang des plus grandes fées de la glace avec Peggy Fleming ou Janet Lynn.

Moins brillante, cette année aux Jeux comme aux championnats d'Europe de Genève, le bruit avait couru à Innsbruck qu'Irina Rodnina mettrait, à vingt-six ans, un terme à sa carrière après les championnats du monde de Göteborg (2 au 6 mars). A l'occasion de son séjour à Paris, Irina Rodnina a démenti cette rumeur et nous a même confié son espoir d'obtenir en 1980 à Lake-Placid une troisième médaille d'or olympique.

G. A.

FOOTBALL — Au terme d'un match comptant pour les épreuves éliminatoires du tournoi de l'Union européenne, l'équipe de France junior a battu celle de Malte par 3 à 1.

PATINAGE DE VITESSE

LES PAYS DE L'EST REFUSENT DE SE RENDRE A BERLIN-OUEST POUR LES CHAMPIONNATS DU MONDE

Berlin-Ouest. (Reuter). — Les pays d'Europe de l'Est boycottent les championnats du monde de patinage de vitesse qui se dérouleront le mois prochain à Berlin-Ouest. Au mois d'août dernier, l'Union soviétique avait protesté auprès de la Fédération internationale de patinage de vitesse après sa décision d'organiser les championnats à Berlin-Ouest. L'U.R.S.S. avait aussi refusé de participer aux autres pays socialistes, affirmant que ces championnats étaient illégaux puisque la Fédération de patinage de Berlin-Ouest n'est pas affiliée à la Fédération internationale.

Selon les organisateurs, l'Union soviétique réclamait une invitation distincte du Sénat de Berlin-Ouest, ainsi qu'une notification officielle de la part de la Fédération internationale. Ces deux exigences ont été rejetées.

AUTOMOBILE

UN SALON RÉTRO A LA BASTILLE

Ah ! les belles voitures !

Un Salon de l'automobile « rétro » se tient jusqu'au 22 février dans l'ancienne gare de la Bastille transformée en hall d'exposition : des voitures anciennes, dont certaines sont en vente libre, y côtoient des véhicules de collection qui ont eu leur célébrité.

Parmi ces bâtiments de haut bord avec « intérieurs » capitonnés et mœles arrière microscopiques, le plus beau spécimen, datant de 1922, est sans aucun doute la torpédo 22 ch. Hispano-Suiza d'Henri Edders, à carrosserie Labourdine en acajou des îles, aux gigantesques roues à petits rayons (dont deux à l'arrière, en secours) et aux phares trèfles inclinables. A ce concours d'élégance des mythes inaccessibles, au confort de châteaux roulants, rivalisent sur des stands voisins la Delage D 8, vanille et noir, du chah de Perse, le Rolls bleu de Prusse de Jean Harlow, une merveille de Bugatti 57, celle au fait, ainsi que toute la flotte super-luxe de Delahaye ou de Hotchkiss, dont le volant souvent est à droite et le tableau de bord orné de manomètres de tous calibres.

Les voitures sportives ne sont pas les moins fascinantes. Il y a d'abord les Amicar ou Salmson à baquets, cycle-cars Sandford ou Morgan à trois places, qui faisaient l'admiration de nos quinze ans quand elles « rata-touillaient » à deux kilomètres à l'heure au milieu de la pavenne motorisée de midi au bois de Boulogne : là, pendant les « années folles », s'exhibaient en de nonchalants aller et retour avenue des Acacias nos « tapouf » de prédilection mais aussi le Ballot sport des frères Saint, l'Isotta-Fraschini, à tuyaux d'échappement de Martine de Aoz et quelques « Bug » pilotés par les gigolos aux cheveux de laque, portraits vivants des héros de Paul Morand, qui ramontaient vers le pavillon Dauphine en grondant tantistiquement.

Il y a ensuite la Citroën « Caddy » de Mistinguett, à caisse tulipée à trois places, aux ailes relevées en hélices, de version sportive de la B2 de 1924.

Il y a enfin l'historique Alfa Romeo « Monza », huit cylindres en ligne, vitesse 240 km/h, au volant de laquelle avant la guerre, nous vîmes si

souvent triompher Tazio Nuvolari, le championnisme passionné au profil d'aveugle d'espèce qui disait : « Pour moi, un jour de course est un jour de vacances. »

La torpédo du « protecteur »

La grande nuit de 1940 devait faire sombrer toutes ces carrosseries style « un capot-moteur + deux places assises ». On espère de cette époque bancaire deux voitures : l'une égarée par sa carapace comme un scarabée : c'est la Citroën « gazo » de l'Occupation ; l'autre, immense comme un champ de bataille et toute noire, sinistre : c'est la torpédo décapotable Mercedes, dans laquelle Reinhard Heydrich, « protecteur » de Bohême, traversa Prague le 28 septembre 1941 pour aller installer son deslin éphémère au palais de Hradcany.

Peu de voitures de l'après-guerre, ou plutôt, en fait, une seule : la traction avant Citroën, à laquelle nos confrères Jacques Borgé et Nicolas Vianoff ont rendu hommage dans un excellent petit ouvrage (1). Lorsque l'on imagine que le premier prototype, dû à André Lefebvre, roula en 1933, que le premier modèle de série fut présenté une année plus tard sur les planches de Deauville et que, aujourd'hui encore, dans le hall de la Bastille, un cabriolet 15, rouge à par-brise rabattu, émerveille le public, singulièrement le public jeune, on ne peut que rendre un hommage réparateur au génie d'André Citroën, précurseur des carrosseries surbaissées.

Les organisateurs du salon « rétro » offrent les attractions supplémentaires en prime aux visiteurs : l'avion de Blériot, qui traversa la Manche, un Nieuport de la guerre de 1914, un Messerschmitt de la guerre de 1940, tous en état de vol et des modèles réduits de locomotives qui cadrent admirablement avec la perspective de l'ancienne gare où s'aperçoivent encore, en bout de quai, des diques qui n'ont plus rien à voir avec ceux de notre infernal stationnement urbain.

OLIVIER MERLIN.

(1) Jacques Borgé et Nicolas Vianoff : la Traction en trois cents histoires et cent cinquante photos, Balland Ed.

VENTES

A Drouot-Rive gauche

UNE EPÉE FRANÇAISE POUR LE MUSÉE DE L'ARMÉE

Il a fallu trois vacations pour disperser, chez Anatole-France, une réunion d'armes anciennes importante, comprenant notamment : une épée française de collection princière française et étrangère, cet ensemble, composé d'armes à feu, d'armes blanches, de casques et de cuirasses des seizième, dix-septième et dix-huitième siècles, était encore l'an dernier cédé au musée de Liège.

Au cours de cette vente, qui dirigèrent, M. Anatole-France, une épée française de collection princière française et étrangère, cet ensemble, composé d'armes à feu, d'armes blanches, de casques et de cuirasses des seizième, dix-septième et dix-huitième siècles, était encore l'an dernier cédé au musée de Liège.

Une enchère de 139 000 F fut donnée pour une paire d'arques-buses de chasse à rouet, aux plumes grises et à l'eau-forte de soies cyréniques, ornées de nœuds, portant deux numéros d'inventaire sous les fils Europe de l'Est vers 1850-1860 ; elle fut suivie d'une adjudication de 115 000 F, sur mise à prix de 25 000 F, pro-

nommée pour une paire de pistolets à silex, portant la signature de l'armurier parisien Frapier et monogramme R.S.H.B. nous couronne royale, 1670-1680 ; une paire de pistolets à rouet, Nuremberg fin du seizième siècle, obtint 55 000 F.

Des casques protecteurs aux joies nous d'autrefois : Cabasset, Morion, Bourguignotte, Armet, ce sont ces derniers qui eurent le plus de succès, sur départ modestes à 2 000 F et 3 000 F, deux armets allemands du seizième siècle s'envolèrent à 13 500 F et à 18 400 F (experts MM. Charles Guin, Beur-deley). — G. V.

A L'HOTEL DROUOT

A DROUOT - RIVE GAUCHE

Gare d'Orsay - 1, quai Anatole-France

Vendredi

VENTES

S. 1 - Porcelaines de la Cie des Indes, Châlon, de la Chine et du Japon. Peintures, mobiliers, tapis d'orient. — M. Beurdeley, S.C.P. Couturier, Nicolas.

S. 2 - Objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne. MM. Fromanger, Dillès, Déchaud, M. Ader, Picard, Tajan.

S. 3 - Timbres. M. Billaud-Mandatière, Marlio.

S. 4 - Livres anciens et modernes. M. Godeau, Soland, Audap.

Samedi

EXPOSITIONS de 11 h. à 18 h.

S. 1 - Tableaux anciens et modernes. M. Ogar.

S. 2 - Livres anciens et modernes du XVII^e au XIX^e siècle. M. Lecomte.

S. 3 - Adm. Picard, Tajan.

S. 4 - Tabl. anc. et mod. orfèvrerie, bijoux, objets mobiliers. M. Fromanger.

S. 5 - Obj. orfèvrerie, argent, bijoux, mobiliers et sièges de style. M. Godeau, Soland, Audap.

LISEZ

Le Monde des Philatélistes

CULTURE

RENOUVELLEMENT DES MEMBRES DU HAUT COMITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE

Deux nouvelles personnalités ont été nommées sur proposition du premier ministre au haut comité de la langue française : MM. Jean Baillon, Guy Béart, Robert Bordes, Maurice Brozière, Maurice Bréjon, Frédéric Dard, Louis Fauriol, Armand Lanoux, Daniel Malgouyres, Mgr Paul Poupard, Auguste Vialat et Etienne Wolff. Ont été, d'autre part, renouvelés dans leur mandat : Mme Jacqueline Beyrou, MM. Roger Caillols, Jean-Jacques Gautier, Jean Mistler, Louis Sadron, Jude Turiat.

MARIE-OLIVIER
52 Champs Elysées
à Belle Etoile et Rouen
tee shirts
LES DENTS DE LA MER

Toutes les tailles
T-shirt 39€ Pul 59€
aux magasins souvenirs
contre remboursement

Pour votre
DEMENAGEMENT
208 10-30 ODOUL

La compagnie qui connaît l'Afrique du Sud (SAA) choisit l'avion qui plaît aux passagers (le 747 B)

Dès le 2 avril prochain, les liaisons régulières Paris-Johannesburg de South African Airways seront toutes réalisées en Superjets Boeing 747 B.

Tous les passagers de SAA pourront ainsi profiter de la fiabilité, du confort et de la rapidité de ce luxueux quadricopteur.

Et ils bénéficieront pleinement des services exclusifs de SAA, "Gold Medallion" en classe économique et "Blue Diamond" en première classe, services à l'image de la traditionnelle hospitalité sud-africaine, avec projection de films, musique stéréophonique, délicieux repas, sélection de grands crus français et sud-africains.

Si vous devez vous rendre en Afrique du Sud, souvenez-vous que

chaque vendredi et chaque dimanche à 21 h 20, un 747 B de SAA décollera d'Orly-Sud pour vous conduire à Johannesburg, avec une seule escale, dans les meilleures conditions. Et SAA vous offre 18 vols par semaine au départ des principales villes d'Europe.

Et n'oubliez pas que SAA, c'est également un réseau intérieur couvrant toute l'Afrique Australe, ainsi qu'un important choix de circuits individuels et de séjours à forfait.

Pour un voyage d'affaires ou d'agrément, comme pour l'expédition de votre fret, faites confiance à SAA.

Personne ne connaît l'Afrique du Sud aussi bien que South African Airways.

* Moyennant un léger supplément.

SAA
South African Airways
Vous êtes chez vous

12 RUE DE LA PAIX 75002 PARIS-TEL. 261.57.87
49 RUE DU PRESIDENT-ED-HERRIOT 69002 LYON-TEL. 37.85.60

مكتبة من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

BILLET

La querelle de l'indice des prix (suite)

En un débat douteux...

L'indice des prix calculé par l'I.N.S.E.E. est-il truqué ? M. Georges Ségué n'avait pas craint de l'affirmer publiquement il y a quelques semaines, allant même jusqu'à dire que le thermomètre officiel des prix était « truqué » et constituait une « escroquerie ». Jugement qui donnait — a priori — beaucoup de piquet au débat très vif, organisé, mercredi soir 18 février, par Antenne 2, entre MM. Jean-Louis Moynet, responsable des problèmes économiques à la C.G.T., et Edmond Malinvaud, directeur général de l'I.N.S.E.E. Le représentant du syndicat se posait la question de la fiabilité de l'indice contre le « fabricant » de cet indice.

Peut-être des économistes qui espèrent voir un peu plus clair sur ce sujet brûlant ! Essayons tout de même de reconstituer le fil des deux « discours ». Le directeur de l'I.N.S.E.E. pose à M. Moynet la question suivante : en quatre ans, entre janvier 1972 et décembre 1975, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 47 % selon notre indice et de 69 % selon celui de la C.G.T. « Cette différence considérable est inexplicable. Comment la justifiez-vous ? »

La question est habile, car l'alimentation est un domaine dans lequel les produits les plus importants sont homogènes et bien définis. Les différences de relevés devraient être minimes. C'est tout le contraire qui se produit. Mais sur ce premier point, pas de réponse de la C.G.T. (1). Domage, car des

explications auraient pu éclairer un aspect essentiel du problème : la façon dont sont relevés les prix. Au fil des années, bon nombre de critiques faites par la C.G.T. se sont révélées injustifiées, et le contrôle syndical des prix a dû être abandonné. La critique, par exemple, qui consistait à dire que les différences de dépenses entre milieux sociaux et professionnels n'étaient pas prises en compte par un indice I.N.S.E.E. unique : un retraité ne dépense pas son argent comme un cadre ou comme un agriculteur, par exemple. L'I.N.S.E.E. publie donc maintenant huit indices de prix différents concernant aussi bien les cadres que les ouvriers, les employés ou les inactifs. Résultat : les huit thermomètres donnent presque exactement la même température.

De même, la C.G.T. reprochait-elle vivement à l'I.N.S.E.E. de donner un poids très important aux dépenses de logement dans le budget des familles. L'I.N.S.E.E. a tenu compte de la critique. Résultat : nul, et même plutôt inverse de ce que pensait la C.G.T. Depuis 1970, les loyers augmentent moins vite que le coût de la vie : plus le poids du logement serait important et moins l'indice augmenterait.

Quand on fait le bilan de ce qui peut expliquer les différences de hausse de prix entre l'I.N.S.E.E. et la C.G.T., on en arrive à cette conclusion que l'essentiel réside dans la façon dont sont relevés les prix. Regrettons donc que M. Moynet n'ait pas répondu sur ce point à M. Malinvaud.

« Notre indice est-il truqué ? »

demande encore M. Malinvaud. « Nous ne mettons pas en cause vos statistiques, mais l'usage que fait le gouvernement de l'indice, qu'il utilise pour fixer les allocations familiales, les pensions, les retraites », répond M. Moynet. « Mais l'instrument lui-même est-il bon ou est-il truqué ? », questionne le mensur de l'eu.

« Nous ne sommes pas d'accord avec certaines des techniques utilisées par l'I.N.S.E.E. », répond M. Moynet, qui rappelle que les commerçants connaissent les enquêtes de l'I.N.S.E.E. et collaborent avec eux pour les relevés. Sous-entendu : sur les prix des produits recensés, les commerçants font attention à ne pas trop bouger leurs étiquettes pour ménager l'indice. Ce qui implique, soit dit en passant, qu'ils accepteraient de réduire leurs marges bénéficiaires... Autre reproche de M. Moynet : ni les consommateurs, ni les syndicats ne savent quels produits précis sont suivis par l'I.N.S.E.E., mais le gouvernement lui le sait. « Faux architectes », le vous en donne ma parole », assure M. Malinvaud.

Sur un point au moins, M. Moynet a raison : si l'on faisait un sondage, il est plus probable qu'une majorité de personnes interrogées répondraient que les prix de détail augmentent plus vite en France que ne le dit l'indice de l'I.N.S.E.E. Mais est-ce une preuve ? Combien d'entre-elles savent, par exemple, que les prix des tomates et des laitues étaient, en décembre 1975, plus bas qu'en janvier 1972 ?

ALAIN VERNHOLES.

La majoration des tarifs du gaz et de l'électricité

(Suite de la première page.) Ainsi, la majoration serait de 1,45 centime en moyenne pour la haute tension, d'un peu plus de 1,45 centime pour la moyenne tension, et de 2,3 à 4,8 centimes pour la basse tension.

On ne peut que féliciter le gouvernement d'essayer de pratiquer la « vérité des prix » en matière tarifaire — objectif cohérent avec son intention de libérer progressivement les prix industriels. Après un déficit de 1 400 000 F en 1974 et de 400 à 450 millions de francs (estimation actuelle) en 1975, E.D.F. devrait pouvoir équilibrer ses comptes en 1976, ce qui lui permettra de financer ses énormes investissements en centrales nucléaires, sur des bases plus saines. Restera à régler le problème des Charbonnages de France, dont le déficit pour 1975 est sans doute supérieur à 500 millions de francs.

Les hausses sur le gaz s'échelonnent entre 7,5 % pour le gaz domestique et 9,7 % ou 9,80 % pour le gaz industriel. Gaz de France, qui — pour la première fois depuis 1963 — aura équilibré ses comptes en 1975, risque de nouveau de se retrouver en déficit — léger, il est vrai. Toutefois, les prévisions budgétaires doivent être accueillies avec prudence. L'an dernier E.D.F. et G.D.F. prévoyaient pour 1975 un déficit respectivement d'un milliard et de 300 à 350 millions de francs.

Après les « retards » accumulés ces dernières années, la « vérité » des prix d'aujourd'hui est donc toute relative. Elle est d'autant plus nécessaire que le gouvernement incite à l'économie les citoyens à économiser l'énergie :

il serait paradoxal qu'en même temps il subventionne la consommation d'énergie par des tarifs trop bas. Or c'est bien ce qui s'est produit jusqu'à maintenant. L'incohérence de la politique tarifaire était même double : non seulement les tarifs d'électricité et de gaz étaient en soi insuffisants, mais encore ils avaient beaucoup moins augmenté que les prix des produits pétroliers. Les utilisateurs se voyaient ainsi incités à se reporter du fuel à l'électricité, elle-même produite en partie à partir du fuel.

La « vérité » des prix aura des

incidences négatives sur la compétitivité des entreprises et sur le niveau de vie des Français. Mais ces problèmes devraient trouver une solution autre que tarifaire, sous la forme notamment d'une aide accrue aux catégories défavorisées. Cette méthode, employée avec la vérité des prix, respecterait davantage la liberté des choix individuels que des prix inégalement appliqués de contingents plus ou moins autoritaires. On ne fait pas de bonne politique industrielle ou sociale avec de fausses factures.

PHILIPPE SIMONNOT.

SYNDICATS

En engageant la « bataille pour les trois millions d'adhérents »

La C.G.T. poursuit son effort de démocratisation

La C.G.T. engage « la bataille pour les trois millions d'adhérents ». Cette vaste opération de recrutement a été lancée le 18 février, devant six cents adhérents réunis à Paris en comité confédéral national extraordinaire, élargi aux militants des grandes entreprises et organisations locales.

L'état donné par les dirigeants cégétistes à cette initiative est à la mesure de l'ambition affichée : il s'agit d'attirer à la C.G.T. huit cent mille nouveaux adhérents dans l'année, puisque deux cent cinquante mille environ sont généralement perdus dans le même temps.

M. Ségué et les dirigeants de la C.G.T. poursuivent ainsi l'effort de rénovation et de renforcement dont le secrétaire général de la centrale avait donné le coup d'envoi en 1971. A Grenoble, devant les métallurgistes C.G.T.,

réunis voilà tout juste quatre ans, M. Ségué avait invité les délégués à un ample effort de démocratisation en abandonnant la « propension à imposer leurs conceptions plutôt qu'à convaincre ».

Cette fois encore, M. Ségué a convié les militants à une sévère autocritique, vite suivie de l'exaltation des qualités et du prestige de la C.G.T., le syndicat « exempt de tendances rivales, le plus responsable, le plus progressiste ». Au passage, il a évoqué l'action unie avec la C.F.D.T., qui ne doit pas freiner le dynamisme propre de la C.G.T. Toutes les forces doivent être engagées, a dit M. Ségué, pour mener à bien les luttes revendicatives présentes et à venir, dans lesquelles sera capital le rôle de la C.G.T. partie prenante du programme commun de la gauche.

Lors de son dernier congrès, il y a huit mois, la C.G.T. annonçait 2 400 000 adhérents, retraités compris. Ce nombre, déclare M. Ségué, ne représente que le tiers des salariés qui votent pour elle. Or la C.G.T. a lancé des « campagnes de recrutement ou de renforcement toujours ouvertes, jamais fermées », qui se suivent régulièrement sans que les effectifs augmentent sensiblement.

Le maintien de ceux-ci nécessite 12 à 13 % d'adhésions nouvelles en moyenne par an, soit environ 300 000 nouveaux membres. En 1975, ceux-ci n'ont été que de 259 238, contre 308 728 l'année précédente. De plus, pendant le premier mois de 1976, le nombre des adhésions (46 907) a été moins élevé que celui enregistré pendant la même période de 1975.

Analysant les difficultés auxquelles se heurte le recrutement, M. Ségué cite les « entraves que le patronat et l'administration dressent contre l'activité syndicale », la « pression anticégétiste sur fond d'anticommunisme », les brimades, la « répression », les « syndicats maison », l'aide au syndicalisme de collaboration de classe, les manifestations des éléments et groupes gauchistes, etc. Il y a aussi la division syndicale, le chômage, le fait que « l'instinct de classe ne se transforme jamais spontanément en conscience de classe ».

Mais M. Ségué dénonce aussi « les difficultés qui viennent de nos propres insuffisances ». Il cite ainsi le « contentement de soi », le « sentiment de supériorité », voire d'« infatigabilité », ainsi que « l'égoïsme, la routine et les lourdeurs parfois paralysantes ». Un autre défaut proviendrait également de ce qu'il appelle « une altération du patriotisme de la C.G.T. par l'unité d'action avec la C.F.D.T. ». Il déplore que ceci se traduise « parfois par des hésitations à diffuser le matériel de la C.G.T. en période de lutte unie et, a fortiori, hésitation à appeler à l'adhésion à la C.G.T. ».

Il ne s'agit pas, poursuit

M. Ségué, d'aboutir à une sorte de culpabilisation, et même si les militants C.G.T. étaient parfaits, il faudrait quand même prendre des dispositions pour recruter. Pour ce faire, la C.G.T. possède une grande richesse d'expérience, d'intelligence et de dévouement, déclare M. Ségué. « Il est indiscutable (quelle) regroupe sur le plan syndical ce qui existe de plus avancé, de plus révolutionnaire, de plus progressiste dans la classe ouvrière ».

« Il est important, poursuit M. Ségué, que chacun comprenne qu'il s'agit d'une initiative sans précédent, non limitée dans le temps, qui suppose un effort de longue haleine et un déploiement d'énergie considérable ».

La bataille, dit-il, est rude, elle écarte le mot « campagne », trop usé, doit se concevoir dans deux directions : vers l'intérieur de la C.G.T., en donnant la priorité à la jeunesse, aux grandes entreprises, aux unions locales ; et vers l'extérieur, sur le thème : « De quel syndicat les salariés ont-ils besoin ? ».

Il faut, dit-il, « faire comprendre à la masse des travailleurs combien il est préjudiciable à tout le monde du travail que l'activité et l'action syndicale ne reposent, en France, que sur 20 à 25 % des travailleurs, alors qu'elle concerne tous les salariés et profite également à tous lorsqu'elle remporte des succès », alors que les employeurs sont organisés à 80 % et C.F.E.P. La faiblesse de la syndicalisation profite à ceux qui exploitent le travail, alors que les conditions et les droits sont les plus avantageux là où les salariés sont les mieux syndiqués. Il faut, conclure que, par delà les différences d'opinions politiques ou de croyance, les travailleurs ayant des intérêts communs de salariés à défendre, peuvent et doivent se rassembler dans le syndicat ».

A différentes reprises, M. Ségué exalte la C.G.T., « le syndicat exempt de tendances rivales et de luttes fratricides », se retrouvant fraternellement unis, y compris dans le partage des responsabilités (...); le syndicat le

plus conséquent, le plus responsable, y compris dans la pratique de l'unité d'action et la perspective du rassemblement de tous les travailleurs au sein d'une grande centrale unitaire ; le syndicat le plus progressiste, rejetant l'hypocrisie de l'apolitisme stérilisant mais ne confondant pas ses prérogatives avec celles des partis politiques ; le syndicat engagé dans la lutte parce qu'il combat résolument pour transformer la société dans le sens de la démocratie la plus large et du socialisme.

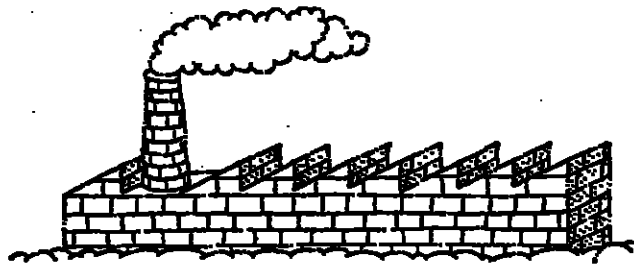
La C.G.T., dit encore M. Ségué, va mettre dans la bataille des moyens financiers exceptionnels, 270 millions étant pris sur le fonds de réserve. Les formalités d'adhésion seront simplifiées par l'édition d'une carte unique. Les militants, par affiches, « vont faire parler les murs, les gares, les marchés et autres lieux publics ».

M. DURAFOUR : certaines actions syndicales pourraient briser la résurrection de l'économie.

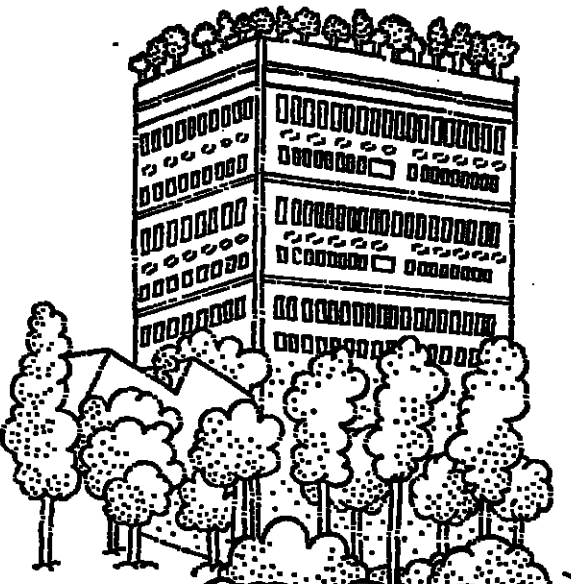
Les effets du plan de soutien commencent à se faire sentir, mais le chômage n'a pas disparu « loin de là », a déclaré M. Michel Durafour, ministre du travail, à l'Assemblée nationale, le 18 février. Il a formulé en direction des syndicats la mise en garde que voici :

« D'aucuns pourraient penser que c'est le moment de faire certaines actions dont la finalité serait l'amélioration des conditions de travail, par exemple, ou de meilleurs salaires. Je crois que si les choses se passent de cette manière, l'économie française tout entière en subira rudement les effets. Il me semble que les organisations syndicales qui réfléchissent et qui connaissent leurs responsabilités hésiteront avant d'entreprendre des actions dont la finalité serait, en fin de compte, de briser la résurrection de l'économie française. »

avant on faisait les usines comme ça,



maintenant on les fait comme ça.



Pour travailler au cœur des villes...

C'est vrai, les usines traditionnelles ont besoin de beaucoup d'espace. Question cruciale puisqu'on les a toutes construites en ville jusqu'à nos jours. Si l'on pense que l'entreprise a sa place dans la ville, il faut trouver des solutions modernes, moins gloutonnes de surface au sol et capables de s'intégrer en tissu urbain. Nous pensons que votre Entreprise a sa place

à Paris. Et nous avons construit MOZINOR aux portes de Paris. A MONTREUIL.

MOZINOR, c'est un immeuble abritant des unités de production reliées par une autoroute intérieure : sur 3,2 hectares au sol, 40.000 m² de plancher industriel utile, 18.000 m² de voirie autoroutière intérieure couverte, 530 places de parking couvert, 1 restaurant pour 800 personnes, 2,5 hectares d'espaces verts.

MOZINOR, une solution moderne à votre problème de locaux industriels, une solution qui fonctionne. Venez nous voir.

Pour tous renseignements : SADEMO - 15, Avenue de la Résistance - 93100 MONTREUIL. Monsieur MANENO - Tél. 858.15.60



LE PREMIER ENSEMBLE INDUSTRIEL A LA VERTICALE DE FRANCE

مكتبة من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LA FIN DE L'ÈRE KEYNÉSIIENNE

II. — Les voies du retour au plein-emploi

par JACQUES RUEFF, de l'Académie française

Avant Keynes, les économistes tenaient le chômage généralisé pour un accident temporaire dont la cause était un décalage dans l'évolution des salaires et des prix (« le Monde » du 19 février). Le sous-emploi persistant qui est apparu en Grande-Bretagne après la première guerre mondiale semblait mettre en échec cette explication. Dans plusieurs articles qui firent alors sensation, M. Jacques Rueff démontra qu'il n'en était rien. Le chômage était bien dû, dans cette nouvelle situation, au maintien artificiel de salaires réels trop élevés par rapport au niveau général des prix. La même relation a encore pu être vérifiée au cours de la période contemporaine (en France, de 1963 à 1975). Quels sont les faux et les vrais remèdes au chômage ?

Le génie de Keynes, qui illustra l'école de Cambridge, fut de percevoir, avant et peut-être plus que tout autre, le refus passionné que l'opinion opposerait à toute politique tendant à établir en période de hausse des prix un parallélisme entre les variations du niveau général des salaires et celles du niveau général des prix.

La certitude de pareil refus le conduisit à élaborer, grâce à son incomparable habileté dialectique, une « théorie » du chômage, qui éliminait entièrement la baisse des salaires comme instrument de résorption d'un chômage dû à une hausse des prix, mais retenait la hausse des prix en tant qu'instrument de réduction sans pleurs du salaire réel.

Pour lord Keynes, tout surplus de production que des travailleurs en chômage pourraient produire, s'ils étaient employés, risquerait de ne trouver aucune demande propre à l'absorber.

Cette situation, paradoxale pour ceux qui croient à l'efficacité des mécanismes de marché et qui savent que la marge des augmentations de consommation possibles est très grande, sinon illimitée, résulte, suivant notre auteur, de : « l'état d'esprit de la communauté, qui est tel que lorsque le revenu global croît, la consommation globale augmente, mais non du même montant que le revenu. De ce fait, les employeurs se voient dans l'impossibilité de trouver preneur pour les suppléments de production issus d'une éventuelle augmentation de l'emploi, si l'emploi supplémentaire était consacré en totalité à la production de biens de consommation. »

« Pour qu'un supplément de main-d'œuvre puisse être employé, il faut qu'il existe un montant d'investissement courant propre à absorber l'excès de la production qui est offerte et non demandée. Il s'ensuit que, pour une valeur donnée de la proportion de la communauté à consommer, c'est le montant de l'investissement courant qui détermine le niveau de l'emploi. En général, il n'y a pas de raison de penser que le volume de l'emploi, doté d'être égal au plein emploi. »

Et Keynes conclut : « Lorsque la propension à consommer ne change pas, l'emploi ne peut croître (c'est-à-dire le chômage diminuer) que si la dépense d'investissement croît elle aussi de manière à combler l'écart grandissant entre l'offre globale et la dépense de consommation. »

Telle est, sur le plan politique, la conclusion majeure de la théorie keynésienne : on ne peut parer à un chômage déterminé qu'en portant le montant des dépenses d'investissement à un niveau propre à absorber la production que pourraient fournir les excedents de main-d'œuvre inemployée.

aux travailleurs, dont les revenus ne suivent qu'avec retard la hausse des prix. Par une réaction très naturelle, ceux-ci ont imposé aux gouvernements, sous des formes diverses, des procédures propres à permettre aux salaires de suivre, puis ultérieurement d'anticiper la hausse des prix.

La mise en vigueur de ces procédures a empêché d'abord la baisse du rapport salaires-prix, puis provoqué son augmentation. Comme l'a montré l'article précédent, ce double mouvement a mis fin à l'état de suremploi. Le chômage est apparu et s'est généralisé dans tout l'Occident.

La validité de ce diagnostic est illustrée par le diagramme qui décrit les variations du salaire réel et du chômage en France dans la période 1963-1975 (voir l'article précédent).

Ce diagramme fournit l'image et l'explication de l'état de « stagnation », où la stagnation et l'inflation coexistent.

A pareille crise, les gouvernements ont réagi en appliquant partout des politiques keynésiennes, dites de « relance ». Fondées sur des procédures diverses et bien intentionnées, mais souvent indues — telles que la réduction de la journée de travail et l'avancement de l'âge de la retraite — elles avaient presque toujours pour effet, sous prétexte de sauvegarder le pouvoir d'achat et de défendre les niveaux de vie, de créer plus de chômage.

C'est ainsi que l'on est entré dans une ère où l'effet keynésien, bien loin de jouer, s'est trouvé

inversé. Actuellement, dans l'atmosphère de relance généralisée où baigne l'Occident, l'inflation ne provoque plus suremploi, mais stagnation et chômage.

C'est pareil désastre que je prévoyais lorsque, en 1947, je terminais une étude sur « les erreurs de la théorie générale de lord Keynes » par les sombres avertissements suivants : « Il est probable que la prochaine période de dépression entraînera application généralisée dans le monde de la politique suggérée par lord Keynes. Je ne crains pas de me tromper en affirmant que cette politique ne réduira le chômage que dans une faible mesure, mais qu'elle aura des conséquences profondes sur l'évolution des pays dans lesquels elle sera appliquée. »

Du fait de lord Keynes, la prochaine crise cyclique sera l'occasion de profonds changements politiques, que certains espèrent que d'autres redoutent. En tout cas, fondée sur une théorie fautive, les remèdes qui seront mis en œuvre entraîneront des répercussions profondément différentes de celles qu'ils étaient appelés à promouvoir. Leur inefficacité sera, pour une grande partie de l'opinion, raison nouvelle de réclamer la substitution d'un régime qui, en se renouant, se sera lui-même détruit (1).

Aussi n'est-ce pas surestimer l'entreprise keynésienne que d'y voir une véritable mutation de la pensée politique dans tous les États qui échappent encore à l'emprise totalitaire. En donnant

sentiment que, par l'investissement, ils avaient le moyen de procurer l'expansion désirée et de hanter le chômage homi, la doctrine du plein-emploi a ouvert toutes grandes les vannes de l'inflation et du chômage. Elle est en train de défaire sous nos yeux ce qui subsiste de la civilisation de l'Occident.

L'expansion dans une quasi-stabilité des prix

C'est une erreur et un mensonge d'attribuer à la revendication salariale, fondée sur des exigences idéologiques, la hausse des prix et l'inflation. La revendication salariale ne tend qu'à protéger les niveaux de vie des travailleurs contre les prélèvements occultes dont ils n'ont cessé d'être l'objet. Elle est effet et non pas cause de la hausse des prix. Dans l'état actuel des choses, on ne peut douter qu'elle est génératrice de chômage.

Seul un système de convertibilité monétaire — qui ne sera efficace que s'il est métallique — imposera aux gouvernements les disciplines de gestion strictes d'une stabilité acceptable. Pour s'en convaincre sans recourir à de pesantes analyses économiques, il suffit de constater qu'entre 1714 et 1814, en Angleterre, et entre 1749 et 1820, aux États-Unis — toutes périodes d'étalon-or — les prix étaient en fin de période sensiblement au même niveau qu'au début, nonobstant des alternances de hausses et de baisses qui n'étaient qu'une image de la stabilité.

J'ai souvent démontré et j'affirme à nouveau ici que le rétablissement de la convertibilité métallique du dollar — sans recours à l'artifice des droits de tirage spéciaux — rendrait au monde, par le contrôle des évolutions cycliques de l'activité économique, une acceptable stabilité des prix.

Pareille stabilité ramènerait rapidement les taux d'intérêt à long terme, des niveaux aberrants où ils se trouvent actuellement à des valeurs répondant à la rentabilité réelle de la production. Cette baisse engendrerait une augmentation massive des investissements devenus rentables, laquelle serait source d'une amplification très sensible de la productivité du travail.

Dans pareil cadre, la procédure consacrée des négociations collectives donnerait aux travailleurs le bénéfice des augmentations de productivité et, par là, leur procurerait des augmentations de salaires de grande valeur, lesquelles ne seraient plus constamment érodées par le malheureux artifice de la hausse des prix.

Rétablissement de la convertibilité monétaire, protection accrue de la procédure des négociations collectives, telles sont les deux voies propres à rendre aux systèmes économiques de l'Occident la possibilité de durer. En dehors d'elles, il n'est que fausses semblances, aventures et mensonges.

Copyright Jacques Rueff et Opera Mundi. FIN

(1) Dans les Erreurs de la théorie générale de lord Keynes, Revue d'économie politique, Paris, janvier-février 1947, et une brochure à la librairie du Recueil Sirey, Paris 1947 et, en anglais, Quarterly Journal of Economics, Cambridge, Massachusetts, 20 mai 1947.

Les fondements théoriques de la nouvelle pharmacopée

Dans un univers économique parfaitement fluide, l'analyse keynésienne serait parfaitement exacte : l'institution de dépenses d'investissement susciterait des dépenses nouvelles de main-d'œuvre propres à absorber, sans hausse de prix, les effectifs inemployés dans la production d'articles de consommation.

Pour qu'il en fût ainsi, il faudrait que les facteurs de production — main-d'œuvre et capital — inemployés dans la production de biens de consommation et sans délai celle-ci pour se consacrer à la production des biens d'investissement nouvellement demandés. Autrement dit, que les structures de production fussent, sous l'influence des mouvements de salaires et de prix, entièrement fluides.

Mais Keynes ne croit pas à la fluidité des structures économiques. Dans un article publié dans l'Economic Journal de 1929, à l'occasion d'une controverse qui nous avait opposés sur les problèmes que posait le transfert des répa-

rations allemandes, il écrit que, à ses yeux, l'application « la théorie des liquides à ce qui est une matière, sinon solide, au moins pâteuse, avec de fortes résistances internes ».

Son opinion est sans nul doute inspirée par l'état de l'économie anglaise où, à l'époque, les mouvements de salaires étaient pratiquement exclus, ainsi qu'en témoigne l'immobilité de la courbe des salaires en Grande-Bretagne, pendant la période 1922-1930.

De ce fait, la demande nouvelle de produits d'investissement n'affectera que très superficiellement leur production. Elle s'exercera presque en vain et suscitera hausse de leur prix sans qu'il y ait, du fait du blocage des salaires, baisse corrélative du prix des produits de consommation. Le niveau général des prix augmentera.

Cette augmentation du niveau général des prix provoquera, en inclinant vers le bas le rapport salaires-prix, donc, comme nous l'avons vu, baisse du chômage.

Le grand secret du magicien de Cambridge

Ainsi apparaît le grand secret de la pharmacopée keynésienne. Lorsque le niveau général des salaires est générateur de chômage, il faut, par majoration des dépenses d'investissement, provoquer une hausse du niveau général des prix.

Pourquoi des dépenses d'investissement plutôt que des dépenses de consommation ? Parce que celles-ci dépendent essentiellement de décisions individuelles, à l'égard desquelles les autorités sont très désarmées, alors que celles-là sont très largement décidées par des autorités publiques ou quasi publiques.

Ainsi, par le détour de la majoration des dépenses d'investissement, la hausse des prix aura repris aux salariés le supplément de pouvoir d'achat que la hausse des salaires leur avait attribué. C'est cet artifice qui met entre les mains des gouvernements un remède d'efficacité certaine pour la résorption du chômage par l'inflation et pour la création, lorsque celui-ci a été résorbé, d'un régime d'expansion et de suremploi continu.

La leçon a été vite entendue. Dès 1945, elle a suscité en Grande-Bretagne et au Canada, deux livres blancs, aux États-Unis, un projet de loi, le « Bill Murray », qui imposait aux gouvernements intéressés le maintien du plein emploi. En France, la Constitution de 1946 obligeait le gouvernement à présenter chaque année un « plan économique national ayant pour objet le plein emploi des hommes et l'utilisation rationnelle des ressources matérielles ». Le comité économique des Nations unies, créé également en 1946, s'appela « Comité des questions économiques et de l'emploi ». Enfin, la conférence internationale chargée d'établir le statut des échanges, et dont la première session s'était tenue à Londres en octobre-novembre 1946, était la conférence du commerce et de l'emploi.

Aucune religion ne s'est répan-

due dans le monde aussi vite que celle de l'emploi. Fortifié par le succès des drames du chômage qui avait ravagé l'Angleterre et l'Allemagne pendant les années 20, elle est devenue le premier principe, express ou tacite, de la politique économique dans presque tous les pays du monde. Masquant son objet sous l'habillage habile et spécieux de la « théorie générale », élevée par des disciples enthousiastes et aveugles à la hauteur d'une bible de l'action gouvernementale, elle a dissimulé le véritable visage des politiques d'inflation qu'elle recouvrait. Par ce détour, elle a donné bonne conscience aux gouvernements qui, ayant épuisé leurs possibilités d'impôts et d'emprunts, recouraient aux délices trompeuses de la création monétaire.

La politique de plein emploi a d'abord été pratiquée systématiquement par l'organisation de grands travaux puis par l'acceptation et la création volontaire de déficits budgétaires.

Mais à partir de la fin des années 50, par une tragique coïncidence, les gouvernements ont été dispensés du soin de créer eux-mêmes l'inflation génératrice d'abord de plein emploi, puis de suremploi. Le dérèglement du système monétaire international, dû à la pratique généralisée de l'étalon de change-or (Gold Exchange Standard), a engendré, dans tout l'Occident, des balances dollar génératrices d'inflation.

Cette inflation est restée modérée jusqu'en 17 mars 1969, date à laquelle s'éleva par l'absorption des réserves d'or et de devises du pool de l'or — essentiellement celles des États-Unis — mais lorsque, à cette date, le dollar est devenu en fait inconvertible, avant de le devenir en droit temporairement le 15 août 1971, le processus inflationniste s'est spontanément accéléré pour devenir, le 15 mars 1973, galopant.

L'accélération de la hausse des prix infligeait de cruels sacrifices

La totalité de ces obligations ayant été vendue, le présent avis est publié à titre d'information seulement.



\$100.000.000

Caisse Nationale des Télécommunications

Obligations 8% venant à échéance le 15 février 1984

Intérêt payable semestriellement le 15 août et le 15 février

Le paiement des intérêts et le remboursement du principal sont garantis inconditionnellement par

L'Etat Français

Lazard Frères & Co.

Merrill Lynch, Pierce, Fenner & Smith

- | | | | |
|---|---------------------------------------|--|---------------------|
| Morgan Stanley & Co. | The First Boston Corporation | Goldman, Sachs & Co. | Salomon Brothers |
| Banque Nationale de Paris | Blyth Eastman Dillon & Co. | Dillon, Read & Co. Inc. | |
| Drexel Burnham & Co. | | EuroPartners Securities Corporation | |
| Hornblower & Weeks-Hemphill, Noyes | E. F. Hutton & Company Inc. | Kidder, Peabody & Co. | |
| Kuhn, Loeb & Co. | Lazard Frères et Cie | Lehman Brothers | Loeb, Rhoades & Co. |
| Paine, Webber, Jackson & Curtis | Reynolds Securities Inc. | Smith Barney, Harris Upham & Co. | |
| SoGen-Swiss International Corporation | Suez American Corporation | Warburg Paribas Becker Inc. | |
| Wertheim & Co., Inc. | White, Weld & Co. | Dean Witter & Co. | |
| Bear, Stearns & Co. | L. F. Rothschild & Co. | Shearson Hayden Stone Inc. | |
| Shields Model Roland Securities | Weeden & Co. | ABD Securities Corporation | |
| Arnhold and S. Bleichroeder, Inc. | Basle Securities Corporation | Alex. Brown & Sons | |
| Daiwa Securities America Inc. | F. Eberstadt & Co., Inc. | Robert Fleming | Kleinwort, Benson |
| Moseley, Hallgarten & Estabrook Inc. | | New Court Securities Corporation | |
| The Nikko Securities Co. | Nomura Securities International, Inc. | R.W. Pressprich & Co. | |
| Thomson & McKinnon Anchincloss Kohlmeier Inc. | | Spencer Trask & Co. | |
| Tucker, Anthony & R. L. Day, Inc. | | UBS-DB Corporation | |
| Wood, Struthers & Winthrop Inc. | | Yamaichi International (America), Inc. | |

février 1976

LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

M. d'Ornano annonce une première série de mesures pour développer la montre électronique

Au moment même où M. Claude Neuschwander faisait ses adieux au personnel de LIP — sa démission sera annoncée officiellement vendredi — M. d'Ornano a reçu, jeudi 18 février en fin de matinée, une délégation de notables et de patrons horlogers du Haut-Doubs. Cette délégation, conduite par M. Edgar Faure, président de

l'Assemblée nationale et député du Doubs, devait exprimer au ministre de l'Industrie et de la Recherche ses inquiétudes face à la dangereuse montée de la concurrence américaine sur le marché des montres électroniques.

A l'occasion de cette rencontre, M. d'Ornano devait annoncer le déblocage de cré-

dit et de subventions destinés à mettre en œuvre le plan de développement de la montre électronique en France. L'enveloppe sera répartie entre la société Montrelec, qui sera maître-d'œuvre, une nouvelle société de composants à créer et les entreprises Jaz et Bayard, chargées du volet « gros volume » (réveils, pendules), du plan.

Faire face à la menace américaine

Pour comprendre la démarche des horlogers, il est nécessaire de rappeler quelques chiffres. Cette année, la production mondiale de montres électroniques a plus que quadruplé, pour atteindre 3,5 millions de pièces en 1975, contre moins de 700 000 en 1974. Qui plus est, avec la baisse des prix — les montres électroniques entre 280 F et 300 F sont désormais monnaie courante — la menace du tout électronique s'accroît dangereusement.

D'après les dernières statistiques, plus de 6,5 millions de montres électroniques seront fabriquées cette année dans le monde, sur un total de 220 millions, et de 65 à 85 millions (entre 22 % et 25 % de la production mondiale) en 1980. A la même époque, le Comité professionnel intergénéral de la montre prévoit que 3 millions de montres électroniques seront vendues en France (21 % de la consommation), contre 100 000 en 1975. Ces chiffres laissent rêver et ne manquent pas d'inquiéter dans la mesure où la production de montres électroniques est assurée pour l'essentiel par les Américains et les Japonais. Les premiers ne cachent pas leur ambition de profiter de leur avance technologique pour dominer le marché mondial.

Cependant, deux freins puissants

empêchent encore les Américains de débarquer en force sur le vieux continent. Primo, ils ne disposent pas des circuits de distribution, encore indispensables pour diffuser leurs produits sur une grande échelle. Secundo, le style des montres américaines ne séduit pas la clientèle européenne.

Ces obstacles, cependant, ne sont pas insurmontables, et, faute de réagir à temps, l'horlogerie française risque bel et bien d'arriver après la bataille, ce qui aurait de graves conséquences pour le Haut-Doubs.

Les trois quarts des entreprises horlogères sont concentrées dans cette région et font vivre près de deux tiers de la population active, population composée au surplus d'une forte proportion (50 %) de jeunes de moins de vingt-cinq ans. Cette insularité est dangereuse quand tout un secteur industriel aborde un tournant aussi crucial de

son existence. Si Paris veut bien une messe, 12 000 travailleurs et 214 entreprises valent bien la peine que l'on s'intéresse à eux. Tout le dispositif du plan horloger va s'articuler autour de Montrelec. Créée en 1971 par les principales firmes horlogères françaises avec l'aide de la Société de développement de l'horlogerie (S.D.H.) — la mini-Idi de la profession — Montrelec avait pour objectif d'étudier et de mettre au point un prototype de montre électronique. C'est chose faite depuis un an. Pour passer du stade de l'étude à celui de la production, Montrelec avait besoin d'argent. Le 23 janvier dernier, son capital a été porté de 0,3 à 5 millions de francs (le Monde daté 25-26 janvier). Dans le bureau de la nouvelle société, l'Etat devrait déposer un chèque de 4,5 millions de francs remboursable à long terme sur le chiffre d'affaires réalisé.

Une restructuration nécessaire

Mais, pour fabriquer des montres électroniques, encore faut-il disposer des éléments constitutifs. Une seconde société est donc en voie de création. Elle aura pour vocation de produire des composants à savoir : les quartz (basses de temps), en liaison avec la CEPE (groupe G.S.F.), qui lui apportera sa technologie, les circuits imprimés, les trimmers (petits condensateurs variables permettant de régler le réglage de l'heure) et, éventuellement, les cristaux liquides destinés à l'affichage numérique des heures, si Quartzélec ne voit pas le jour. Quartzélec était une autre société, dont la création était prévue dans le plan horloger et dont Lip devait prendre la direction avec l'aide de la S.D.H.

La société de composants aurait un capital initial de 2 millions de francs et disposerait, comme Montrelec, de prêts à long terme (on parle de 3 millions de francs). Ses actionnaires seront la S.D.H., la C.S.F.,

Montrelec, et les sociétés Frézar-Paneton et Cheval. Elle aura pour principal client Montrelec, bien sûr, mais aussi toutes les firmes horlogères, qui voudront faire appel à elle. Reste posé le problème des circuits intégrés. En dehors des Américains et des Japonais, une seule société européenne en fabrique : Eurosil, dont le siège est à Munich. Jusqu'ici, la firme américaine Intersil en était le principal actionnaire, le restant de son capital appartenant à la Société suisse pour l'industrie horlogère (S.S.I.H.). Le fabricant allemand de réveils Diehl vient, avec l'aide de l'Etat fédéral, qui d'autre part a versé 40 millions de francs à son industrie horlogère de gros volume pour prendre le virage de l'électronique, de racheter la participation d'Intersil. Montrelec s'approvisionnera donc auprès d'Eurosil redevenue allemande.

Le plan horloger serait incomplet s'il ne comportait un volet gros vo-

FAITS ET CHIFFRES

● L'UNION C.F.D.T. D'ILLE-ET-VILAINE a invité M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, à Fougères, pour « étudier la situation de cette ville et du département ». L'union départementale C.F.D.T. rappelle, dans la lettre adressée

au ministre, que « la situation se détériore chaque jour à Fougères, Redon et Saint-Malo » et qu'« il est urgent que les pouvoirs publics prennent des dispositions concrètes et efficaces ». — (A.F.P.)

● L'USINE MICHELIN DE VANNES VEUT LICENCIER TROIS DÉLÉGUÉS. — Deux délégués du personnel, l'un C.G.T., l'autre C.F.D.T., et un délégué syndical C.G.T. ont reçu, mercredi 18 février, un préavis de licenciement, à l'usine Michelin de Vannes (Morbihan). La direction leur reproche d'avoir apporté leur concours à la séquestration, durant dix heures, la nuit du 10 au 11 février, du directeur de l'usine, M. Camusson (le Monde du 14 février). Les syndicats poursuivent les grèves tournantes et doivent décider samedi d'une « riposte appropriée ».

En revanche, la direction de l'usine Rhône-Poulenc textile de Vénissieux (Rhône) est revenue sur sa décision de licencier les vingt-trois délégués syndicaux C.G.T. et C.F.D.T. qui avaient refusé d'accepter une réduction de la durée du travail sans compensation.

● DEUX JOURNÉES D'ACTION EN FAVEUR DU TIERS-MONDE. — Les groupes locaux Tiers-Monde organisent, les 28 et 29 février, des journées nationales d'action. Des associations appartenant à des organismes divers se sont regroupées dans de nombreuses villes ou départements pour des manifestations concertées. Les plus importantes se dérouleront à Paris, à Rennes et à Angers. A Lyon et à Lille, elles prendront la forme de défilés, expositions, débats, réceptions d'appels, enquêtes, etc.

* Renseignements : secrétariat de liaison, 38, rue de la Epine, 75017 Paris, tél. 229-50-73.

Pour vos vacances d'hiver louez une voiture chez **europcar** 645.21.25

(PUBLICITE)

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Pour la construction et l'équipement complet de deux abattoirs en République Unie du Cameroun

Le Gouvernement de la République Unie du Cameroun a obtenu un Prêt-Elevage N° 983-GM de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement d'un montant en diverses monnaies équivalent à 11 600 000 dollars E.U., en vue de financer un Projet de Développement de l'Elevage (PLAN VIANDE) ; une partie des sommes accordées au titre de Prêt sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du Marché pour lequel le présent appel d'Offres est effectué. Le BIRD effectuera les paiements qu'après les avoir approuvés conformément aux clauses et conditions de cet Accord de Prêt.

Les Abattoirs, situés près de YAOUNDE et de DOUALA seront construits pour le compte de la SODEPA - SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET D'EXPLOITATION DES PRODUCTIONS ANIMALES. Chaque Etablissement conçu de façon à contenir le produit d'une journée d'abattage, soit 150 bovins plus petit bétail, sera construit conformément aux normes internationales d'hygiène et d'inspection sanitaire vétérinaire, incluant une aire de traitement du cinquième (5^e) quartier ainsi que des chambres froides.

Les documents d'Appel d'Offres, préparés par les Consultants agréés par la SODEPA, et contenant les cahiers des charges, les spécifications techniques, annexes et plans, peuvent être obtenus soit au siège de la SODEPA B.P. 1410 - YAOUNDE, REPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN, soit chez DAVID SAUNDERS AND PARTNERS, ARCHITECTS AND INDUSTRIAL DESIGN CONSULTANTS, OLDFIELD LODGE, 156, BRIDGE ROAD, MAIDENHEAD, ENGLAND à partir du 23 février 1976 contre paiement d'une somme de 20 000 F.C.F.A. ou 45 livres sterling.

DATE ET HEURE DE CLOTURE

Conformément aux termes des documents d'Appel d'Offres, les soumissionnaires doivent faire parvenir leurs offres au plus tard le vendredi 30 avril 1976, à 10 heures, au siège de la SODEPA à YAOUNDE, CAMEROUN, et l'ouverture des plis aura lieu, publiquement, à 10 h. 1 le même jour.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ROTHSCHILD - EXPANSION

AVIS AUX ACTIONNAIRES

Messieurs les actionnaires sont avisés que le conseil d'administration se propose de les réunir en assemblée générale ordinaire sur convocation spéciale qui fera l'objet des insertions prévues par la loi.

ORDRE DU JOUR :

1. Rapport du conseil d'administration et rapport des commissaires aux comptes sur l'exercice clos au 31 décembre 1975.
 2. Approbation des comptes présentés et affectation des résultats.
 3. Remplacement et nomination d'administrateurs.
 4. Renouvellement des mandats des commissaires aux comptes. Nomination d'un commissaire aux comptes suppléant.
 5. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966.
- Le conseil d'administration.

legrand

Le chiffre d'affaires de Legrand S.A. à fin janvier 1976, s'est élevé à 63 millions de francs contre 48,8 millions de francs pour la même période de l'exercice précédent, soit plus de 30 %.

Il est rappelé que Legrand a réalisé, en 1975, un chiffre d'affaires groupe de 684 millions de francs, en progression de 24 % par rapport à l'année 1974.

RAPPROCHEMENT COGEDIM - OCEFI

La Compagnie générale de développement immobilier COGEDIM et l'Ornum de construction et de financement OCEFI sont deux importantes entreprises de promotion immobilière, dont les collèges d'actionnaires, comprenant essentiellement le groupe Paribas et les principales compagnies d'assurances, ont une composition voisine.

Afin de leur assurer la meilleure efficacité, compte tenu de l'évolution constante dans les structures et le marché de la profession, les conseils d'administration des deux sociétés ont estimé opportun de procéder à un rapprochement.

Ce rapprochement se concrétisera, dans un premier temps, par la mise en place d'une autorité unique. A cet effet, MM. René Durand et Michel Maurel, respectivement président-directeur général et vice-président-directeur général de COGEDIM, ont été nommés aux mêmes fonctions chez OCEFI. De plus, un même comité d'administrateurs a été désigné dans les deux sociétés pour assurer le président et le directeur général communs.

D'autre part, il est prévu de créer progressivement pour les opérations de promotion des deux entreprises des filiales ou agences communes, tandis que les services fonctionnels ou d'assistance seraient regroupés.

Enfin, les opérations nouvelles, tant en région parisienne qu'en province, seront en principe réalisées avec la participation de l'une et l'autre des deux sociétés.

M. Jacques Ploin, précédemment

président-directeur général d'OCEFI, a été désigné comme vice-président de COGEDIM et d'OCEFI. Il sera, d'autre part, prochainement chargé d'importantes fonctions dans d'autres sociétés du groupe Paribas.

Financière

Fernand de DROUAS & Cie

Le conseil de surveillance a examiné les comptes de l'exercice écoulé.

Les résultats provisoires constatés avec ceux de la filiale totale Banque Fernand de Drouas font ressortir, après toutes provisions, un bénéfice net de 1 million 531 337 F en augmentation de 15,50 % sur celui de l'exercice précédent.

Les dépôts de la clientèle, non compris ceux des banques et établissements financiers, s'élèvent à 294 590 729 F (+ 16 %).

Compte tenu de ces résultats satisfaisants, le conseil envisage de proposer à l'assemblée générale une augmentation du dividende.

ANDRÉ DESSOT.

INVESTISSEURS

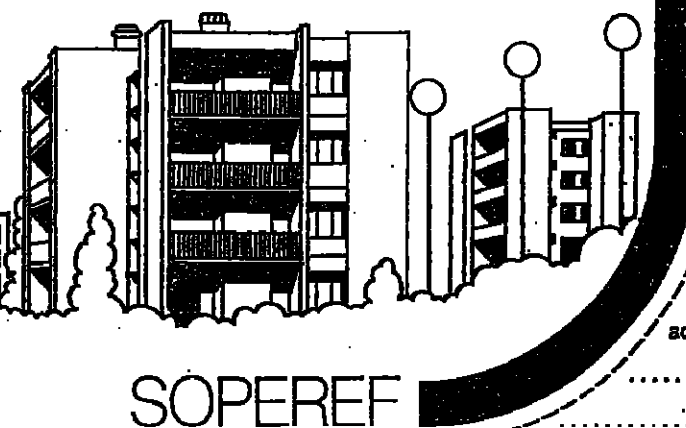
vos futurs locataires attendent déjà à Verrière Maurepas

à l'ouest de Paris dans les Yvelines

le groupe J.RIBOUD propose dans des petits immeubles des appartements de 2 à 5 pièces

un investissement sûr dans une ville qui se valorise

souscrivez vite pour profiter du P.I.C. du crédit foncier au taux de 9,67 %.



SOPREF

une situation remarquable

A l'ouest, très près de Paris, à 26 minutes de Paris-Montparnasse (plus de 55 trains par jour, dans les 2 sens).

une ville en expansion 15.000 emplois déjà créés 40.000 en 1980

Grâce au développement des zones industrielles de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines tant en bureaux qu'en ateliers, entrepôts, etc.

une construction traditionnelle de très haute qualité

des charges réduites chauffage individuel au gaz

un prix exceptionnel 2400 F le m²

groupe RIBOUD créations urbaines

Renseignements Direction Commerciale SOPREF 17, avenue Gourgaud PARIS 75017 (Métro Pereire) Tél. 754.14.00

J'aimerais, sans engagement, être renseigné sur vos appartements à Verrière Maurepas

M.

adresse

BOURSE DE PARIS

VALEURS	PREMIER COURS	DERNIER COURS
AR. 1000	1000	1000
AR. 2000	2000	2000
AR. 3000	3000	3000
AR. 4000	4000	4000
AR. 5000	5000	5000
AR. 6000	6000	6000
AR. 7000	7000	7000
AR. 8000	8000	8000
AR. 9000	9000	9000
AR. 10000	10000	10000

VALEURS	PREMIER COURS	DERNIER COURS
AR. 1000	1000	1000
AR. 2000	2000	2000
AR. 3000	3000	3000
AR. 4000	4000	4000
AR. 5000	5000	5000
AR. 6000	6000	6000
AR. 7000	7000	7000
AR. 8000	8000	8000
AR. 9000	9000	9000
AR. 10000	10000	10000

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AMÉRIQUES
2. OUTRE-MER
- DJIBOUTI : passe d'armes entre Paris et Mogadiscio au Conseil de sécurité.
- 2-3. AFRIQUE
- SAHARA OCCIDENTAL : une interview de M. Bouabid. L'Europe des Neuf reconnaît l'Algérie en ordre dispersé.
- 4-5. EUROPE
- ESPAGNE : de nouveaux incidents ont eu lieu en Catalogne et à l'université de Madrid.
6. ASIE
- CHINE : le groupe « dévotionniste » représenté par M. Teng Hsiao-ping paraît résolu à se défendre.
7. POLITIQUE
- La préparation des élections cantonales.
8. DÉFENSE
- Deux points de vue sur l'équipement militaire : « Pour une planification des dépenses », par J. Le Theule ; « Hexagone ou Pentagonisme », par Ch. Herve et F. Bourg.
9. ÉDUCATION
- M. HARRY : la gratuité totale de l'enseignement reste l'objectif du gouvernement.
- 10-11. JUSTICE
- Après la mort de Philippe Bertrand.
- ASSISES DE PARIS : trois marginaux désespérés.

LE MONDE DES LIVRES

- Pages 13 à 18
- LE FEUILLETON de B. Polinet-Delpech : René Clair et Bernard Privat.
- LITTÉRATURE ET CRITIQUE : le dernier Troland, « L'Orphée ».
- ÉTUDES RELIGIEUSES : « L'Autre Soléil », d'Olivier Clément.
- FICTIONS ET PORTRAITS : Les quatre musiciens de la Marche de Fels ; « L'Homme au magnétophone ».
- ESSAI : « Le Socialisme du silence », de Pierre Dax.
- LA CHINE : À TRAVERS LES LIVRES : La grande « somme » de Mao Tse-toung.
- LETTRURES ÉTRANGÈRES : Un romanier et un poète grec.
- 20-22. ARTS ET SPECTACLES
- CINÉMA : le Messie, de Roberto Rossellini.
- THÉÂTRE : Divines paroles à Chaillet.
26. SPORTS
27. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
- DES NOUVEAUX PRÉSIDENTS DES CONSEILS RÉGIONAUX : une interview de M. Sudreau.
- 28 à 30. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
- La fin de l'ère keynésienne (II), par Jacques Rueff.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (38) : Annonce classée (33 à 39) ; Aujourd'hui (18) ; Bulletin d'enseignement (10) ; Carat (12) ; Journal officiel (13) ; Loterie nationale (19) ; Météorologie (10) ; Mots croisés (19) ; Finances (31).

Le numéro du « Monde » daté 19 février 1976 a été tiré à 580 111 exemplaires.

ACTUELLEMENT GRANDE VENTE EXPOSITION DE TISSUS

D'AMEUBLEMENT

Un panorama complet de tous les nouveaux tissus-décoration, du style « Haute Epoque » au contemporain, en stock, à des prix très intéressants.

de 10 à 175 le mètre

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F H

EN JANVIER

Important déficit du commerce extérieur français

En janvier, le commerce extérieur de la France a été déficitaire de 1,37 milliard de francs. C'est le « trou » le plus profond enregistré depuis septembre, date à laquelle nos échanges commerciaux, équilibrés depuis le début de 1975, étaient devenus déficitaires.

Est-ce à dire que le commerce extérieur de la France va redevenir le problème numéro un de l'actualité économique ? Bon nombre de commentateurs font ces dernières semaines vont dans ce sens. L'argumentation est à peu près la suivante : la reprise économique en France provoque, c'est habituel, un regain d'importations. Pour payer ces achats, il faudrait vendre davantage. Mais les entreprises peuvent difficilement le faire, leurs prix de vente étant maintenant trop élevés par rapport à la concurrence étrangère. C'est ce genre de raisonnement qui a accablé, dans une partie de l'opinion publique, — et spécialement chez certains industriels — l'idée que seule une dévaluation rendrait à nouveau les prix français compétitifs.

M. Barre : des résultats encourageants

Le commerce extérieur de la France a été déficitaire en janvier de 6,8 %, les exportations (18 970 millions de francs) n'ayant couvert que les importations (20 344 millions de francs) qui ont progressé de 6,3 % en un mois et ont progressé de 6,3 % en un an. Tous ces chiffres sont des données brutes.

Si l'on prend en compte les chiffres corrigés des variations saisonnières, les résultats de janvier sont moins mauvais : les exportations (19 997 millions de francs) couvrent, en effet, les importations (20 917 millions de francs) à 95,6 %. Le déficit du commerce extérieur n'est alors que de 4,4 %. Toujours selon ces données corrigées, les ventes de la France à l'étranger progressent de 3,3 % en janvier par rapport à janvier 1975. Les achats de l'étranger à la France par rapport à janvier 1975, les achats de la France augmentent de 6,4 % en un mois et de 8 % en un an.

M. Raymond Barre, ministre du commerce extérieur, a déclaré : « La forte progression de nos im-

portations s'explique en majeure partie par l'augmentation de nos achats de pétrole, dont le prix est en hausse. C'est en partie la conséquence des conditions climatiques du mois de janvier, mais aussi le corollaire de la reprise de l'activité économique. L'évolution de nos importations doit en effet être rapprochée de l'augmentation de la production industrielle à partir de la fin de 1975.

« Une telle situation nous montre cependant qu'un développement de nos exportations est nécessaire pour équilibrer le commerce extérieur. À cet égard, les résultats de janvier sont encourageants, d'autant plus que les marchés extérieurs restent difficiles. Les ventes de la France à l'étranger ont progressé de 3,3 % à 4,4 %.

« Les industriels français estiment que leurs prix de vente sont maintenant supérieurs d'environ 5 % à ceux de leurs concurrents étrangers, sont P.M.S.E. au vu de l'enquête semestrielle effectuée en décembre dernier sur la concurrence étrangère et les importations. En mai dernier, la différence de prix de vente n'était que de 3 % à 4 %.

Le contrôleur général des armées Delahodde.

« SERVICE DE SANTÉ — Le médecin général Chapiro est mis en service détaché auprès du ministre de la coopération en qualité de chargé de mission auprès du ministre de la santé de Mauritanie et chef de la mission médicale française à Nouakchott.

« JUSTICE MILITAIRE — Est promu général le magistrat militaire de première classe Bernier. Est admis dans la deuxième section (réserve), par anticipation et sur sa demande, le magistrat général Damoy.

« AIR — Est nommé vice-président du Conseil supérieur de l'infrastructure de la navigation aérienne le général de brigade aérienne Martin. Est admis dans la deuxième section (réserve), par anticipation et sur sa demande, le général de corps aérien Souvart.

« GENDARMERIE — Sont promus général de brigade les colonels Boyé et Brigand. Est nommé général de brigade dans la deuxième section (réserve), le colonel Royer.

« CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMES — Est admis dans la deuxième section (réserve), par anticipation et sur sa demande,

POUR DJIBOUTI

M. de Préaumont (U.D.R.) propose une conférence institutionnelle

M. Jean de Préaumont, député U.D.R. de Paris qui vient de conduire une délégation d'élus de la majorité dans le Territoire français des Afars et des Issas (le Monde daté 15-16 février), nous a fait la déclaration suivante : « Ce territoire est entouré de pays tentés de l'assumer le contrôle ou la possession de Djibouti. Ce point du monde ne peut être écarté de considérations de stratégie mondiale.

« C'est probablement un des dossiers les plus difficiles de la politique de décolonisation entreprise depuis quelques années par la France. La vocation à l'indépendance de ce territoire ne peut déboucher sur une solution viable pour ceux qui le peuplent sans un certain nombre de garanties extérieures et intérieures. Pour les

LA FRANCE ET LE MOZAMBIQUE ÉTABLISSEMENT DES RELATIONS DIPLOMATIQUES

La France et le Mozambique ont publié, ce jeudi 19 février, le communiqué commun suivant : « Le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire du Mozambique, conformément à leur désir commun de développer des relations d'amitié et de coopération entre les deux pays, fondées sur le principe de l'égalité, des avantages réciproques et de la non-ingérence dans les affaires intérieures, ont convenu d'établir des relations diplomatiques au niveau d'ambassade. Les deux gouvernements ont exprimé l'espoir que l'accord marquera le début d'une ère étroite de coopération entre les deux pays, dans tous les domaines d'intérêt réciproques.

L'accord pour l'établissement de relations diplomatiques a été conclu le 16 février à l'issue de conversations qui ont eu lieu à Paris entre M. Llois Bruni, ministre des affaires étrangères du Mozambique, et M. Chissano, ministre des affaires étrangères du Mozambique.

La France avait reconnu dès son indépendance, le 25 juin, le nouvel État et s'était montrée disposée à échanger des relations diplomatiques. Mais le gouvernement mozambicain a ignoré ces avances pendant un certain temps. Le gouvernement envisageait de demander l'agrément de M. François Schœn, ancien sous-directeur au service du personnel au Quai d'Orsay, comme ambassadeur à Maputo.

En présence du gouvernement

LE CHEF DE L'ÉTAT PRÉSIDENTA UNE REVUE NAVALE LE 11 JUILLET À TOULON

M. Valéry Giscard d'Estaing et sa suite, accompagnés de leur famille, assisteront, le 11 juillet, à une revue navale en Méditerranée.

La dernière revue navale, présidée par le chef de l'État, avait eu lieu en 1971, en présence de Georges Pompidou. En fait, celle de juillet prochain a été avancée d'un an, puisqu'il avait été envisagé d'en organiser une, seulement, pour 1977. Mais la décision de l'État-major de la Défense, et sans doute à l'origine de l'initiative du chef de l'État, de présider une revue navale à Toulon.

À cette occasion seront réunies les deux escadres de l'Atlantique et de la Méditerranée dans la rade de Toulon. On exécutera toutefois, à l'Élysée, l'hypothèse de la manifestation de la marine nationale, même s'il est possible que des bâtiments américains soient présents, dans le même temps. La Méditerranée pour célébrer, par des escales dans chaque port étranger, le bicentenaire de l'indépendance des États-Unis. On ajoute, en effet, à l'Élysée que cette manifestation sera strictement nationale.

Cette-ci aura lieu dans le cadre des Journées nationales des armées, organisées par le ministère de la Défense durant la première quinzaine de juillet.

Ces journées de présentation seront interrompues, c'est-à-dire que chacune des trois armées aura sa manifestation publique. L'armée de terre pourra organiser une présentation publique dans les jardins des Tuileries à Paris, tandis que l'armée de l'air étudie, de son côté, les modalités de sa propre journée nationale.

En dépit de la grève du Livre C.G.T.

LES QUOTIDIENS DE LYON ET DE MARSERIE ET LE « PARISIEN LIBÉRÉ » PARAITRONT SAMEDI MATIN

En raison de la grève des travailleurs du Livre C.G.T., le Monde, comme ses confrères parisiens, à l'exception du Parisien libéré qui n'est plus fabriqué depuis le conflit par les ouvriers syndiqués à la C.G.T., ne paraîtra pas demain.

En province, la grève sera diversement suivie en fonction des conditions locales. D'ores et déjà, il est certain que les journaux de Marseille, le Provençal, le Soir et le Méridional, et de Toulon, République-Var Matin, paraîtront normalement. Au quotidien communaliste la Marseillaise, puisque ses concurrents se sont mis en vente, les ouvriers n'observeront sans doute pas le mouvement de grève. Dans la région Rhône-Alpes, le Progrès et le Dauphiné libre seront publiés avec une pagination réduite et des regroupements d'éditions, malgré un arrêt de travail de deux heures des équipes de composition.

Les syndicats du Livre ou de journalistes ne se sont pas tous associés au mouvement lancé par la C.G.T. La Fédération du Livre C.F.D.T. avait demandé à ses adhérents « d'utiliser, chaque fois qu'ils le jugeront efficace, les possibilités d'une action réelle et unitaire en suscitant systématiquement des débats entre les travailleurs sur les objectifs et les moyens pour les faire aboutir ». La Fédération C.F.D.T. du Livre de la région parisienne invite, pour sa part, tous ses adhérents à participer au mouvement. Dans d'autres régions, la C.F.D.T. n'y participera pas.

Les fédérations F.O. et C.F.D.T. du Livre ne s'associent pas au mouvement, de même que les journalistes C.G.C.

Quant au parti socialiste, il déclare apporter « son soutien aux revendications présentées à la fois par les journalistes et les ouvriers du Livre ». En outre, le P.S. « conteste l'affirmation patronale, suivant laquelle la grève de vendredi constituerait une atteinte à la liberté d'information ».

UNE ÉTUDE SUR LES FINANCES DÉPARTEMENTALES

M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, a chargé l'inspection générale de l'administration d'une étude sur les finances départementales.

Cette enquête, à laquelle l'inspection générale consacrera sa tournée de 1976 portera sur trente départements choisis comme échantillons représentatifs. Elle devra notamment faire apparaître quel est — traduit en termes financiers — le rôle de certains des missions traditionnelles de cette collectivité, soit bien connues (aide sociale et voirie), il est possible que d'autres aspects de ses interventions (développement économique, aménagement touristique, pérennisation des charges et des recettes entre les communes) aient pris une grande importance, sans pourtant que le gouvernement et les administrations centrales soient parfaitement informés de leur ampleur réelle.

BMW:POZZI

CONCESSIONNAIRE OFFICIEL

10, bd Gouvion-St-Cyr, 75017 Paris

les nouvelles 6 cylindres 754.91.64
754.91.65
755.62.29

IMPORTANTS ATELIERS SPÉCIALISÉS

INSTITUT CORPORA CLAUDE MASSARD

Tél. 261 27 25 - 261 27 26
6 rue de la Paix 75002 Paris

C'est une expérience inoubliable. Un massage tout en raffinement et subtilité, pratiqué en bain d'eau tiède et parfumée, par de jolies et délicates massesseuses aux mains de rêve.

À découvrir de toute urgence. Comme un nouvel art de vivre pour l'homme d'affaires.

Traitements spéciaux et tous autres types de massages sportifs ou de relaxation.

مكتبة من الأصل